



**RAPPORT ANNUEL
DE LA BANQUE
DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

BRB

Exercice 2016

CONSEIL GENERAL



CIZA Jean
Gouverneur



WAGARA Melchior
Premier Vice -Gouverneur



SENDAZIRASA Annonciata
Deuxième Vice-Gouverneur

LES MEMBRES DU CONSEIL



RUGERINYANGE
Eloi



NGENDAKUMANA
Jacques



NZOPFABARUSHE
Melchiade



NSHIMIRIMANA
Florence



NIMBONA
Léon

MISSIONS¹ DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (*)

1. *Définir et mettre en œuvre la politique monétaire;*
2. *Définir et mettre en œuvre le régime de change;*
3. *Détenir et gérer les réserves officielles de change;*
4. *Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance;*
5. *Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie;*
6. *Promouvoir un système financier stable et solide;*
7. *Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide;*
8. *Agir en qualité de Caissier de l'Etat;*
9. *Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent;*
10. *Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.*

VISION DE LA BANQUE 2016

«Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

¹ Statuts de la BRB, article 7

LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2016 DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

ADRESSEE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL GENERAL



Excellence Monsieur le Président
de la République du Burundi,

La cinquante-troisième édition du Rapport Annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2016.

Le Rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les activités et comptes de la Banque.

Au niveau de l'environnement international, la croissance de l'activité économique mondiale a décéléré en 2016 (3,1 contre 3,4%

en 2015) suite au ralentissement économique dans les pays avancés.

Dans les pays développés, la croissance s'est établie à 1,7 contre 2,1 % en 2015, en liaison avec la faiblesse de l'investissement, l'appréciation du dollar américain, l'incertitude liée au referendum de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et aux élections aux Etats Unis d'Amérique.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à 4,1 contre 4,2%, surtout en raison du ralentissement de l'activité économique en Chine (6,7 contre 6,9 % en 2015). L'Afrique subsaharienne a enregistré de faibles performances en 2016 suite à la baisse des recettes d'exportation des produits de base et aux conflits politiques dans certains pays. Le taux de croissance s'est établi à 1,4 contre 3,4% en 2015.

Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), la croissance de l'activité économique s'est fixée à 5,8% contre 6,0% en 2015, en liaison avec les investissements publics, l'amélioration du tourisme et l'évolution favorable des coûts d'importation pour les produits pétroliers.

Le commerce mondial s'est faiblement accru (1,7 contre 2,7 %) en rapport avec la baisse de la demande d'importations liée au ralentissement de la croissance dans les pays avancés ainsi qu'au recul des exportations des pays émergents et en développement.

L'inflation mondiale s'est stabilisée à 1,6%. Dans les pays avancés, l'inflation a légèrement augmenté (0,7 contre 0,3 %) mais a, par contre, légèrement baissé dans les pays émergents et en développement. Le taux d'inflation s'est situé à 4,5 contre 4,7% en 2015.

En 2016, les marchés financiers ont terminé en hausse malgré la volatilité des cours observée au début de l'année, en liaison avec le rebondissement des prix du pétrole et des autres produits de base.

Les marchés de change ont été globalement marqués par l'appréciation du dollar par rapport aux autres devises, notamment en raison de l'incertitude sur l'évolution de l'activité économique dans la Zone euro et de la dévaluation du Yuan au cours de l'année. En moyenne annuelle, l'euro s'est déprécié face au dollar américain, se fixant à 1,1066 contre 1,1096 USD en 2015. En moyenne annuelle, le yuan chinois s'est déprécié par rapport à l'euro (7,35 contre 6,97CNY) et par rapport au dollar américain (6,64 contre 6,23 CNY/USD).

Au niveau national, l'activité économique a repris en 2016 au Burundi et la croissance s'est améliorée par rapport à l'année antérieure (1,7 contre -0,3%), en raison des bonnes performances pour la production dans les secteurs secondaire (1,4 contre -2,7%) et tertiaire (4,6 contre 2,4%).

L'amélioration de l'activité du secteur secondaire a été principalement liée à l'accroissement de la production industrielle (2,6 contre 0,8%). Quant au secteur tertiaire, il a également bénéficié d'une accélération de l'activité dans les branches du commerce (2,0 contre -6,9%), du transport et communication (5,4 contre 0,1%), de l'administration publique (6,0 contre 5,6%) et de la santé et action sociale (11,5 contre 4,5%).

Le secteur primaire a par contre connu une baisse de l'activité mais avec une décroissance moins importante qu'en 2015 (-0,3 contre -3,6%). Cette évolution du secteur primaire a principalement résulté des faibles performances de l'agriculture vivrière (-3,7 contre -1,9%) et d'exportation (-7,3 contre 20,1%), en liaison avec la sécheresse qui a détruit la récolte dans certaines régions du pays.

S'agissant de l'inflation, elle s'est presque stabilisée en 2016. Le taux d'inflation annuel s'est établi à 5,6 contre 5,5% en 2015, en liaison avec une hausse modérée des prix des produits alimentaires et une régression des prix des produits non alimentaires.

Les finances publiques se sont améliorées par rapport à l'année précédente. Le niveau du déficit budgétaire s'est établi à 286.962,2 contre 354.129,2 MBIF atteint en 2015. Cette évolution est liée à l'augmentation des recettes et à la maîtrise des dépenses.

L'encours de la dette publique a augmenté de 19,2% en 2016, passant de 1.761,8 à 2.100,1 Mds de BIF, d'une année à l'autre. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+28,6%) que sur la dette extérieure (+4,7%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 44,1 à fin 2016, contre 39,5% en 2015.

L'augmentation de la dette intérieure a résulté notamment de la hausse de l'engagement de l'Etat envers la Banque Centrale (+110.575,2 MBIF), les banques commerciales (+170.370,0 MBIF) et envers le secteur non financier (+22.567,9 MBIF).

L'accroissement de la dette extérieure a résulté des tirages (+24.725,1 MBIF) et des plus-values de réévaluation (+15.184,5 MBIF) qui ont largement dépassé le remboursement du principal (+7.295,9 MBIF). Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation des biens et services s'est établi à 4,5 contre 3,9 % en 2015.

Concernant le secteur monétaire, la Banque Centrale a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en 2015, en vue de stimuler les banques commerciales à financer les investissements productifs.

La masse monétaire (M3) a augmenté de 6,5%, passant de 1.060,8 à 1.129,7 Mds de BIF. Les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement à la croissance de l'agrégat M3 à hauteur de 16,0 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 9,5 points. Cette évolution traduit ainsi une création monétaire qui a été d'origine interne.

La liquidité de l'économie s'est accrue et s'est située à 7,9% contre 5,8% à fin décembre 2015, passant de 1.234,6 à 1.336,6 Mds de BIF. En moyenne, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB a faiblement reculé d'une année à l'autre (26,2 contre 26,8%) et a légèrement augmenté (21,8 contre 21,5%), calculé sur base de la dépense intérieure brute (DIB).

D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie s'est accru de 3,1% contre une diminution de 0,20% une année auparavant, passant 766.832,1 à 790.545,4 MBIF. En moyenne, la croissance de l'encours des crédits à l'économie a légèrement régressé, revenant de 6,6 à 5,4%.

Au terme de l'année 2016, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement moins allégé par rapport à celui de 2015 (-470.514,6 contre -499.402,7 MBIF), notamment en raison de l'accroissement de l'excédent du compte de capital (116.582,9 contre 87.336,6 MBIF); le solde du compte des transactions courantes ayant demeuré presque au même niveau que celui de l'année précédente (-587.097,4 contre -586.799,3 MBIF).

L'excédent du compte capital a été dû à l'accroissement des transferts de capital au titre des dons projets (119.018,5 contre 89.973,8 MBIF). Le maintien au même niveau du solde du compte courant est lié, à la fois, à la diminution de l'excédent des revenus secondaires (340.015,4 contre 444.665,7 MBIF), du déficit des biens (-691.235,5 contre -759.211,5 MBIF) et des services (-234.502,2 contre -269.565,7 MBIF).

Le solde du compte d'opérations financières s'est établi à 421.626,6 contre 518.851,0 MBIF en 2015, en liaison avec la hausse des engagements extérieurs au titre des crédits commerciaux reçus (430.564,7 contre 187.950,6 MBIF) et la diminution des avoirs de réserves (-59.519,0 MBIF).

En matière de stabilité financière, le secteur bancaire est demeuré résilient et a satisfait à toutes les normes prudentielles réglementaires

au cours de l'année 2016. En effet, le Produit Net Bancaire a augmenté de 6,6%, s'établissant à 154.710,0 contre 145.183,4 MBIF en 2015. La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée. Le rendement des fonds propres (ROE) a augmenté, passant de 11,6 à 11,9% de même que le rendement des actifs (ROA) qui est passé de 1,8 à 1,9%, d'une année à l'autre.

Au niveau des perspectives de l'économie burundaise pour l'année 2017, l'activité économique pourrait s'améliorer et le taux de croissance projeté s'établirait à 2,5 contre 1,7% enregistré en 2016, en liaison avec l'amélioration de la production dans le secteur tertiaire.

Malgré son amélioration par rapport à 2016, la décroissance du secteur primaire (-0,3 contre -2,0 %) serait liée à la détérioration de la production vivrière (-3,0 contre -3,7%) en dépit de bonnes performances prévues au niveau de l'agriculture d'exportation (20,4 contre -7,3%).

Au niveau du secteur secondaire, l'activité pourrait baisser (-1,9 contre 1,4%) suite au recul de la production dans les branches des industries (-2,3 contre -2,6%) et de l'électricité, gaz et eau (1,0 contre 1,5%).

Dans le secteur tertiaire, la production s'améliorerait (+3,6%) grâce à la progression de l'activité dans les branches des Technologies de l'information et de la Communication (+5,3 %) et de l'administration publique (+7,0%) , surtout dans le domaine de la santé et de l'action sociale (+11,5 %).

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie, de bien vouloir agréer, Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, l'assurance de ma Plus Haute Considération.

Jean CIZA



GOUVERNEUR

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	6
LISTE DES GRAPHIQUES	8
LISTE DES TABLEAUX	9
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES	11
PREMIERE PARTIE :	
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	14
I.1. VUE D'ENSEMBLE	14
I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES	15
I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	15
I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CEA	15
I.5. ECHANGES MONDIAUX	16
I.6. INFLATION MONDIALE	16
I.7. MARCHES FINANCIERS	17
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	18
II.1. PRODUCTION ET PRIX	18
II.1.1. PRODUCTION	19
II.2. FINANCES PUBLIQUES	29
II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER	36
II.3.1. Situation monétaire	36
II.3.2. Facteurs autonomes de la liquidité Bancaire	39
II.3.3. Liquidité de l'économie	40
II.3.4. Activité et solidité du secteur bancaire	42
II.3.5. Activité et solidité du secteur de la microfinance	46
II.4. BALANCE DES PAIEMENTS	46
II.4.1. Transactions courantes	48
II.4.2. Compte de capital	54
II.4.3. Le Compte d'opérations financières	54
DEUXIEME PARTIE :	
III. ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI	57
III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS	57
III.1.1 Objectifs de la politique monétaire	57
III.1.2. Instruments de politique monétaire	57
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire	58
III.2. MARCHÉ ET TAUX DE CHANGE	58
III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT	60
III.3.1. Circulation fiduciaire	60
III.3.2. Systèmes de paiement	61

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES	61
III. 4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire	61
III.4.2. Supervision et surveillance de la stabilité financière du secteur bancaire	62
III.4.3. Supervision de la microfinance et des établissements non bancaires	62
III.4.4. Supervision des bureaux de change	62
III.4.5. Inclusion financière	63
III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE	63
III.6. PROJETS DE LA BANQUE	63
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement	63
III.6.2. Projet Système d'Information Bancaire	64
III.6.3. Projet renforcement de la Technologie de l'Information	65
III.7. INTEGRATION REGIONALE	65
III.7.1. Communauté Est Africaine	65
III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe	66
III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines	66
III.8. GESTION DES RISQUES	67
III.9. AUTRES ACTIVITES	67
IV. ADMINISTRATION ET COMPTES DE LA BANQUE	68
IV.1. Administration	68
IV.1.2. Conseil Général	70
IV.1.3. Comité de Direction	70
IV.1.4. Organes de contrôle	71
IV.1.5. Plan Stratégique de la Banque	71
IV.1.6. Gestion des ressources humaines	72
IV.2. Les comptes de la Banque	73
IV.2.1. Bilan	73
IV.2.2. Comptes de Résultat	76
CONCLUSION GÉNÉRALE	77
ANNEXE	78

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)
- Graphique 2 : Evolution du prix moyen de vente du café Arabica par campagne (en cts/lb)
- Graphique 3 : Indice de la production industrielle (1989=100)
- Graphique 4 : Evolution du taux d'inflation annuel
- Graphique 5 : Principales recettes fiscales (en Mds de BIF)
- Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en %)
- Graphique 7 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)
- Graphique 8 : La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)
- Graphique 9 : Structure des ressources du secteur bancaire (en MBIF)
- Graphique 10 : Structure des emplois du secteur bancaire (en MBIF)
- Graphique 11 : Taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs
- Graphique 12 : Evolution du BIF par rapport au USD (fin de période)
- Graphique 13 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories
- Graphique 14 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: croissance de la production Mondiale
Tableau 2	: Croissance du PIB des pays de la CEA
Tableau 3	: Produit Intérieur Brut (2012-2016)
Tableau 4	: Principales productions vivrières (en T)
Tableau 5	: Evolution de la production de poissons (en T)
Tableau 6	: Evolution de l'effectif du cheptel
Tableau 7	: Production du café arabica par campagne (en T)
Tableau 8	: Production de coton(en T) et superficies exploitées (en Ha) par région
Tableau 9	: Production de thé
Tableau 10	: Vente de thé sec
Tableau 11	: Indice pondéré de la production industrielle
Tableau 12	: Trafic à l'aéroport international de Bujumbura
Tableau 13	: Ressources et Emplois
Tableau 14	: Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB
Tableau 15	: Epargne nationale brute en Mds de BIF
Tableau 16	: Evolution du taux d'inflation par composantes (en %)
Tableau 17	: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)
Tableau 18	: Recettes et Dons (en MBIF)
Tableau 19	: Structure de dette publique (en MBIF)
Tableau 20	: Encours des titres du Trésor (en MBIF)
Tableau 21	: Dette extérieure (en MBIF)
Tableau 22	: Service de la dette publique (en MBIF)
Tableau 23	: Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)
Tableau 24	: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage)
Tableau 25	: Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)
Tableau 26	: Avoirs extérieurs nets
Tableau 27	: Variations de la liquidité bancaire et de ses contreparties (en MBIF)
Tableau 28	: Composantes de la liquidité de l'économie
Tableau 29	: Taux de liquidité de l'économie
Tableau 30	: Encours des crédits du système bancaire (en MBIF)
Tableau 31	: Evolution des crédits par branche d'activité (en MBIF)
Tableau 32	: Principaux indicateurs du secteur bancaire
Tableau 33	: Balance des paiements (en MBIF)
Tableau 34	: Exportations de marchandises
Tableau 35	: Importations de marchandises (en MBIF)
Tableau 36	: Répartition géographique du commerce extérieur (en %)
Tableau 37	: Exportation de services (en MBIF)
Tableau 38	: Importations de services (en MBIF)
Tableau 39	: Revenus secondaires (en MBIF)
Tableau 40	: Compte de capital (en MBIF)

- Tableau 41 : Compte d'opérations financières (en MBIF)
- Tableau 42 : Cours de change de fin de période des principales monnaies (en BIF)
- Tableau 43 : Cours de change moyen des principales monnaies (en BIF).
- Tableau 44 : Taux de change effectif du franc Burundi (Base décembre 2013=100)
- Tableau 45 : Evolution des critères de convergence au Burundi
- Tableau 46 : Bilan de la Banque de la République du Burundi
- Tableau 47 : Comptes de résultat (en MBIF)

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
AMISOM	: African Union Mission to Somalia
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
ATS	: Automated Transfer System
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est africaine
CCP	: Comptes Chèques Postaux
CIF	: Cost, Insurance and Freight
CMIPC	: Capital Markets, Insurance and Pensions Committee
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CSD	: Central Securities Depository
Cts/lb	: Centime de Dollar la Livre
DEPA	: Direction des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EASRA	: East African Securities Regulation Authority
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
EMF	: Etablissements de Microfinance
FMI	: Fonds Monétaire International
FV	: Feuilles Vertes
FW	: Fully Washed
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
M2, M3	: Masse Monétaire, Masse Monétaire au sens large
MAC	: Monetary Affairs Committee
MBGP	: Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de Dollar Américain
MW	: Méga Watt

OBR	: Office Burundais des Recettes
OIC	: Organisation Internationale du Café
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PCMA	: Programme de Coopération Monétaire en Afrique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PROTHEM	: Promotion de la Théiculture en province MWARO
PSD	: Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé
PVC	: Polychlorure de vinyle
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RSA	: République d'Afrique du Sud
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIB	: Système d'Information Bancaire
SIP	: Société Immobilière Publique
SNIF	: Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
T	: Tonnes
TS	: Thé sec
USD	: Dollar Américain

PREMIERE PARTIE :

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. VUE D'ENSEMBLE

En 2016, le rythme de croissance de l'économie mondiale s'est légèrement décéléré (3,1 contre 3,4% en 2015) en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les pays avancés (1,7 contre 2,1%). Les facteurs qui ont déterminé cette décélération sont notamment la faiblesse de

la demande, les conflits géopolitiques, les incertitudes liées au referendum de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (BREXIT) et aux élections américaines ainsi que le ralentissement de l'activité économique en Chine.

Tableau 1: Croissance de la production Mondiale (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016
Monde	3,4	3,4	3,4	3,4	3,1
Pays Avancés	1,2	1,4	1,8	2,1	1,7
Etats-Unis	2,3	2,2	2,4	2,6	1,6
Zone Euro	-0,7	-0,5	0,9	2,0	1,7
Japon	1,5	1,6	-0,1	1,2	1,0
Autres	1,9	2,2	2,8	2,0	2,2
Pays émergents et en développement	5,1	5,0	4,6	4,2	4,1
Afrique subsaharienne	4,4	5,2	5,0	3,4	1,4
Europe Centrale et Orientale	1,4	2,9	2,8	4,7	3,0
Communauté des Etats Indépendants	3,4	2,2	1,0	-2,2	0,3
Asie	6,7	7,0	6,8	6,7	6,4
Chine	7,7	7,8	7,3	6,9	6,7
Inde	3,2	5,0	7,3	7,9	6,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,2	2,4	2,8	2,7	3,9
Amérique latine et les caraïbes	2,9	2,9	1,3	0,1	-0,1

Source : FMI, *Perspectives économiques mondiales*, avril 2017

Dans les pays émergents et en développement, la croissance de l'activité économique a baissé (4,1 contre 4,2%) par rapport à l'année précédente. En comparaison avec les années antérieures, le rythme de croissance s'est affaibli suite à une combinaison de plusieurs

facteurs dont le ralentissement de l'activité économique en Chine, la baisse des recettes d'exportation des produits de base dans plusieurs pays et les tensions géopolitiques dans certains pays.

I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES

Aux États-Unis, en dépit de la politique budgétaire expansionniste et de la poursuite d'une politique monétaire accommodante, l'activité économique a enregistré une faible croissance par rapport à l'année précédente (1,6 contre 2,6%). Cette décélération de l'activité économique est consécutive à la faiblesse de l'investissement, à l'appréciation du dollar qui a pénalisé les exportations et à l'incertitude liée aux élections.

Dans la Zone euro, la reprise a fléchi par rapport à l'année 2015 (1,7 contre 2,0%) en liaison avec la baisse des investissements suite au BREXIT.

La croissance enregistrée dans cette Zone a été tirée notamment par le bas niveau des prix du pétrole, l'expansion budgétaire et la politique monétaire accommodante.

Au Japon, malgré le report du relèvement de la taxe sur la consommation et d'autres mesures propices à l'activité économique (entre autres le budget expansionniste et la poursuite de l'assouplissement monétaire), la croissance s'est repliée (1,0 contre 1,2% en 2015), notamment sous l'effet de l'appréciation du yen et de la faible croissance mondiale.

I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, les performances économiques sont contrastées d'un pays à l'autre.

En Chine, la croissance s'est établie à 6,7 contre 6,9% en 2015 sous l'effet de la poursuite de la politique de rééquilibrage de l'économie par la transition d'une économie fondée sur les investissements et les exportations vers un modèle axé sur les services et la consommation intérieure.

En Inde, la croissance du PIB s'est décélérée en 2016 (6,8 contre 7,6% en 2015) en liaison avec la baisse de l'investissement privé et les perturbations du système de paiement qui ont causé la pénurie de liquidité et entraîné la baisse de la consommation. Cependant, le taux de croissance reste élevé, soutenu par l'amélioration des termes de l'échange et les réformes fiscales et monétaires.

En Amérique Latine et Caraïbes, l'activité économique a décliné en 2016 (-0,7 contre 0,1%) suite à la détérioration de la conjoncture dans les principaux pays de la région, notamment au Brésil, première économie de la Zone, qui a connu une crise politique majeure ayant conduit à une chute du PIB (-3,6 contre -3,8%).

Dans la Communauté des États Indépendants, il y a eu une reprise de la croissance de l'activité économique (0,3 contre -2,2%) principalement en liaison avec le redressement des prix du pétrole.

L'Afrique subsaharienne a enregistré de faibles performances en 2016 (1,4 contre 3,4%) en rapport avec la baisse des recettes d'exportation des produits de base et les conflits politiques dans certains pays.

I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CEA²

Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), l'activité économique s'est améliorée en 2016, tout en décélérant par rapport à 2015 (5,8 contre 6,0%). Elle a été

principalement tirée par les investissements publics, l'amélioration du tourisme et l'évolution favorable des coûts d'importation des produits pétroliers.

² Les données du Soudan du Sud ne sont pas prises en compte.

Tableau 2: Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)

	2014	2015	2016
Burundi	4,5	-0,3	1,7
Rwanda	7,6	8,9	5,9
Tanzanie	7,0	7,0	6,6
Ouganda	5,2	5,0	4,7
Kenya	5,3	5,6	6,0
CAE	5,9	5,8	6,1
AfSS	5,1	3,4	1,4

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2017*
Les données du Burundi sont issues du Cadrage macroéconomique

Le Kenya a enregistré une accélération de la croissance (6,0 contre 5,6%) qui a été principalement tirée par les investissements dans des secteurs de la construction, de l'électricité et la reprise du tourisme.

En Ouganda, le taux de croissance économique a légèrement fléchi (4,7 contre 5,0%) sous l'effet de la baisse des investissements et des exportations suite à l'environnement défavorable lié au contexte électoral et aux tensions politiques dans les pays voisins.

La Tanzanie a encore enregistré une plus forte croissance (6,6 contre 7,0%) de la région en

liaison notamment avec l'amélioration des investissements en infrastructures, la stabilité de la production énergétique, la bonne tenue des secteurs des mines, du transport et communication et des services financiers.

Au Rwanda, la croissance du PIB a reculé (5,9 contre 8,9%) suite aux mauvaises performances du secteur minier, de la construction, de la manufacture et de l'agriculture.

Au Burundi, l'activité économique a repris en 2016, s'établissant à 1,7 contre -0,3% sous l'effet de l'amélioration de l'activité dans le secteur des services.

I.5. ECHANGES MONDIAUX

En 2016, le volume du commerce mondial³ des marchandises a augmenté de 1,7 contre 2,7% l'année précédente. La croissance du commerce a été plus faible, surtout au premier semestre, en raison de la baisse de la demande d'importations liée au ralentissement de la croissance dans les

pays avancés. L'accroissement des exportations des pays développés a dépassé celles des pays émergents et en développement (2,1% contre 1,2%). De même, les pays en développement ont enregistré une faible croissance des importations (0,4%) par rapport aux pays développés (2,6%).

I.6. INFLATION MONDIALE

En 2016, l'inflation mondiale s'est stabilisée à 1,6% malgré une évolution contrastée entre pays avancés et les économies émergentes et en développement. Dans les pays avancés, l'inflation a en effet augmenté (0,7 contre 0,3% en 2015), en liaison avec le rebond des prix des matières premières. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation

a par contre baissé, se situant à 4,5 contre 4,7% en 2015.

Aux États-Unis, la hausse des prix à la consommation s'est relativement accélérée (1,2 contre 0,1%), en liaison avec la hausse des prix des produits pétroliers et une légère appréciation du dollar.

³ OMC : Statistiques et perspectives, septembre 2016

Dans la Zone euro, l'inflation a également progressé par rapport à l'année précédente (1,2 contre 1,0%). L'inflation a légèrement augmenté au Japon mais est restée en deçà

de l'objectif de la Banque Centrale. En Chine, l'inflation a progressé et s'est établi à 2,3 contre 1,6% en 2015 suite à la hausse des prix des matières premières.

I.7. MARCHES FINANCIERS

En 2016, les marchés financiers ont terminé en hausse malgré la volatilité des cours observée au début de l'année où les marchés ont été principalement influencés par les craintes sur la croissance économique en Chine et la baisse des prix des matières premières. Le rebondissement des prix du pétrole et des autres produits de base ont entraîné une reprise des marchés financiers à la fin de l'année 2016.

Au niveau des actions, les principaux indices boursiers se sont inscrits en hausse sur tous les marchés des pays avancés. C'est le cas notamment du FTSE100 et du Dow Jones qui ont progressé de 14,43 et 13,42% respectivement.

Aux Etats-Unis, le taux d'intérêt sur les obligations du Trésor qui avait baissé au mois de juillet suite au BREXIT, a rebondi à la fin des élections américaines et s'est établi à 2,44% alors qu'il était de 2,27% en 2015. Le Bund (obligation d'Etat allemand) a atteint 0,21% après avoir affiché des taux négatifs au cours des 3 derniers mois de l'année.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié face au dollar américain, le taux de change annuel moyen s'est établi à

1,1066 contre 1,1096 dollar en liaison avec la politique plus accommodante de la Banque Centrale Européenne (BCE) au premier semestre et la préférence des investisseurs pour le dollar vers la fin de l'année en raison de bonnes perspectives économiques des Etats-Unis. En moyenne annuelle, le yuan chinois s'est déprécié par rapport à l'euro (7,3496 contre 6,9730 CNY) et par rapport au dollar américain (6,6440 contre 6,2270 CNY/USD).

Dans les pays émergents et en développement, les marchés boursiers ont globalement évolué à la hausse grâce au potentiel de croissance plus prometteur qui a attiré les investisseurs, en particulier vers les pays émergents d'Asie. A la fin de l'année 2016, les taux d'intérêt à long terme sur les obligations en monnaies locales ont augmenté à la suite des élections américaines. Les marchés des actions ont rebondi depuis le mois d'août, mais sont restés généralement en deçà des niveaux observés après la crise financière en 2011. Les monnaies de certains pays émergents se sont considérablement dépréciées par rapport au dollar américain.

ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. PRODUCTION

Après une récession (-0,3%) enregistrée en 2015, l'activité économique a repris en 2016, le taux de croissance est estimé à 1,7%. Cette

reprise est due à une amélioration de la production dans les secteurs secondaire (1,4 contre -2,7%) et tertiaire (4,6 contre 2,4%).

Tableau 3 : Produit Intérieur Brut (2012-2016)

	2012	2013	2014	2015*	2016
A. Milliards de francs Burundi (à prix courants)					
1. Secteur primaire	1192,2	1462,7	1463,0	1624,2	1757,0
2. Secteur secondaire	530,2	594,2	646,7	656,1	693,5
3. Secteur tertiaire	1307,6	1373,4	1639,5	1725,3	1867,4
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	3030,0	3430,3	3749,2	4005,6	4317,9
5. Impôts indirects moins subventions	335,9	382,2	435,9	417,6	436,9
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (4 + 5)	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9
B. Variations en p.c. (à prix constants: base 2005)					
1. Secteur primaire	2,1	8,4	-3,6	0,3	-2,0
2. Secteur secondaire	5,3	2,4	6,2	-2,7	1,4
3. Secteur tertiaire	7,0	2,8	8,8	2,4	4,6
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	5,0	4,6	4,1	0,7	1,9
5. Impôts indirects moins subventions	-0,2	8,0	5,2	-9,1	-0,4
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	4,4	4,9	4,2	-0,3	1,7
(*) : Données provisoires à partir de 2015.					

Source : MBGP

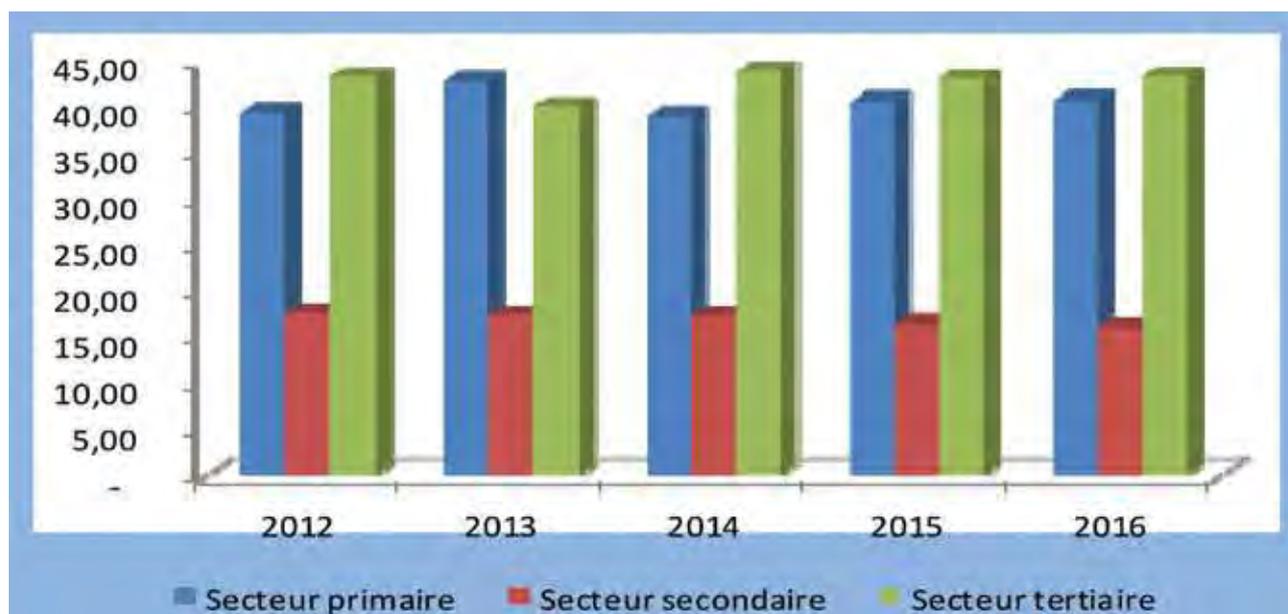
L'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire est principalement liée à l'accroissement de la production industrielle (2,6 contre 0,8%) pendant que le tertiaire a bénéficié d'une accélération de la croissance du commerce (2,0 contre -6,9%), du transport et communication (5,4 contre 0,1%), de l'administration publique (6,0 contre 5,6 %) et de la santé et action sociale (11,5 contre 4,5%). La croissance du PIB a été freinée par la poursuite de la baisse de l'activité du

secteur primaire (-0,3 contre -3,6 %) suite aux faibles performances de l'agriculture vivrière (-3,7 contre -1,9%) et d'exportation (-7,3 contre 20,1 %).

II.1.1.1. Répartition sectorielle au PIB

Les parts des secteurs primaire (40,7 contre 40,5%) et tertiaire (43,2 contre 43,1%) ont progressé, tandis que celle du secondaire a baissé, revenant de 16,4 à 16,1 %.

Graphique 1: Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)



Source : MBGP

II.1.1.1.1. Secteur primaire

L'activité du secteur primaire a baissé suite au recul de la production vivrière (-3,7 contre -1,9%) et de l'agriculture d'exportation (-7,3

contre 20,1%) partiellement atténué par la progression de l'élevage (20,0 contre 19,2%), de la pêche (15,0 contre 13,3%) et de la sylviculture (13,0 contre 12,6%).



Plantation moderne de palmier à huile à MUZINDA, en province de BUBANZA

a. Agriculture vivrière

La production vivrière a baissé suite notamment aux mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu à la fin de l'année 2016.

Tableau 4 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
Bananes	1 184 075	2 235 697	1 362 837	948 875	757 751
Tubercules	2 051 323	3 333 042	3 203 169	3 413 523	2 721 143
Céréales	246 348	243 553	226 272	164 172	316 416
Légumineuses (+Oléagineux)	236 657	277 813	289 875	316 151	312 762
Total	3 718 403	6 090 105	5 082 153	4 842 721	4 108 072

*(p) provisoire**Source : ISTEERU, Enquêtes Nationales Agricoles 2016*

La production des principales cultures vivrières a chuté de 15,2%, revenant de 4.842.721 à 4.108.072 T.

b. Pêche

Les prises de poissons sur le lac Tanganyika se sont établies à 21.806 contre 20.278 T d'une année à l'autre, soit une hausse de 7,5% tandis que la production dans les lacs du Nord a quadruplé, s'établissant à 5.426 contre 1.048 T. Cet accroissement de la production piscicole a été le résultat

des actions d'encadrement des pêcheurs, de vulgarisation des techniques de transformation et de conservation des poissons et de promotion de la pisciculture intégrée par la Direction des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture (DEPA).

Tableau 5 : Evolution de la production de poissons (en T)

	2012	2013	2014	2015	2016
Pêche artisanale	13 576	12 458	14 794	18 198	20 245
Pêche coutumière	865	774	1 258	2 080	1 561
Total	14 441	13 232	16 052	20 278	21 806

*Source: Direction des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture***c. Elevage**

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, dans le cadre du repeuplement du cheptel, 433.049 contre 2.165 vaches

croisées ont été distribuées. En rapport avec notamment l'adoption de l'élevage en stabulation, l'effectif du bétail s'est établi à 623.031 contre 769.530 têtes pour les bovins, 1.821.626 contre 2.357.387 pour les caprins.

Tableau 6 : Evolution de l'effectif du cheptel

	2012	2013	2014	2015	2016
Bovins	609 430	640 304	689 441	769 530	623 031
Caprins	2 489 293	2 348 977	2 416 491	2 357 387	1 821 626
Ovins	440 437	405 715	425 638	602 110	229 272
Porcins	404 315	435 744	565 152	525 998	33 925

*Source: Direction Générale de l'élevage***d. Sylviculture**

Les intervenants dans ce secteur ont intensifié les activités de développement

de la couverture forestière, la canalisation des recettes forestières au Trésor Public et

⁴ **Rapport du Département des forêts, 2016**

la protection du patrimoine forestier. A cet effet, 16.446.674 plants⁴ ont été mis en terre pour augmenter la couverture forestière. Les recettes fiscales liées à l'autorisation du

transport des produits forestiers et/ou leurs dérivés se sont élevées à 434,7 MBIF et celles de la valorisation des ressources forestières à 9,9 MBIF.

e. Agriculture d'exportation

En 2016, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a reculé (-7,3 contre 20,1%)

suite à la baisse de celle du thé (-5,0 contre 14,1%) et du café (-14,0 contre 53,1%).

• Café

La production du café de la campagne 2016/2017 a baissé par rapport à celle de la campagne précédente. En effet, la quantité

totale du café parche s'est établie à 17.908 contre 22.009 T de la campagne précédente, soit une baisse de 18,6%.

Tableau 7: Production du café arabica par campagne (en T)

Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2012 /2013	30778	23775	77,2
2013 /2014	14134	10769	76,2
2014 /2015	18450	14923	80,9
2015 /2016	22009	18079	82,1
2016 /2017	17908	14326	80,0

Source : ARFIC, Rapport de production de café, mars 2017

La part du café «Fully Washed» (FW), bien qu'en légère diminution (82,4 contre 86,2%), reste prédominante dans le volume total du café parche, ce qui montre que la quantité transformée par usinage, et partant

l'amélioration de la qualité, garde une place importante. Le volume total du café vert a été de 14.326 contre 18.079 T enregistré à la fin de la campagne précédente, soit une chute de 20,6%.



Photo : Variétés de café transformé par l'Usine WEB COR de NGOZI

Le volume du café vendu s'est élevé à 13.346 T contre 16.797 T l'exercice précédent, à un prix moyen de 124,5 contre 122,8 cts/lb. Cette évolution des prix est liée à la bonne tenue des cours sur le marché international.

En effet, le prix moyen (OIC) de la période s'est établi à 167,36 contre 150,85 cts/lb suite principalement à la baisse de la production du café au Brésil et au Vietnam.

Graphique 2 : Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb)



Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

• Coton

La production du coton au cours de l'année 2016 s'est établie à 2.020 contre 2.300 T l'année précédente, soit une baisse de 12,2%

en liaison avec la mauvaise pluviosité et la baisse des superficies exploitées.

Tableau 8 : Production de coton (en T) et superficies exploitées (en Ha) par région

REGION	2012		2013		2014		2015		2016	
	T	Ha								
IMBO NORD	837	1159	1 367	1 673	1637	1863	1522	1928	1308	1694
IMBO SUD	680	1039	806	1 092	770	1042	724	977	651	858
MOSO	74	114	-	-	50	102	54	101	61	89
TOTAL	1 603	2 322	2 238	2 895	2 457	3 008	2 300	3 006	2 020	2 641
Rendement (kg/ha)		691		773		817		765		765

Source : COGERCO

Le volume de coton-fibre obtenu après usinage s'est établi à 854 contre 968 T, soit une baisse de 11,8%.

• Thé

La production annuelle du thé en feuilles vertes s'est établie à 52.702 contre 53.790

T en 2015, soit une baisse de 2,0% suite particulièrement à la mauvaise pluviosité.

Tableau 9 : Production du thé (en Tonnes)

	2012	2013	2014	2015	2016
OTB					
FV	42 148	41 724	48 495	50 562	48 977
TS	9 140	9 074	10 532	10 945	10 235
PROTHEM					
FV	6 164	5 941	5 378	3 228	3 725
TS	1 233	1 188	1 155	643	805
Total					
FV	48 312	47 665	53 873	53 790	52 702
TS	10 373	10 262	11 687	11 588	11 040

Source : Rapports OTB et PROTHEM

Le volume de thé sec a également reculé de 4,7%, revenant de 11.588 à 11.040 T d'une année à l'autre. En outre, le rendement moyen à l'usinage a légèrement diminué, s'établissant à 20,9 contre 21,5%. Le volume de thé sec vendu en 2016⁵ a reculé de 1,8%

par rapport à l'année précédente, revenant de 10.871 à 10.679 T. Les recettes ont chuté de 28,4%, revenant de 52.287 à 37.438 MBIF sous l'effet de la diminution du prix moyen (3.506 contre 4.810 BIF/kg).

Tableau 10: Vente de thé sec

Marché/Année		2012	2013	2014	2015	2016
1. VENTES LOCALES	Tonnes	401	467	487	377	525
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 197	3 150	3 124	3 489	3 014
	Valeur en MBIF	1 283	1 473	1 522	1 314	1 582
2. Exportations:						
Enchères Mombassa	Tonnes	7 219	7 185	8 015	8 670	8 488
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 320	3 752	3 330	4 825	3 500
	Valeur en MBIF	31 187	26 960	26 686	41 838	29 709
Ventes directes	Tonnes	1 552	1 512	1 589	1 824	1 666
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 320	3 444	3 563	5 006	3 690
	Valeur en MBIF	6 704	5 206	5 662	9 136	6 147
3. TOTAL GENERAL	Tonnes	9 172	9 163	10 091	10 871	10 679
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 271	3 679	3 357	4 810	3 506
	Valeur en MBIF	39 174	33 639	33 870	52 287	37 438

Source: OTB, Rapports d'activité 2016

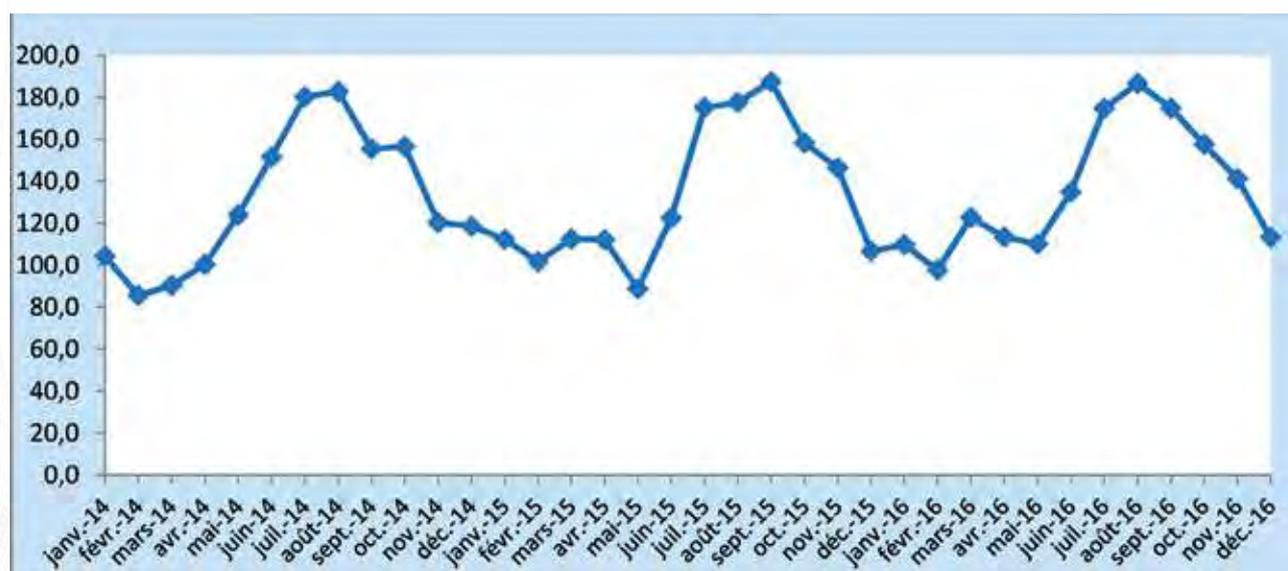
II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est améliorée, passant de -2,7% à 1,4%, en liaison avec les bonnes performances enregistrées par les Industries

(2,6 contre 0,8 %). L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 2,4%, passant de 133,5 à 136,7 d'une année à l'autre.

⁵ Ventes de l'OTB

Graphique 3: Indice de la production industrielle (base: 1989=100)



Source: BRB, données fournies par les entreprises

L'augmentation de l'indice de la production industrielle est essentiellement liée à la

hausse de la production des industries alimentaires (3,1 contre 3,0% en 2015).

Tableau 11 : Indice pondéré de la production industrielle

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES dont:			INDUSTRIES CHIMIQUES dont:			AUTRES dont:			INDICE PONDERE
	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tubes PVC	Plaques en Fibro-ciments	S/ Total	
2012	74,1	22,8	115,1	2,3	4,6	10,2	0,3	0,0	0,3	125,6
2013	77,2	25,4	121,5	2,4	6,6	11,2	0,4	0,0	0,4	131,0
2014	80,2	21,2	116,4	2,6	7,8	14,1	0,4	0,0	0,4	130,9
2015	74,8	22,6	119,9	2,2	7,9	12,9	0,7	0,0	0,7	133,5
2016	75,5	23,5	123,6	2,3	8,2	12,6	0,5	0,0	0,6	136,7

Source : Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles.

L'augmentation de la production des industries alimentaires a été principalement tirée par les boissons de la BRARUDI (+0,9%), le sucre (+3,7%) et les cigarettes (+10,1%).

La production annuelle d'électricité⁶ s'est établie à 287,4 GWH en 2016 contre 258,3 GWH l'année précédente, soit un accroissement de 11,3%.

Cette augmentation est principalement liée à l'exploitation d'une centrale thermique de 10,0 MW en 2016. Toutefois, la part importée représente environ 41,8% dans cette production.

L'Office National de la Tourbe (ONATOURL) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Matana et Gitanga au cours de l'année 2016. La production s'est sensiblement accrue, passant de 3.967 à 9.541T grâce notamment à la remise en bon état de l'outil de production sur le chantier de Gitanga.

Au niveau du secteur minier, 9 comptoirs d'achat et d'exportation de minerais et 56 coopératives d'exploitation de minerais et de carrières ont été agréés par l'Office des Mines et des Carrières. Au cours de l'année

⁶ Rapport de production de la REGIDESO 2016

2016, la production de l'Or s'est établie à 0,396 contre 0,549 T, 31,8 contre 53,1 T de coltan et 138,7 contre 19,0 T de wolframite l'année précédente.

Le rythme de décroissance dans la branche de la construction a ralenti, malgré qu'il demeure négatif (-2,1 contre -35,1%). La Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'ECOSAT et la SIP ont procédé aux études d'aménagement des rivières et ravins, les études et travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains ainsi que la prospection de sites pour l'aménagement des parcelles à usage résidentiel.

L'Office des Routes a mené des travaux d'urgence de stabilisation, de réhabilitation et d'entretien des routes et de protection des ponts. D'autres travaux ont été effectués, notamment les études techniques pour la réhabilitation des pistes connexes à la RN13 et RN3 ainsi que l'aménagement et le bitumage de la RN4 (Chanic-Gatumba), de

la RN15 phases 1 et 2 (Ngozi-Nyangungu et Nangungu-Gitega), la RN9 lots 1 et 2 (Bubanza-Ntamba et Ntamba-Ndora), RN3 (Mugina-Mabanda-Nyanza-Lac) et la RN18.

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est accéléré (4,6 contre 2,4%), suite au relèvement du rythme d'activité dans les branches du commerce (2,0 contre -6,9%), du transport et communication (5,4 contre 0,1%), de l'administration publique (6,0 contre 5,6 %) et de la santé et action sociale (11,5 contre 4,5%).

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises a augmenté de 33,1%, passant de 81.983 à 109.154 T. Cette progression est particulièrement liée aux importations de clinker et de ciment transitant par le lac Tanganyika.



Les marchandises en déchargement au port de Bujumbura

Le transport aérien a reculé, le trafic aérien est revenu de 5.466 à 4.181 vols d'une année à l'autre, soit une baisse de 23,5%. Le nombre total de passagers a diminué de 12,4%,

revenant de 207.077 à 181.380 en 2016. Les recettes touristiques ont chuté d'une année à l'autre (-33,9%), revenant de 2.705,6 à 1.789,6 MBIF.

Tableau 12 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura

		2012	2013	2014	2015	2016
ARRIVEES	Passagers	159 217	148 395	134 438	120 136	105 886
	Bagages (en T)	136	36	103	nd	nd
	Fret (en T)	3 186	2 148	2 448	2 246	1 738
	Poste (en T)	43	37	39	29	32
DEPARTS	Passagers	101 793	109 208	106 684	86 941	75 494
	Bagages (en T)	26	5	nd	nd	nd
	Fret (en T)	365	335	345	293	267
	Poste (en T)	38	47	100	43	65
	Aéronefs (Arrivées et départs)	7 263	6 830	6 235	5 466	4 181

nd : non disponible

Source: AACB

L'activité s'est également intensifiée au niveau des télécommunications. L'attribution de nouvelles licences d'exploitation a entraîné la hausse du chiffre d'affaire de l'ARCT qui s'est établi à 100,8 contre 71 Mds de BIF en 2015, soit un accroissement de 42,0%.

Dans le domaine des assurances, le total des primes perçues s'est légèrement accru (+0,1%), passant de 36.907,1 à 36.935,3 MBIF d'une année à l'autre.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche «Administration publique» s'est amélioré (6,0 contre 5,6%). Malgré

cette amélioration de la valeur ajoutée, les recrutements à la Fonction Publique au cours de l'année 2016 ont baissé de 10,5% par rapport à 2015 (3.184 contre 3.556).

II.1.1.2. Demande

En volume, les emplois ont progressé de 6,4 contre -5,0% par rapport à l'année précédente sous l'effet de l'accroissement de la consommation (2,1 contre -1,8%) et de l'investissement (29,4 contre -15,5%) ainsi que de l'amélioration des exportations (27,3 contre -24,3%).

Tableau 13 : Ressources et Emplois

	2012	2013	2014	2015*	2016
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9
2. Importations (biens et services)	1330,9	1414,7	1430,3	1309,3	1227,3
3. Ressources = Emplois	4 696,7	5 227,2	5 615,4	5 732,5	5 982,2
4. Dépenses intérieures	4368,6	4883,1	5297,0	5452,5	5680,6
- Consommation	3622,9	4338,8	4662,1	4933,9	5225,5
- Investissements Bruts	745,7	544,3	634,9	518,6	455,1
Exportations (biens et services)	328,1	344,1	318,5	280,0	301,6
B. Variations (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4,4	4,9	4,2	-0,3	1,7
2. Importations (biens & services)	12,3	21,6	-0,5	-15,1	18,4
3. Ressources = Emplois	6,7	9,9	2,7	-5,0	6,4
4. Dépenses intérieures	4,7	11,0	2,8	-3,7	5,3
- Consommation	4,5	13,7	4,5	-1,8	2,1
- Investissements Bruts	5,6	-2,6	-6,5	-15,5	29,4
5. Exportations (biens et services)	39,5	-3,6	0,3	-24,3	27,3
(*) : Données provisoire à partir de l'année 2015.					

Source: MBGP

En valeur, la demande intérieure s'est améliorée (5.680,6 contre 5.452,5 MBIF) suite à la progression de la consommation finale (5.225,5 contre 4.933,9 MBIF) et des investissements bruts (455,1 contre 518,6 MBIF).

II.1.1.2.1 Absorption

Les ressources intérieures n'ont pas pu couvrir les emplois intérieurs. Toutefois, l'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB s'est réduit, s'établissant à 19,5 en 2016 contre 23,3% l'année précédente.

Tableau 14 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB

	2012	2013	2014	2015*	2016
1. Emplois intérieurs	129,8	128,1	126,6	123,3	119,5
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	29,8	28,1	26,6	23,3	19,5
4. Importations de biens et services non facteurs	39,5	37,1	34,2	29,6	25,8
5. Exportations de biens et services non facteurs	9,7	9,0	7,6	6,3	6,3
(*) : Données provisoires à partir de 2015.					

Source: MBGP

II.1.1.2.2. Epargne nationale

En 2016, la consommation intérieure a dépassé le produit intérieur brut, il en a résulté une baisse de l'épargne intérieure qui s'est établie à -470,6MBIF contre -510,7 MBIF une année auparavant. Toutefois, suite à la

progression des transferts nets de capital, le besoin net de financement de l'économie a relativement baissé, revenant de 499,9 à 470,0 MBIF.

Tableau 15 : Epargne nationale brute en Mds de BIF

	2012	2013	2014*	2015*	2016*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3 365,8	3 812,5	4 185,1	4 423,2	4 754,9
2. Consommation privée et publique	3622,9	4 338,8	4 662,1	4 933,9	5 225,5
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-257,1	-526,3	-477,0	-510,7	-470,6
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	634,7	675,3	502,9	442,0	338,6
5. Epargne nationale brute (3+4)	377,6	149,0	25,9	-68,7	-132,0
6. Transferts de capital nets	221,7	161,5	126,6	87,3	116,6
7. Investissements bruts	745,7	544,3	634,9	518,6	455,1
8. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	-146,4	-233,8	-482,4	-499,9	-470,5
(*) : Données provisoires à partir de 2015.					

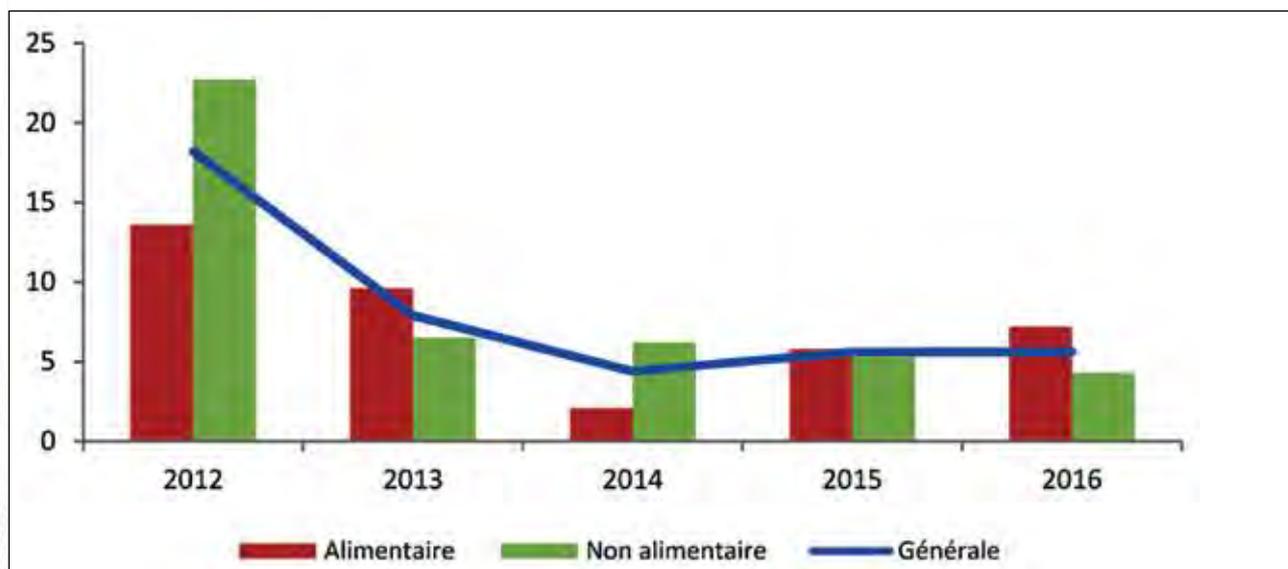
Source: MBGP

II.1.2. Evolution de l'inflation

Malgré l'évolution contrastée de ses composantes, l'inflation globale s'est établie à 5,6 contre 5,5% l'année précédente. L'inflation alimentaire s'est accrue, passant

de 5,8 à 7,2%. En revanche, l'inflation non alimentaire a régressé, revenant de 5,3 à 4,3% en 2016.

Graphique 4: Evolution du taux d'inflation annuel



Source: ISTEEDBU

Cette stabilité des prix observée depuis 2013 est principalement attribuable à une baisse continue de l'inflation non alimentaire

en dépit d'une évolution croissante de l'inflation alimentaire depuis 2014 qui est passé de 2,1 à 7,2% en 2016.

Tableau 16 : Evolution du taux d'inflation par composantes (en %)

	2015	2016
Alimentation	5,8	7,2
- Pains et céréales	4,6	4,8
- Viande	5,5	8,9
- Poisson	14,9	31,8
- Lait, fromage et œufs	6,6	11,3
- Huiles et graisses	-0,2	-6,6
- Fruits	3,4	-1,3
- Légumes	5,6	3,4
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	3,5	16,7
- Produits alimentaires non définis ailleurs	14,4	11,8
Hors alimentation	5,3	4,3
- Boissons alcoolisées et Tabac	11,8	0,4
- Articles d'habillement et articles chaussants	3,1	21,3
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	-5,0	10,2
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	11,9	3,7
- Santé	0,2	13,1
- Transport	2,5	0,7
- Communications	13,1	4,6
- Loisirs et culture	8,0	-0,2
- Enseignement, éducation	5,8	-1,8
- Hôtellerie, café et restauration	0,7	10,5
- Autres biens et services	6,2	6,6
Générale	5,5	5,6

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEDBU.

Au cours de l'année 2016, la hausse de l'inflation alimentaire a essentiellement résulté de l'augmentation des prix des rubriques «Poissons» (31,8%), «Sucre, confitures, miel et confiserie» (16,7%), «Produits alimentaires non définis ailleurs» (11,8%) et «Lait, fromage et œuf» (11,3%). L'inflation non alimentaire a baissé, revenant de 5,3 à 4,3% en 2016. Cette

baisse est essentiellement liée à la stabilité des prix dans la plupart de ses sous-composantes en dépit de l'augmentation des prix des rubriques «Habillement et chaussures» (21,3 contre 3,1%), «Santé» (13,1 contre 0,2%), «Hôtellerie, café et restaurant» (10,5 contre 0,7%) et «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (10,2 contre -5,0%).

II.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 2016 a été clôturé avec un déficit budgétaire de 286.962,2 MBIF moins profond que celui de l'année précédente (354.129,2 MBIF) en liaison avec l'augmentation des recettes et la maîtrise des dépenses publiques. Rapporté au PIB, le ratio du déficit global

(dons compris) a baissé, s'établissant à 6,0 contre 8,0% l'année précédente. La dette publique totale a augmenté de 19,2% suite à l'accroissement de l'encours des titres du Trésor et des avances de la BRB.

Tableau 17: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2013	2014	2015	2016	Prévisions 2016	Taux de réalisation
A. RECETTES ET DONNS	841 657,8	877 040,5	736 322,0	757 076,5	1 119 909,4	67,6
1. RECETTES	566 995,8	663 212,0	594 432,2	638 058,1	696 730,5	91,6
Recettes fiscales	524 539,6	572 207,3	543 666,1	584 607,6	631 071,5	92,6
dont compensation COMESA	1 605,3	2 254,8	-	-	-	
Recettes non fiscales	37 762,5	83 819,1	47 004,2	53 328,2	65 659,0	81,2
Recettes exceptionnelles	4 693,7	7 185,6	3 761,8	122,3	48 421,8	0,3
dont AMISOM	2 451,6	2 718,6	2 200,0	-	0,0	
2. DONNS	274 662,0	213 828,5	141 889,8	119 018,4	374 757,1	31,8
Dons courants	118 849,5	46 942,5	54 252,1	-	0,0	
Dons en capital	155 812,5	166 886,1	87 637,7	119 018,4	374 757,1	31,8
B. DEPENSES	953 819,7	1 059 286,0	1 090 451,1	1 044 038,7	1 260 658,1	82,8
a. Dépenses courantes	689 116,6	721 597,6	901 959,0	783 014,0	742 412,6	105,5
Dépenses sur biens et services	413 726,9	434 411,0	596 496,8	512 645,4	470 457,9	109,0
Salaires	295 659,5	314 387,2	322 820,1	359 088,0	364 751,4	98,4
Achats de biens et autres services	118 067,4	120 023,8	273 676,8	153 557,4	105 706,5	145,3
Subventions et autres transferts	225 486,3	234 393,5	247 643,6	219 550,8	198 814,1	110,4
dont exonérations					18 000,0	0,0
Paiements d'intérêts	29 126,3	35 765,5	40 632,4	35 127,8	47 940,7	73,3
Dépenses sur les fonds spéciaux	20 777,1	17 027,5	17 186,1	15 690,0	7 200,0	217,9
SOLDE COURANT HORS DONNS	-122 120,8	-58 385,6	-307 526,8	-144 955,9	-45 682,1	317,3
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	152 541,2	155 442,9	-165 637,0	-25 937,5	377 496,8	-6,9
b. Dépenses en capital	264 703,1	337 688,4	188 492,2	261 024,7	518 245,4	50,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-386 823,9	-396 074,0	-496 019,0	-405 980,6	-563 927,6	72,0
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)	-112 161,9	-182 245,5	-354 129,2	-286 962,2	-140 748,6	203,9
C. FINANCEMENT	112 161,9	182 245,5	354 129,2	286 962,2	140 749,6	203,9
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	5 906,1	60 495,0	6 920,9	17 917,4	-1 637,8	-1 094,0
Tirages	13 860,4	67 359,2	13 551,0	24 725,1	16 756,1	147,6
Moins amort. de la dette extérieure	-7 954,3	-6 864,2	-6 630,1	-6 807,7	-18 393,8	37,0
Allègement de la dette	-	-	-	-	-	
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	106 895,8	155 146,4	370 627,0	269 263,2	142 387,4	189,1
a. Secteur bancaire	45 926,0	147 023,0	327 066,5	233 402,4	119 107,0	196,0
B.R.B.	2 762,6	69 567,2	204 185,2	64 619,0	-	141,1
Banques commerciales	40 504,9	77 997,8	122 881,3	168 106,0	119 107,0	
CCP	2 658,5	-542,0	-	677,4	-	
b. Secteur non bancaire	60 969,8	8 123,4	43 560,5	35 860,80	23 280,4	154,0
Etablissements financiers	-833,8	-	-	-	-	
Secteur non financier	61 803,6	8 123,4	43 560,5	35 860,8	23 280,4	154,0
3. ERREURS ET OMISSIONS	-640,0	-33 395,9	-23 418,7	-218,4	-	
Pour mémoire(en% du PIB)						
Solde Global dons y compris)	-3,0	-4,1	-8,0	-6,0		
Dépenses Recettes fiscales (y compris exonérations)	25,1	23,6	24,7	22,0		
PIB	3 798 661,7	4 479 900,0	4 423 200,0	4 754 900,0		

Source: MFBP, OBR et BRB

II.2.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 2,8%, s'établissant à 757.076,5 contre 736.322,0 MBIF grâce à la hausse des recettes intérieures (638.058,1 contre 594.432,2 MBIF) malgré la baisse des dons (119.018,4 contre 141.889,8 MBIF).

Par rapport aux prévisions budgétaires (1.112.909,4 MBIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 67,6% suite au faible décaissement des appuis extérieurs (31,8%), les recettes intérieures ayant été réalisées à 91,6%.

Tableau 18 : Recettes et dons (en MBIF)

	2013	2014	2015	2016	Variations (2016/2015)	
					en valeurs	p.c.
1. RECETTES	566 995,8	663 212,0	594 432,2	638 058,1	43625,9	7,3
a. Recettes fiscales	524 539,6	572 207,3	543 666,1	584 607,5	40941,4	7,5
Impôts sur les revenus	146 015,0	137 883,5	132 037,2	132 475,0	437,8	0,3
Sociétés	92 446,2	73 099,7	75 130,9	75 708,5	577,7	0,8
Personnes physiques	53 108,5	64 131,2	56 464,1	56 333,6	-130,5	-0,2
Autres impôts sur les revenus	460,3	652,6	442,2	432,9	-9,4	-2,1
Impôts sur le commerce intérieur	326 964,0	368 412,4	341 139,5	351 777,2	10637,7	3,1
Taxes sur les transactions	211 002,3	240 205,7	208 080,4	221 771,7	13691,3	6,6
Taxes de consommation sur le tabac	5 805,5	4 853,3	7 456,3	3 811,0	-3645,3	-48,9
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	74 732,9	79 882,8	74 629,6	75 573,2	943,6	1,3
Autres impôts intérieurs	35 423,3	43 470,6	50 973,2	50 621,2	-352,0	-0,7
Impôts sur le commerce extérieur	50 934,1	55 213,4	52 966,4	67 178,7	14212,3	26,8
Taxes à l'importation	42 439,3	45 182,3	45 671,4	59 111,6	13440,3	29,4
Taxes à l'exportation	775,0	671,2	120,1	425,8	305,7	254,6
Autres impôts sur le commerce extérieur	6 114,5	7 105,2	7 174,9	7 641,2	466,3	6,5
Compensation COMESA	1 605,3	2 254,8	0,0	0,0	0,0	
Recettes affectées aux fonds spéciaux dont: Fonds routier national						
Autres recettes fiscales	626,5	10 698,0	17 523,1	33 176,7	15653,7	89,3
b. Recettes non fiscales	37 762,5	83 819,1	47 004,2	53 328,2	6324,0	13,5
1. Dividendes	16 124,2	21 756,1	11 059,6	11 924,6	865,0	7,8
dont: bénéfices B.R.B.						
2. Autres recettes	21 638,3	62 063,0	35 944,7	41 403,6	5459,0	15,2
c. Recettes exceptionnelles	4 693,7	7 185,6	3 761,8	122,3	-3639,5	-96,7
2. DONS	274 662,0	213 828,5	141 889,8	119 018,4	-22871,4	-16,1
Dons courants	118 849,5	46 942,5	54 252,1	0,0	-54252,1	-100,0
Dons en capital	155 812,5	166 886,1	87 637,7	119 018,4	31380,7	35,8
TOTAL	841 657,8	877 040,5	736 322,0	757 076,5	20754,5	2,8

Source: BRB et OBR

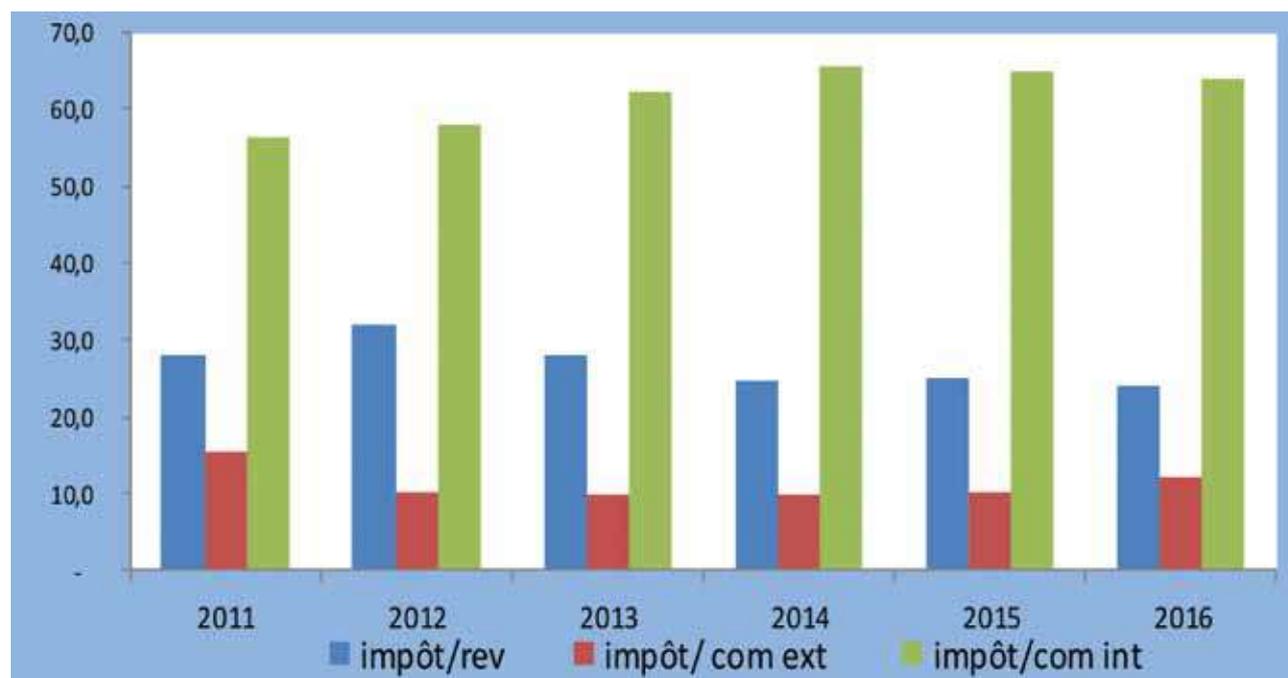
II.2.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 7,3% par rapport à l'année précédente (638.058,1 contre 594.432,2 MBIF). Cette hausse a résulté de l'accroissement des recettes fiscales et non fiscales, les recettes exceptionnelles ayant chuté.

II.2.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 7,5%, passant de 543.666,1 à 584.607,7 MBIF suite à la performance de la collecte fiscale en 2016. Ainsi, le taux de réalisation s'est établi à 92,6% contre 80,3% l'année précédente.

Graphique 5 : Principales recettes fiscales (en Mds de BIF)



Source : OBR

La progression des recettes fiscales a porté essentiellement sur les autres recettes fiscales (+15.653,7 ou 89,3%), l'impôt sur le commerce extérieur (+13.691,9MBIF ou 25,9%) et les recettes sur biens et services (+10.637,7 MBIF ou 3,1%), l'impôt sur revenu ayant augmenté de 437,8MBIF soit + 0,3%.

II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 13,5%, passant de 47.004,2 à 53 328,2 MBIF. Cette hausse a résulté de la progression des dividendes (+865,0 MBIF) et des «autres recettes» (+5.459,0 MBIF).

II.2.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées

II.2.2. Dépenses

Les dépenses budgétaires ont fléchi de 4,4%, revenant de 1.090.451,1 à 1.044.038,7 MBIF l'année précédente. Cette réduction a concerné les dépenses courantes qui ont chuté de 15,2%, (soit 783.014,0 contre 901.959,0 MBIF). Toutefois, les dépenses d'investissement ont augmenté de 38,8%,

principalement des produits de liquidation ou de privatisation des entreprises publiques et des recettes en provenance des missions de maintien de la paix, ont chuté en 2016.

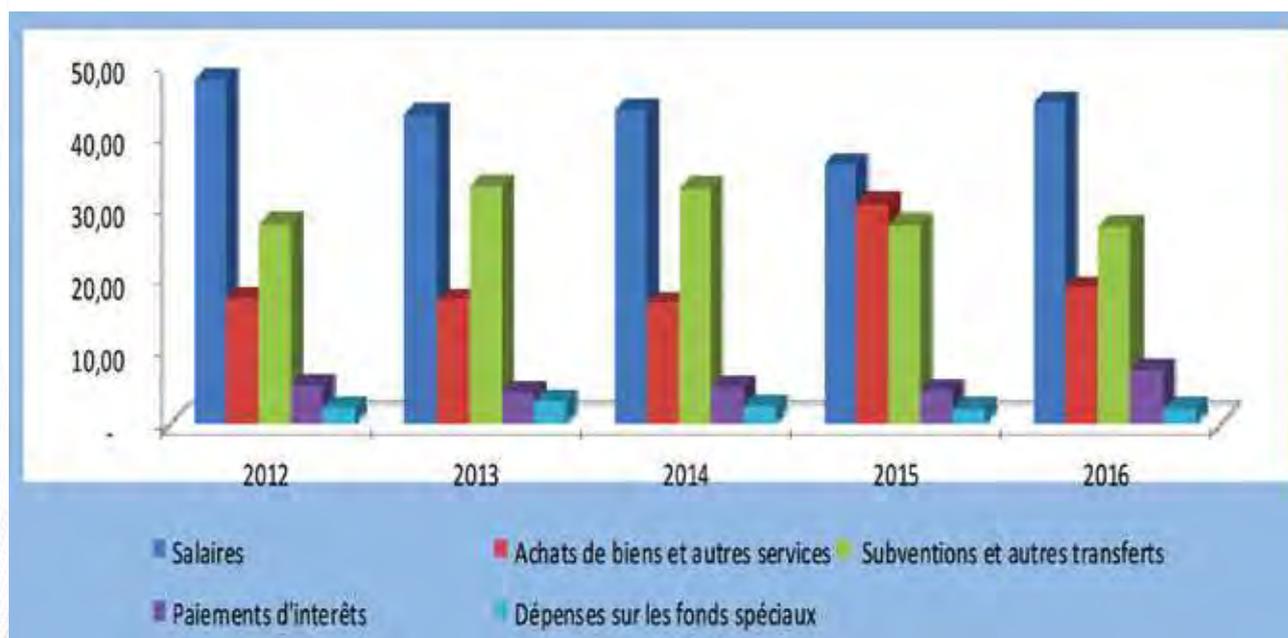
En effet, comparées à celles de l'année précédente, les recettes exceptionnelles se sont établies à 122,3 contre 3.761,8 MBIF suite au retard de décaissement des produits de l'AMISOM.

II.2.1.2. Dons

Les appuis extérieurs ont diminué de 16,1% par rapport à l'année précédente (119.018,4 contre 141.889,8 MBIF). Aucun appui budgétaire n'a été encaissé. Par contre, les dons en capital ont progressé de 35,8%, passant de 87.637,7 à 119.018,4 MBIF.

passant de 188.492,2 à 261.024,7 MBIF. Au niveau de leur structure, les dépenses courantes représentaient 75,5% des dépenses totales dont 44,6 et 27,3% respectivement pour les salaires et les subventions et autres transferts.

Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en %)



Source: MFBP

Les dépenses en capital ont été financées par les ressources internes et externes à raison de 116.760,0 et de 143.743,5 MBIF respectivement. Sur le total des ressources

extérieures, les dons en capital se sont élevés à 119.018,4 MBIF et les tirages sur emprunts extérieurs à 24.725,1 MBIF.

II.2.3. Solde global et financement

L'augmentation des recettes budgétaires combinée avec la diminution des dépenses publiques a conduit à l'allègement du déficit global qui s'est établi à 286.962,2 contre 354.129,2 MBIF, soit 6,0 contre 8,0% du PIB. Ce déficit a été financé par des ressources intérieures et extérieures à hauteur de 261.288,9 et de 17.917,4 MBIF respectivement. Le financement intérieur net a reculé (261.288,9 contre 370.627,0 MBIF) sous l'effet de la baisse des engagements nets de

l'Etat envers la Banque Centrale (56.644,7 contre 204.185,2 MBIF) qui a dépassé la hausse de l'endettement envers les banques commerciales (168.106,0 contre 122.881,3 MBIF) et le secteur non financier (82.860,80 contre 43.560,5 MBIF).

Le financement extérieur net a progressé (17.917,4 contre 6.920,9 MBIF) suite à l'accroissement des tirages sur prêts directs (24.725,1 contre 13.551,0 MBIF).

II.2.4. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 19,2%, passant de 1.761,8 à 2.100,1 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+28,6%) que sur la dette

extérieure (+4,7%). Rapporté au PIB, la dette publique totale représentait 44,1 contre 39,5% en 2015.

Tableau 19: Structure de la dette publique (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
DETTE INTERIEURE	539 599,5	597 961,8	727 264,4	1 070 572,8	1 376 307,8
1. Bons et obligations du Trésor	111 604,9	182 925,5	230 040,0	378 907,0	584 745,3
2. Engagements envers la B.R.B.	410 025,0	396 574,3	448 063,6	641 724,6	752 299,8
3. Autres	17 969,6	18 462,0	49 160,8	49 941,2	39 262,7
DETTE EXTERIEURE	607 681,4	615 707,6	656 563,7	691 234,5	723 848,1
1. Dette directe	604 997,5	613 116,3	654 153,6	688 985,1	721 700,0
2. Dette indirecte	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1
TOTAL	1 147 280,9	1 213 669,4	1 383 828,1	1 761 807,3	2 100 156,0
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	47,0	49,3	52,6	60,8	65,5
1. Bons et obligations du Trésor	9,7	15,1	16,6	21,5	27,8
2. Engagements envers la B.R.B.	35,7	32,7	32,4	36,4	35,8
3. Autres	1,6	1,5	3,6	2,8	1,9
DETTE EXTERIEURE	53,0	50,7	47,4	39,2	34,5
1. Dette directe	52,7	50,5	47,3	39,1	34,4
2. Dette indirecte	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	16,0	15,7	17,4	24,2	28,9
DETTE EXTERIEURE	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
TOTAL	34,1	31,8	33,1	39,8	44,2
PIB	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9

Source : BRB et Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

II.2.4.1. Dette intérieure

La dette publique intérieure a augmenté de 28,6%, passant de 1.070,6 à 1.376,3 Mds de BIF. Cette augmentation est principalement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers la Banque centrale (+110.575,2 MBIF), les banques commerciales (+170.370,0

MBIF) et le secteur non financier (+22.567,9 MBIF). L'encours des titres du Trésor a augmenté de 58,3%, passant de 369.327,7 à 584.745,3 MBIF. Cette progression a porté à la fois sur les bons (+164.449,2 MBIF) et les obligations du Trésor (+50.968,5 MBIF).

Tableau 20 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
Banques Commerciales	49 024,3	109 019,9	147 702,7	253 788,1	438 079,6
Bons	40 889,1	77 019,9	87 718,9	175 202,1	314 364,2
Obligations	8 135,2	32 000,0	59 983,8	78 586,0	123 715,4
Secteur non Bancaire	62 580,6	73 905,6	82 337,3	115 539,6	146 665,7
Bons	55 310,0	68 841,1	77 272,8	113 539,6	138 826,7
Obligations	7 270,6	5 064,5	5 064,5	2 000,0	7 839,1
Total	111 604,9	182 925,5	230 040,0	369 327,7	584 745,3

Source: BRB

II.2.4.2. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure s'est accru de 4,7%, s'établissant à 723.848,1 contre 691.234,5 MBIF à la fin de l'année précédente. Cette augmentation a résulté des tirages sur

emprunts extérieurs (+24.725,1 MBIF) et des pertes de change (+15.184,5 MBIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (7.295,9 MBIF).

Tableau 21 : Dette extérieure (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	481 050,5	604 997,8	613 116,3	654 153,6	688 985,1
b. Tirages	63 843,9	13 860,4	67 359,2	31 267,2	24 725,1
c. Réévaluation	65 858,6	2 048,0	-18 603,8	9 810,9	15 152,6
d. Amortissements	-5 755,4	7 789,9	7 718,0	6 246,7	7 162,8
e. Encours fin période	604 997,8	613 116,3	654 153,6	688 985,1	721 700,0
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	4 030,6	2 683,6	2 591,3	2 410,1	2 249,4
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	422,3	72,0	-14,2	180,7	31,9
d. Amortissements	-1 769,0	164,3	167,1	341,4	133,2
e. Encours fin période	2 683,6	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	485 081,1	607 681,4	615 707,6	656 563,7	691 234,5
b. Tirages	63 843,9	13 860,5	67 359,2	31 267,2	24 725,1
c. Réévaluation	66 280,9	2 120,0	-18 618,0	9 991,7	15 184,5
d. Amortissements	-7 524,4	7 954,3	7 885,1	6 588,1	7 295,9
e. Encours fin période	607 681,4	615 707,7	656 563,7	691 234,5	723 848,1
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
PIB (en Mds de BIF)	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9

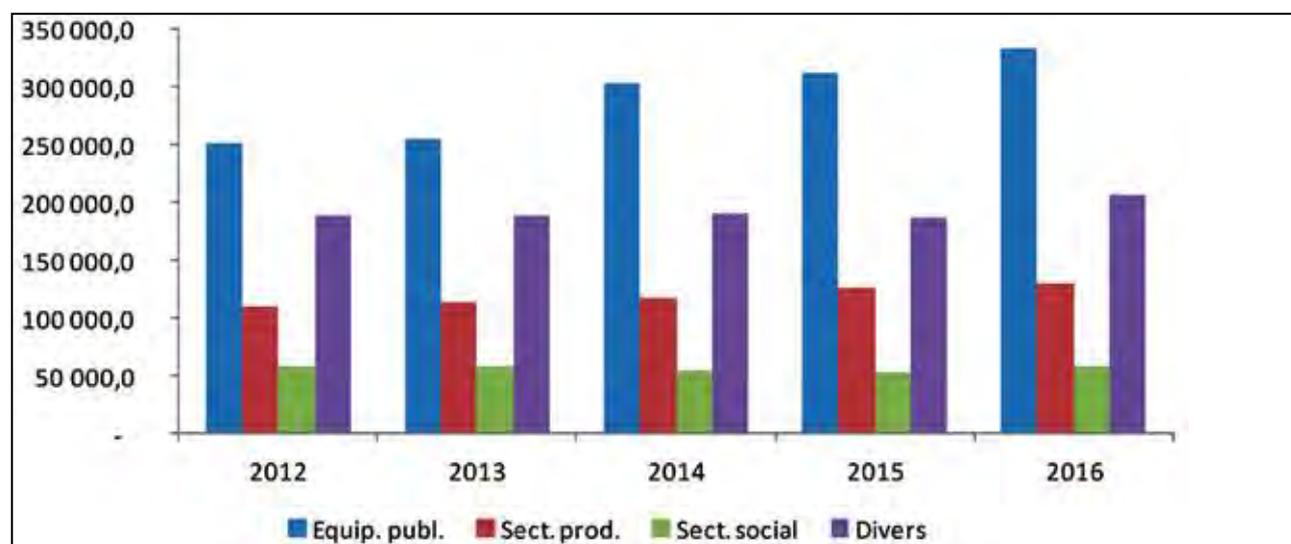
Source : Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

Les nouveaux tirages n'ont concerné que la dette directe et ont servi au financement des secteurs routier, de l'agriculture, des mines et énergie et divers autres secteurs. Le secteur routier et les projets divers ont été financés par l'OPEP respectivement pour des montants de 2.383,2 MBIF et 18.339,4 MBIF. Le secteur agricole a été financé par

l'OPEP et Exim Bank, une banque indienne, à hauteur de 3.725,7 et de 276,77 MBIF respectivement.

La dette publique extérieure a principalement financé les équipements publics (46,1%), divers projets (28,69%), les secteurs productifs (18,0%) et les secteurs sociaux (8,0%).

Graphique 7 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



Source: MFBP

II.2.4.3. Service de la dette

En comparaison avec l'année précédente, le service de la dette publique s'est accru de 74,5%, passant de 31.402,6 à 54.810,6 MBIF. L'augmentation du service de la dette a porté sur le remboursement de la dette intérieure en principal (+17.359,5MBIF) et en intérêts (+3.297,4 MBIF) ainsi que de la dette extérieure (+2.751,1 MBIF) dont un montant

de 707,8 MBIF en principal et 2.043,3 MBIF en intérêts. Le poids du service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget s'est accru, passant de 3,1 à 5,1%. De même, le service de la dette par rapport aux ressources du budget a augmenté, s'établissant à 7,2% contre 4,3% l'année précédente.

Tableau 22 : Service de la dette publique (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
A. Service de la dette publique supporté par le budget	38 521,9	51 197,1	32 094,8	31 402,6	54 810,6
. Dette intérieure	27 477,5	38 905,7	18 844,2	20 496,4	41 153,3
Principal	3 697,6	13 450,7	3 697,6	7 038,6	24 398,1
Intérêts	23 779,9	25 455,0	15 146,6	13 457,8	16 755,3
. Dette extérieure	11 044,4	12 291,4	13 250,6	10 906,2	13 657,3
Principal	7 529,7	7 954,3	7 885,1	6 588,1	7 295,9
Intérêts	3 514,8	4 337,2	5 365,5	4 318,1	6 361,4
B. Service total de la dette publique	38 521,9	51 197,1	32 094,8	31 402,6	54 810,6
. Dette intérieure	27 477,5	38 905,7	18 844,2	20 496,4	41 153,3
. Dette extérieure	11 044,4	12 291,4	13 250,6	10 906,2	13 657,3
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux dépenses du budget (en %)	4,4	5,5	3,0	3,1	5,1
. Dette intérieure	3,1	4,2	1,8	2,1	3,9
. Dette extérieure	1,3	1,3	1,3	1,1	1,3
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en %)	5,2	6,1	3,7	4,3	7,2
. Dette intérieure	3,6	4,6	2,1	2,8	5,4
. Dette extérieure	1,6	1,5	1,5	1,5	1,8
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en %)	3,4	3,5	4,2	3,9	4,5
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	328 216,8	350 344,7	318 470,2	279 957,8	301 561,5

(1) : Paiements supportés par le Trésor et par les sociétés à participation publique concernées.

Source: MFBP

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services est passé de 3,9 à 4,5%.

II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

L'année 2016 a été marquée par une forte accélération de la croissance de la masse monétaire (M3) consécutive à la progression des avoirs intérieurs nets, les avoirs extérieurs nets ayant diminué. La contraction des avoirs extérieurs nets est consécutive au gel des

financements par certains bailleurs de fonds et aux interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire de devises (MID). En revanche, l'augmentation des avoirs intérieurs nets s'explique principalement par la hausse de l'endettement net de l'Etat.

II.3.1. Situation monétaire

D'une fin d'année à l'autre, les ressources et les emplois du système bancaire ont

augmenté de 9,9%, passant de 1.334,7 à 1.466,8 Mds de BIF.

Tableau 23 : Situation monétaire⁷ (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Avoirs extérieurs bruts	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 918,6	291 920,8
Engagements extérieurs	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 788,7	468 443,9
CREDIT INTERIEUR	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
Crédit à l'Etat	477 018,9	524 056,2	644 927,3	946 475,0	1 229 642,1
Dépôts du secteur gouvernemental	199 961,4	249 307,2	260 230,3	259 215,5	319 331,0
Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	733 061,5
Crédit	592 231,5	629 025,2	684 872,6	679 824,0	687 825,4
Autres créances	50 797,1	68 528,1	66 304,2	43 520,8	45 236,1
RESSOURCES = EMPLOIS	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1	1 334 734,2	1 466 849,5
MASSE MONETAIRE (M3)	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
MASSE MONETAIRE (M2)	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
Monnaie (M1)	513 546,9	575 983,9	637 652,2	643 281,0	770 444,2
Circulation fiduciaire hors banques	173 871,6	187 487,1	199 816,1	207 302,5	235 787,0
Dépôts à vue	339 675,3	388 496,8	437 836,1	435 978,5	534 657,2
Quasi monnaie	194 506,1	225 744,4	242 554,4	279 990,7	264 288,0
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	148 038,2	137 799,6	165 130,1	137 519,3	94 958,0
AUTRES RESSOURCES	260 632,6	262 530,5	271 062,4	273 943,2	337 159,3

Source : BRB

La croissance des ressources du système bancaire a concerné à la fois la masse monétaire M3 et les autres ressources. S'agissant des contreparties, les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de

M3 à hauteur de 16,0 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 9,5 points de pourcentage, traduisant une création monétaire d'origine interne.

Tableau 24: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
Croissance de la masse monétaire M3 (en %)	18,0	9,7	11,6	1,5	6,5
Avoirs extérieurs nets	-1,2	3,9	-5,2	-24,6	-9,5
Avoirs intérieurs nets	19,2	5,9	16,8	26,1	16,0
Crédit intérieur nets	16,7	6,1	17,7	25,9	21,9
Créances nettes sur l'Etat	6,2	-0,3	12,0	29,0	21,0
Créances sur l'économie	10,6	6,4	5,7	-3,1	0,9
Autres postes nets	2,5	-0,2	-0,9	0,2	-5,9

Source: BRB

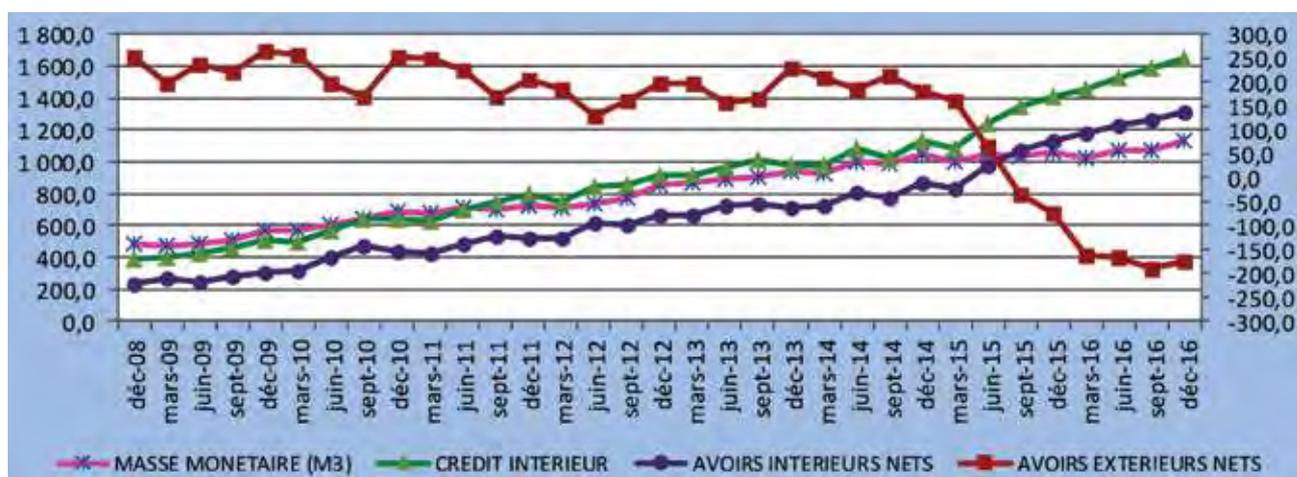
II.3.1.1. Masse monétaire et autres ressources

II.3.1.1.1. Masse monétaire

D'une fin d'année à l'autre, la masse monétaire M3 a augmenté de 6,5%, passant de 1.060,8 à 1.129,7 Mds de BIF. Cette hausse a été tirée par l'expansion de l'agrégat monétaire M2 (+111.460,5 MBIF) qui a largement dépassé la contraction des dépôts en devises des résidents (-42.561,3

MBIF). S'agissant des composantes de M2, l'accroissement a concerné les disponibilités monétaires (+127.163,2 MBIF ou 19,8%), les dépôts à terme et d'épargne ayant plutôt diminué (-15.702,7 MBIF ou -5,6%). Les parts des dépôts à terme et d'épargne et ceux en devises des résidents ont reculé par rapport à l'année précédente, revenant de 26,4 à 23,4% et de 13,0 à 8,4% respectivement. Par contre, celle des disponibilités monétaires s'est accrue, passant de 60,6 à 68,2%.

Graphique 8: La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



Source: BRB

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 19,8% (+127.163,2 MBIF), en liaison avec la hausse à la fois des dépôts à vue en BIF (+98.678,7 MBIF ou 22,6%) et de la circulation fiduciaire hors banques (+28.484,5 MBIF ou 13,7%). La part relative des dépôts à vue dans les disponibilités monétaires s'est accrue (69,4 contre 67,8%) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques s'est

repliée (30,6 contre 32,2%). L'augmentation des avoirs à vue en BIF a été principalement tirée par celle des avoirs des autres sociétés non financières (+74.904,2 MBIF ou 60,8%), des ménages (+15.328,8 MBIF ou 8,2%), des sociétés non financières publiques (+3.970,5 MBIF ou 17,3%) et des avoirs regroupés dans les «autres comptes» (+14.035,6 MBIF ou 16,8%).

7 Consolidation de la BRB et autres institutions de dépôt

Tableau 25: Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)

	2012	2013	2014	2015		2016(p)	
				valeur (en MBIF)	parts (en % du total)	valeur (en MBIF)	parts (en % du total)
1. DEPOTS A VUE							
Ménages	176 823,4	166 576,5	177 388,3	187 050,6	43,6	202 379,4	37,9
Autres sociétés non financières	82 976,3	90 279,8	115 720,4	123 242,6	28,3	198 146,8	37,1
Sociétés non financières publiques	16 096,8	25 706,7	18 060,5	22 953,3	5,3	26 923,8	5,0
Administrations locales	482,4	998,5	2 147,5	1 823,1	0,4	3 304,7	0,6
Etablissements financiers	3 398,2	3 308,7	2 610,1	7 505,3	1,7	6 477,2	1,2
Autres comptes	59 898,2	101 626,6	121 909,3	93 403,6	20,8	97 425,3	18,2
TOTAL	339 675,3	388 496,8	437 836,1	435 978,5	100,0	534 657,2	100,0
2. DEPOTS A TERME							
Ménages	99 093,4	107 914,4	113 152,6	116 799,0	41,6	122 735,7	46,4
Autres sociétés non financières	22 695,8	24 661,4	34 605,5	60 016,9	21,4	54 656,3	20,7
Sociétés non financières publiques	24 065,6	21 172,7	13 712,8	21 163,4	7,5	13 533,6	5,1
Administrations locales	48,2	18,2	14,9	831,7	0,3	33,3	0,0
Etablissements financiers	430,0	430,0	230,0	8 529,9	3,0	8 653,0	3,3
Autres comptes	48 173,1	71 547,7	80 838,6	72 649,8	26,1	64 676,1	24,5
TOTAL	194 506,1	225 744,4	242 554,4	279 990,7	100,0	264 288,0	100,0

Source: BRB

b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont baissé de 5,6% (-15.702,7 MBIF), revenant de 279.990,7 à 264.288,0 MBIF. La baisse des dépôts à terme et d'épargne est principalement liée à celle des placements des sociétés non financières publiques (-7.629,8 MBIF), des autres sociétés non financières (-5.360,6 MBIF) et des dépôts classés dans les «autres comptes» (-8.573,9 MBIF). En revanche, les dépôts des ménages et des établissements financiers ont respectivement augmenté de 5.936,7 et 123,1 MBIF.

La part des dépôts des ménages (46,4 contre 41,6%) et celle des établissements financiers (3,3 contre 3,0%) dans le total des dépôts à terme se sont accrues alors que les parts des sociétés non financières publiques et des autres sociétés non financières ont reculé, revenant de 7,5 à 5,1% et de 21,4 à 20,7%, respectivement.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts des résidents en monnaies étrangères ont diminué de 30,9% en rapport avec la baisse des dépôts des ménages (-16,9%), des sociétés non financières publiques (-49,1%), des autres sociétés financières (-16,1%) et des avoirs regroupés dans les autres comptes (-70,5%).

II.3.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire ont augmenté de 23,1% (+63.216,1 MBIF), passant de 273.943,2 à 337.159,3 MBIF. Cet accroissement a porté sur les provisions pour crédits documentaires de la BRB (+119,4%), les provisions constituées par les banques commerciales (+28,9%), les fonds propres de la Banque Centrale (+5,5%) et des banques commerciales (+12,2%).

II.3.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Par rapport à fin décembre 2015, les contreparties de la masse monétaire se sont accrues de 9,9% (+132.115,3 MBIF), suite à l'expansion du crédit intérieur (+232.768,3 MBIF) qui a atténué les effets de la baisse des avoirs extérieurs nets (- 100.653,0 MBIF).

II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets ont chuté, revenant de -75.870,1 à -176.523,1 MBIF, suite à la baisse des financements extérieurs et l'augmentation des interventions de la BRB sur le marché interbancaire de devises à hauteur de 209,87 MUSD et 20,64 M Euro contre 192,9 MUSD en 2015.

Tableau 26 : Avoirs extérieurs nets

	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 918,6	291 920,8
Dont réserves officielles (en millions de USD)	308,8	321,2	317,3	136,4	95,4
Engagements extérieurs (en MBIF)	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 788,7	468 443,9
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Variation annuelle (en %)	-4,3	16,8	-21,4	-142,0	-132,7
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	127,2	149,0	116,2	-46,9	-104,5
Taux de change (fin de période)	1546,1	1541,99	1553,05	1617,13	1688,59

Source: BRB

Les réserves officielles de change ont diminué de 30,1%, revenant de 136,4 MUSD à 95,4 MUSD, soit une couverture de 1,5 mois d'importations de biens et services contre 2,0 mois à fin 2015.

II.3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est accru de 16,5%, passant de 1.410,6 à 1.643,4 Mds de BIF suite à une expansion des créances nettes sur l'Etat conjuguée à une faible augmentation des créances sur l'économie.

II.3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 32,5% (+223.051,6 MBIF), passant

de 687.259,50 à 910.311,1 MBIF. Cette augmentation a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales, principalement sous forme de bons et obligations du Trésor (+71,9%) et de la Banque Centrale (+12,5%).

II.3.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie ont légèrement augmenté (+9.7161 MBIF ou +1,3%), passant de 723.344,8 à 733.061,5 MBIF en rapport avec une faible progression des financements à moyen (+7.537,2 MBIF) et à long termes (+6.197,0 MBIF), les crédits à court terme ayant baissé de 5.787,0 MBIF.

II.3.2. Facteurs autonomes de la liquidité Bancaire

A fin décembre 2016, le total des facteurs autonomes de la liquidité bancaire a baissé de 15.882,0 MBIF par rapport à fin décembre 2015. Cette diminution est imputable à la contraction des créances nettes sur l'étranger (-29.088,2 MBIF), des créances nettes sur les sociétés à participation publique (-2.141,3 MBIF) et des divers nets (-4.508,3 MBIF) ainsi qu'à l'impact restrictif exercé par

l'accroissement des billets et pièces en circulation (-36.788,8 MBIF). En revanche, l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (+56.644,6 MBIF) a exercé un effet expansif. Suite à la diminution du total des facteurs autonomes, les banques commerciales ont augmenté leur recours aux ressources de la Banque Centrale (+67.200,0 MBIF) et relevé de 49.951,8 MBIF le niveau de leurs réserves.

Tableau 27: Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
- Billets et pièces en circulation	-28 140,9	-13 436,8	-15 657,2	-3 382,8	-36 788,8
- Créances nettes sur l'Etranger	-15 365,1	51 204,9	10 542,1	-261 661,5	-29 088,2
- Créances nettes sur l'Etat	73 862,6	-56 033,4	34 117,1	188 990,5	56 644,6
- Créances nettes sur les sociétés non financières publiques	1 807,2	-331,9	10,3	-812,6	-2 141,3
- Divers	7 387,2	54 474,6	5 323,0	21 906,8	-4 508,3
TOTAL FACTEURS AUTONOMES	39 551,0	35 877,4	34 335,3	-54 959,6	-15 882,0
Refinancement	-25 301,3	0,0	2 000,0	19 800,0	67 200,0
dont : - Secteur bancaire	-25 301,3	0,0	0,0	19 800,0	67 200,0
- Etablissements financiers	-	-	2 000,0	0,0	0,0
Reprise de liquidité	6 800,0	-6 800,0	0,0	0,0	0,0
Réserves	7 449,7	42 677,4	36 335,3	-35 159,6	51 318,0
dont : - Secteur bancaire	4 900,2	42 830,9	37 384,6	-35 744,4	49 951,8
- Etablissements financiers	2 549,5	-153,5	-1 049,3	584,8	1 366,2
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

Source: BRB

II.3.3. Liquidité de l'économie⁸

La liquidité de l'économie s'est accrue de 7,9 contre 5,8% à fin décembre 2015, passant de 1.234,6 à 1.332,6 Mds de BIF. Cette augmentation a principalement concerné la liquidité active (+11,6%) et dans une moindre

mesure la liquidité passive (+2,0%). En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 8%, en rapport avec la hausse de la liquidité passive (+13,6%).

⁸ Suivant la circulaire n°4/213, la liquidité de l'économie est constituée par tous les actifs considérés comme liquides qui sont : les avoirs en caisse, les avoirs nets à la Banque Centrale, les avoirs nets auprès des CCP, les avoirs nets auprès des banques commerciales et Etablissements Financiers du Burundi et des correspondants étrangers, le solde du compte siège, succursales et filiales, les titres du Trésor échéant dans un mois au plus, les titres du Trésor échéant dans plus d'un mois avec une décote de 10%.

Tableau 28 : Composantes de la liquidité de l'économie

	Encours de fin d'année					Var. (%) 2016/2015
	2012	2013	2014	2015	2016	
I. LIQUIDITE ACTIVE	660 105,2	709 878,9	796 266,7	764 541,4	853 003,4	11,6
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	173 866,6	187 470,9	199 806,0	207 299,8	235 777,2	13,7
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	339 675,3	388 496,8	437 836,1	436 138,7	534 657,2	22,6
-Dépôts à vue en devises des résidents	146 563,3	133 911,2	158 624,6	121 102,9	82 569,0	-31,8
II. LIQUIDITE PASSIVE	282 764,5	333 957,6	370 044,5	470 011,4	479 638,6	2,0
-Quasi-monnaie	194 506,1	225 744,4	242 554,4	280 590,9	264 288,0	-5,8
-Bons et obligations du Trésor (2)	62 580,6	73 905,6	82 337,3	124 097,8	146 665,7	18,2
-Placements auprès des établissements financiers	24 202,9	30 419,2	38 647,3	48 906,3	56 295,9	15,1
-Dépôts à terme en devises des résidents	1 474,9	3 888,4	6 505,5	16 416,4	12 389,0	-24,5
Total (I+II)	942 869,7	1 043 836,5	1 166 311,2	1 234 552,8	1 332 642,0	7,9
	Moyenne annuelle(1)					Var. (%) 2016/2015
	2012	2013	2014	2015	2016	
I. LIQUIDITE ACTIVE	579 618,6	676 985,4	735 570,6	772 496,2	775 824,2	0,4
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	158 881,6	175 766,4	189 096,6	203 361,2	215528,4	6,0
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	309 738,8	363 898,4	399 133,3	430 275,7	456547,3	6,1
-Dépôts à vue en devises des résidents	110 998,2	137 320,6	147 340,7	138 859,3	103748,4	-25,3
II. LIQUIDITE PASSIVE	254 008,7	307 643,6	363 933,1	413 039,3	469 252,8	13,6
-Quasi-monnaie	175 315,8	210 012,2	244 892,7	262 165,9	273296,8	4,2
-Bons et obligations du Trésor (2)	54 415,2	67 341,0	79 130,4	100 350,7	131 980,8	31,5
-Placements auprès des établissements financiers	23 462,6	27 120,7	33 804,2	42 774,3	49765,0	16,3
-Dépôts à terme en devises des résidents	815,1	3 169,7	6 105,8	7 748,4	14210,2	83,4
Total (I+II)	833 627,3	984 629,0	1 099 503,7	1 185 535,5	1 245 077,0	5,0

(1): Moyenne d'encours de fin de mois, (2) : Titres détenus par le secteur non bancaire

Source: BRB

L'augmentation de la liquidité active a porté sur les dépôts à vue en BIF auprès du système bancaire (+22,6%) et la circulation fiduciaire hors banques(+13,7%), les dépôts en devise des résidents ayant diminué de 24,5%.

En revanche, la faible croissance de la liquidité passive est en rapport avec l'augmentation des titres du Trésor détenus par le secteur non bancaire (+18,2%) et les placements auprès des établissements financiers (+15,1%) qui a légèrement contrebalancé la diminution

de la quasi-monnaie (-5,8%) et des dépôts à terme en devises des résidents (-24,5%).

En moyenne, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB a légèrement reculé, s'établissant à 26,2 contre 26,8%. En revanche, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la dépense intérieure brute (DIB) a légèrement augmenté, s'établissant à 21,8 contre 21,5%.

Tableau 29 : Taux de liquidité de l'économie

	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	833 627,3	984 629,0	1 099 503,7	1 185 535,5	1 245 077,0
Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	3 365 810,0	3 812 500,0	4 185 100,0	4 423 200,0	4 754 852,9
Rapport liquidités/ PIB (en %)	24,8	25,8	26,3	26,8	26,2
Dépense intérieure brute (1)	4 180 800,0	4 897 600,0	5 536 900,0	5 526 300,0	5 708 800,0
Rapport liquidités/ DIB (en %)	19,9	20,1	19,9	21,5	21,8

(1): DIB = PIB + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs
(e) : Estimation.

II.3.4. Activité et solidité du secteur bancaire

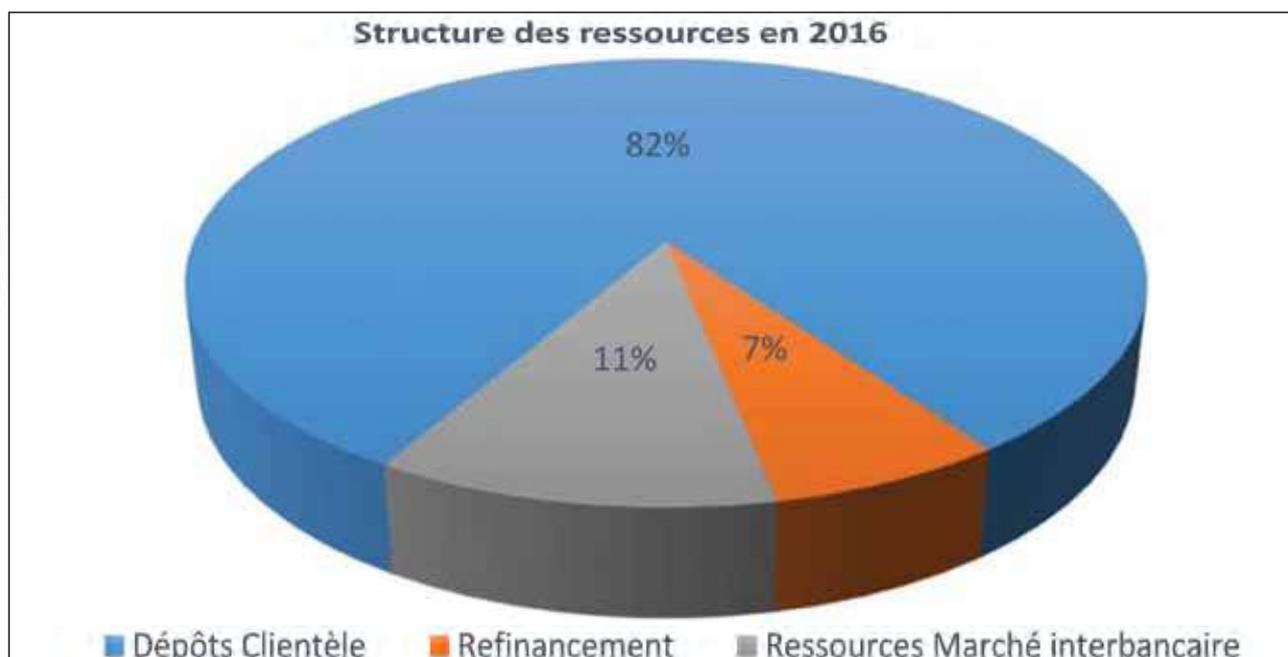
L'activité du secteur bancaire s'est accrue en 2016. Le total actif a augmenté de 11,5 contre 3,9% enregistré en 2015.

II.3.4.1. Ressources du secteur bancaire

D'une année à une autre, les dépôts, qui constituent la principale ressource des

banques, ont légèrement augmenté (0,9%). Pour suppléer à cette faible évolution des dépôts, les banques ont fait recours au refinancement de la Banque Centrale dont l'encours à fin décembre 2016 s'établissait à 82.559,1 contre 14.503,5 MBIF en 2015.

Graphique 9 : Structure des ressources du secteur bancaire (en MBIF)

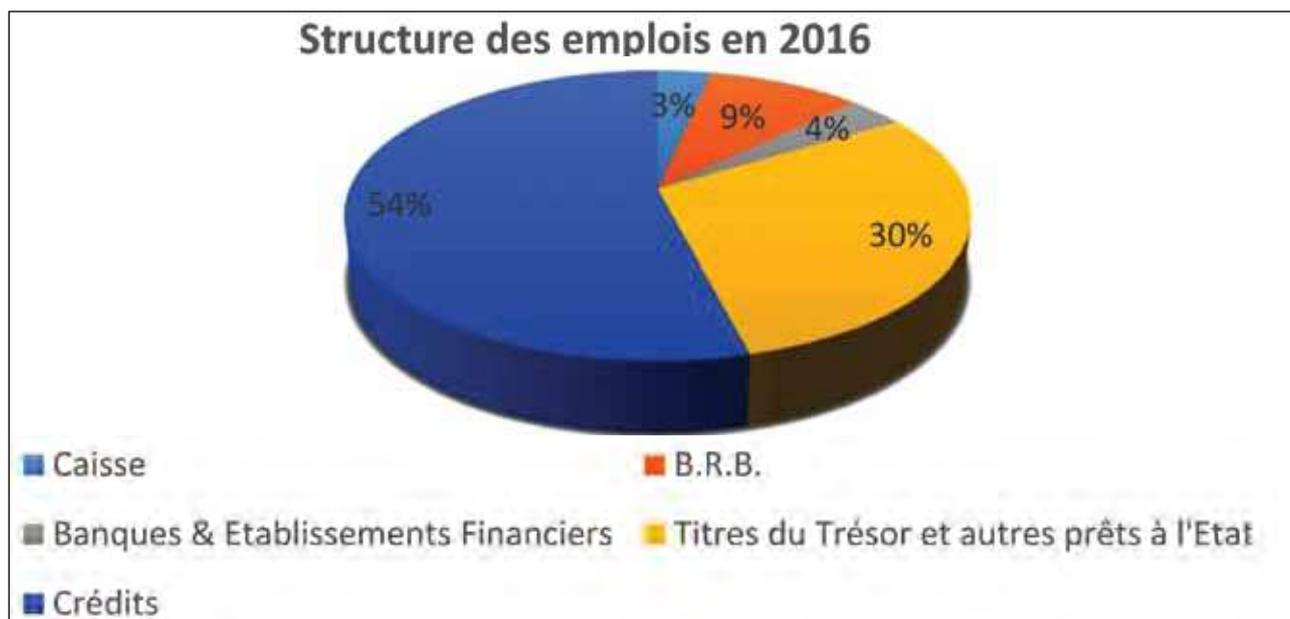


Source : BRB, Reporting des établissements de crédit

Les principaux emplois consolidés du secteur bancaire ont augmenté de 14,7%, passant de 1.297,3 à 1.488,1Mds de BIF. Cette évolution a principalement résulté de l'accroissement considérable des actifs liquides (40,8%), avec

une forte augmentation de l'investissement en titres du Trésor qui ont connu un accroissement de 72,4% d'une année à l'autre, passant de 254.118,6 à 438.167,9 MBIF.

Graphique 10 : Structure des emplois du secteur bancaire (en MBIF)



Source : BRB, Reporting des établissements de crédit

II.3.4.2. Crédit du secteur bancaire

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 3,1% contre une diminution de 0,20% une année auparavant, passant de 766.832,1 à 790.545,4 MBIF. L'augmentation de l'encours des crédits a porté sur les crédits à court, moyen et long termes.

L'encours des engagements par signature s'est contracté de 23,1% contre -6,3% à fin 2015. Cette diminution est imputable aussi

bien à la baisse des crédits à change non couvert (-50,6%) que des avals et cautions (-9,5%).

En moyenne, l'encours des crédits à l'économie a légèrement décéléré (5,4 contre 6,6 à %), en liaison avec la baisse du rythme de croissance des crédits à court terme (4,0 contre 4,2%) et à long terme (9,8 contre 37,0%), l'encours moyen des crédits à moyen terme ayant diminué (-8,2 contre 0,3%).

Tableau 30 : Encours des crédits du secteur bancaire (en MBIF)

	2013		2014		2015		2016	
	Fin d'année	Encours moyens						
I. CREDITS DISTRIBUES	699 031,8	688 337,3	768 747,9	731 758,5	766 832,1	779 850,0	790 545,4	791 875,8
A. Crédits à court terme	434 214,7	445 740,5	451 093,8	447 246,3	470 162,1	466 110,7	473 723,8	484 753,6
Importation après expédition	3 893,5	3 205,0	5 745,1	3 200,0	5 745,1	4 549,6	3 280,3	4 336,4
Crédits de trésorerie et Mobilisation de créances commerciales	423 362,1	436 338,6	444 169,1	437 304,2	457 609,7	450 501,0	470 004,9	477 375,7
Exportation	6 959,1	6 196,9	1 179,6	6 742,1	6 807,3	11 060,1	438,6	3 041,5
B. Crédits à moyen terme	209 501,8	197 725,5	213 106,0	207 270,7	180 128,0	207 916,8	195 807,8	190 837,8
Habitat	27 499,2	28 250,3	20 459,5	25 591,6	17 564,2	18 950,9	21 756,2	19 431,7
Equipement	182 002,6	169 475,2	192 646,5	181 679,1	162 563,8	188 965,9	174 051,6	171 406,1
C. Crédits à long terme	55 315,3	44 871,3	104 548,1	77 241,6	116 542,0	105 822,5	121 013,8	116 284,4
Habitat	19 923,2	20 204,4	32 849,9	24 232,5	60 519,0	39 608,7	67 282,9	66 109,1
Equipement	35 392,1	24 667,0	71 698,2	53 009,1	56 023,0	66 213,8	53 730,9	50 175,3
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	86 828,2	71 201,4	90 359,4	87 818,8	84 709,4	72 233,9	65 142,4	80 166,3
Crédits à change non couvert	27 114,0	21 266,7	31 224,3	24 705,7	28 007,7	20 901,2	13 826,4	21 754,3
Avals et cautions	59 714,2	49 934,7	59 135,1	63 113,1	56 701,7	51 332,7	51 316,0	58 412,0
TOTAL DES RISQUES	785 860,0	759 538,7	859 107,3	819 577,3	851 541,5	852 083,9	855 687,8	872 042,1

Source: BRB

II.3.4.2. Catégories de crédits

II.3.4.2.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme se sont accrus de 0,8%, passant de 470.162,1 à 473.723,8 MBIF en 2016. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des crédits de trésorerie et mobilisation des créances commerciales (+12.395,2 MBIF ou 2,7%), les crédits à l'importation et à l'exportation ayant respectivement baissé de 42,9% (-2.464,8 MBIF) et 93,6% (-6.368,7 MBIF).

II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation de 8,7% (+15.679,8 MBIF), passant de 180.128,0 à 195.807,8 MBIF. Cette croissance a concerné à la fois les crédits d'équipement (+4.192,0 MBIF) et les financements de l'habitat (+11.487,8 MBIF). La part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a augmenté, passant de 24,1 à 26,6%.

II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (121.013,8 contre 116.542,0 MBIF) ont progressé de 11,2% (+4.471,8 MBIF) en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (+6.763,9 MBIF) qui a atténué la baisse des crédits à l'équipement (-2.292,1 MBIF).

II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

Les crédits au commerce (238.834,2 contre 236.010,9 MBIF), à l'habitat et autres constructions (124.779,0 contre 116.372,0 MBIF) et aux activités diverses (261.323,4 contre 225.248,8 MBIF) et à l'agriculture (25.379,8 contre 24.451,7 MBIF), hôtellerie et tourisme (58.131 contre 57.906,7 MBIF) se sont légèrement accrus et leurs parts dans l'ensemble des crédits n'ont presque pas changé.

Tableau 31 : Evolution des crédits par branche d'activité (1) (en MBIF)

	2012	2013	2014		2015		2016	
			en valeur	Part en %	en valeur	Part en %	en valeur	Part en %
Commerce	361 388,1	364 183,3	361 452,6	44,2	236 010,9	29,5	239 834,2	29,5
Café	10 386,6	6 959,1	2 209,2	0,3	20 693,0	2,6	8 714,2	1,1
Habitat et autres constructions	54 708,0	51 939,2	80 067,3	9,8	116 372,0	14,5	124 770,0	15,4
Industrie	32 871,4	42 262,7	58 262,9	7,1	119 717,9	14,9	93 114,2	11,5
Agriculture	2 416,1	2 888,0	4 398,7	0,5	24 451,7	3,1	25 379,8	3,1
Hôtellerie et Tourisme	20 206,7	25 710,4	20 276,5	2,5	57 906,7	7,2	58 131,0	7,2
Artisanat	2,7	0,0	576,2	0,1	698,4	0,1	510,6	0,1
Divers	169 781,1	206 356,8	291 304,4	35,6	225 248,8	28,1	261 323,4	32,2
TOTAL	651 760,7	700 299,5	818 547,8	100,0	801 099,4	100,0	811 777,4	100,0

(1): Y compris les crédits aux administrations centrale et locale

Source : BRB

En revanche, les crédits à l'«Industrie» (93.114,2 contre 119.717 MBIF) et à la campagne café (8.714,2 contre 20.693 MBIF) ont baissé. Ainsi, leurs parts dans le total des crédits ont baissé, revenant respectivement de 14,9 à 11,5% et de 2,6 à 1,1% d'une fin d'année à l'autre.

II.3.4.4. Taux d'intérêt bancaire

Malgré la diminution des réserves des banques, les taux d'intérêt n'ont pas

augmenté. Le taux débiteur moyen pondéré sur l'encours des crédits s'est fixé à 16,77 contre 16,85% en 2015.

Cette légère diminution a concerné les taux à court terme (17,44 contre 17,63%) et les taux à long terme (14,78 contre 14,79%), ceux à moyen terme ayant légèrement augmenté (15,83 contre 15,57%).

Graphique 11: Taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs



Source : BRB

Le taux créditeur moyen pondéré a baissé (7,21 contre 8,70%) suite principalement à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts

à terme (7,60 contre 9,03%) et sur les comptes sur livrets (6,84 contre 7,75%).

II. 3.4.5. Les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire

En 2016, le nombre des établissements de crédit est resté le même que l'année précédente : dix banques commerciales

dont quatre filiales des banques étrangères et deux établissements financiers.

Tableau 32 : Principaux indicateurs du secteur bancaire

	2013	2014	2015	2016
Adéquation des fonds propres				
.Fonds propres de base nets (en MBIF)	189 541,4	200 630,6	206 742,9	229 217,6
.Fonds propres globaux (en MBIF)	223 415,7	231 350,8	240 219,0	265 744,0
.Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,7	15,6	16,6	19,8
.Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,2	18,1	19,3	23,0
.Ratio de levier (norme 7%)	-	-	14,3	14,3
Qualité et concentration des crédits				
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	53,8	52,9	48,8	43,2
Taux de radiation				9,5
Taux des prêts non performants	9,3	10,9	18,7	12,8
Taux d'impayés	10,0	11,9	18,3	15,6
Liquidité				
Coefficient de liquidité en BIF	26,2	35,4	37,7	55,3
Coefficient de liquidité en devises	92,7	84,9	119,5	127,6
Total crédits/total dépôts	83,9	88,0	75,5	72,3
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	135,9	150,6	131,4	147,2
Rentabilité et performance				
Résultat net de l'exercice	24 014,6	15 629,5	22 531,9	23 348,9
Produit Net Bancaire	116 645,1	120 577,2	145 183,4	154 710,0
Taux de rendement des fonds propres	10,7	6,8	11,6	11,9
Taux de rendement des actifs	1,8	1,0	1,9	1,8

Source : BRB

La qualité du portefeuille crédit s'est améliorée malgré l'augmentation des provisions pour couvrir les créances en souffrance. Le taux de détérioration du portefeuille crédit s'est établi à 12,8 contre 17,9% en 2015. Cette amélioration est liée à la mesure de radiation des créances impayées. Le taux de radiation a été de 9,5%, ce qui a réduit sensiblement les crédits non performants qui sont revenus de 166.939,5 MBIF avant la radiation à 91.577,5 MBIF après radiation. Le secteur bancaire

a constitué des provisions substantielles et le taux de couverture des créances non performantes s'est amélioré, passant de 78,4 en 2015 à 88,2% en 2016.

La rentabilité du secteur bancaire s'est nettement améliorée. En effet, le Produit Net Bancaire a augmenté de 6,6%, s'établissant à 154.710,0 contre 145.183,4 MBIF. Les ratios de performance ont légèrement augmenté, le rendement des fonds propres (ROE) et des actifs est passé de 11,6% à 11,9%, et de 1,8 à 1,9% respectivement.

II.3.5. Activité et solidité du secteur de la microfinance

II.3.5.1. Ressources et emplois du secteur de la microfinance

Le total bilan des EMF s'est accru de 17% entre juin 2015 et juin 2016. Les ressources se sont établies à 232.770 MBIF à fin juin 2016 contre 199.800 MBIF à fin juin 2015.

Cette évolution est liée essentiellement à l'accroissement des dépôts et des fonds propres qui se sont établis respectivement à 133.159,60 MBIF et à 70.919 MBIF à fin juin 2016.

Les ressources des EMF sont principalement constituées par les dépôts des membres et clients, qui représentaient 57% du total des ressources au 30 juin 2016 contre 53% à fin juin 2015. Les fonds propres représentaient 30% des ressources. Les emplois étaient essentiellement constitués par les crédits à la clientèle et se sont accrus de 27%.

Au niveau de l'intermédiation financière, les dépôts et les crédits ont augmenté. Les dépôts collectés par les EMF se sont accrus de 25%, s'établissant à 133.159 MBIF contre

106.895 MBIF à fin juin 2015. L'encours des crédits, pour leur part, ont progressé de 27%, se situant à 138.515 MBIF à fin juin 2016.

II.3.5.2. Solidité du secteur de la microfinance

La qualité du portefeuille crédit s'est légèrement améliorée d'un exercice à un autre. En effet, le taux de détérioration du portefeuille à risque à 30 jours (PAR30) du secteur de la microfinance s'est amélioré de 1,1 point de pourcentage, s'établissant à 8,5% à fin juin 2016 contre 9,6% à fin juin 2015. Néanmoins, ce taux reste toujours au-dessus du seuil de 5% fixé par le CGAP¹⁰.

Le résultat net consolidé du secteur de la Microfinance s'est amélioré, s'établissant à 5.326 MBIF à fin juin 2016 contre 2.467,37 MBIF en juin 2015. Néanmoins, ce résultat reste influencé par cinq IMF qui représentaient 85% de part de marché du secteur. La rentabilité des fonds propres (ROE) et des actifs s'est améliorée, passant de 4 à 8% et de 1,0 à 2,2% respectivement.

II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

Par rapport à l'année précédente, la balance des paiements de 2016 s'est soldée par une amélioration du besoin de financement (-470.514,5 contre -499.402,7 MBIF) grâce notamment à l'accroissement de l'excédent du compte de capital qui est passé de 87.336,6

à 116.582,9 MBIF. Le solde du compte des transactions courantes est demeuré presque au même niveau que celui de l'année précédente (-587.097,4 contre -586.799,3 MBIF).

¹⁰Groupe consultatif d'assistance aux pauvres

Tableau 33: Balance des paiements (en MBIF)

	2014	2015	2016
1. COMPTE COURANT			
crédit	-608 177,1	-586 739,3	-587 097,4
débit	885 760,8	795 736,7	711 405,4
débit	1 493 937,9	1 382 476,0	1 298 502,8
BIENS			
crédit	-809 449,3	-759 211,5	-691 235,5
débit	203 843,6	189 945,6	181 044,3
débit	1 013 292,9	949 157,1	872 279,8
SERVICES			
crédit	-301 654,2	-269 565,7	-234 502,2
débit	114 626,6	90 012,2	120 517,2
débit	416 280,8	359 577,9	355 019,4
REVENUS PRIMAIRES			
crédit	-10 489,1	-2 627,8	-1 375,1
débit	21 829,7	24 139,4	18 188,8
débit	32 318,8	26 767,2	19 563,9
REVENUS SECONDAIRES			
crédit	513 415,5	444 665,7	340 015,4
débit	545 460,9	491 639,5	391 655,1
débit	32 045,4	46 973,8	51 639,7
2. COMPTE DE CAPITAL			
crédit	126 554,6	87 336,6	116 582,9
débit	136 678,0	90 362,6	119 398,6
débit	10 123,4	3 026,0	2 815,7
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-481 622,5	-499 402,7	-470 514,5
3. COMPTE FINANCIER			
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)			
crédit	-577 104,6	-519 297,3	-421 626,6
INVESTISSEMENTS DIRECTS			
Investissements directs : avoirs	-126 394,9	-77 762,9	-31,4
Investissements directs : engagements	42,4	239,2	60,3
Investissements directs : engagements	126 437,3	78 002,1	91,7
INVESTISSEMENTS PORTEFEUILLES			
Investissements de portefeuille : avoirs	-87 157,3	0,0	0,0
Investissements de portefeuille : engagements	-84 854,2	0,0	0,0
Investissements de portefeuille : engagements	2 303,1	0,0	0,0
DERIVES FINANCIERS ET OPTIONS SUR TITRES(net)			
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
AUTRES INVESTISSEMENTS			
Acquisition nette d'actifs financiers	-360 704,0	-168 907,6	-362 076,2
Accroissement net de passifs	18 814,0	32 237,3	16 335,8
Accroissement net de passifs	379 518,0	201 144,9	378 412,0
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)			
Droits de tirages spéciaux	-9 823,0	-446,3	1 836,6
AVOIRS DE RESERVES			
Erreurs et omissions	6 974,6	-272 180,5	-59 519,0
Erreurs et omissions	-85 659,1	-19 448,3	48 887,9

Source : BRB

II.4.1. Transactions courantes

Le fléchissement du déficit de la balance des transactions courantes est lié aux effets combinés de la diminution des déficits de la balance commerciale (-691.235,5 contre -759.211,5 MBIF), des services (-234.502,2 contre -269.565,7 MBIF), des revenus primaires (-1.375,1 contre -2.627,8 MBIF) et à la baisse de l'excédent de la balance des revenus secondaires (340.015,4 contre 444.665,7 MBIF).

II. 4.1.1. Biens

Le solde de la balance des biens a connu une relative amélioration consécutive à une

baisse des importations plus importante que celle des exportations.

II.4.1.1.1. Exportations

Les exportations de biens se sont contractées de 4,7%, s'établissant à 181.044,3 contre 189.945,6 MBIF. Cette baisse est liée au recul des exportations des produits primaires (123.659,2 contre 132.504,3 MBIF), notamment le thé (38.250,2 contre 53.630,9 MBIF) et les peaux (1.773,5 contre 7.954,3 MBIF). Quant aux exportations des produits manufacturés, elles sont demeurées presque au même niveau que celui de l'exercice précédent (57.385,1 contre 57.450,4 MBIF).

Tableau 34: Exportations de marchandises

	2012	2013	2014	2015	2016
1. Produits primaires (valeur)	174 112,7	100 086,0	137 861,1	132 504,3	123 659,2
dont :					
Café Volume	23 309	11 865	15 159	13 657	16 646
Valeur	100 998,7	44 529,8	84 988,4	62 685,7	74 825,1
Valeur unitaire	4 333,0	3 753,0	5 606,5	4 590,0	4 495,1
Variation	-20,7	-13,4	49,4	-18,1	-2,1
Thé(1) Volume	8 684	10 007	11 021	11 145	10 873
Valeur	36 643,4	37 352,2	37 513,4	53 630,9	38 250,2
Valeur unitaire	4 219,6	3 732,6	3 403,8	4 812,1	3 517,9
Variation	25,0	-11,5	-8,8	41,4	-26,9
Peaux Volume	3 272	2 239	1 213	3 486	971
Valeur	9 552,4	3 991,5	6 040,5	7 954,3	1 773,5
Valeur unitaire	2 919,4	1 782,7	4 979,8	2 281,8	1 826,5
Variation	16,9	-38,9	179,3	-54,2	-20,0
Minéraux Volume	1 208	358	134,0	249,0	333,0
Valeur	25 863,3	10 154,3	5 453,1	4 324,7	5 963,0
Valeur unitaire	21 410,0	28 364,0	40 694,8	17 368,3	17 906,9
Variation	21,9	32,5	43,5	-57,3	3,1
2. Produits manufacturés (valeur)	20 636,7	46 171,1	65 982,5	57 450,4	57 385,1
Bière	3 837,7	4 253,9	9 015,7	10 269,7	8 921,8
Tissus en coton	0,0	491,7	72,7	0,0	34,4
Cigarettes	4 002,3	6 367,7	6 022,0	9 247,7	8 826,0
Bouteilles	445,9	46,3	691,6	490,8	660,0
Huile de palme brute	95,3	461,4	8,1	9,1	
Sucre		0,0	0,0	0,0	0,0
Farine de blé		4 515,4	8 196,2	10 086,9	9 355,8
Savons	7 987,1	12 309,0	12 254,9	10 637,4	7 053,8
Autres	4 363,7	17 725,7	29 721,3	16 708,8	22 533,3
TOTAL	194 749,4	146 257,1	203 843,6	189 954,7	181 044,3

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) (1) : Office du Thé du Burundi (OTB) et PROTHEM

II.4.1.1.2. Importations

La valeur CIF des importations a chuté de 10,1%, se situant à 1.019,6 contre 1.133,9 Mds de BIF. Cette régression est principalement liée au recul des importations des biens

d'équipement qui ont atteint 191.162,5 contre 328.407,7 MBIF, soit une baisse de 41,8%. Cette baisse a concerné le matériel électrique (-50,9%), les chaudières et engins mécaniques (-53,0%).



Entrée de marchandises par camions à Kobero, en province de Muyinga

Par contre, les importations des biens de production et de consommation ont augmenté de 2,8% et de 2,9% respectivement. La hausse des importations des biens de production a concerné les biens destinés à l'agriculture et élevage (20,4%), à l'industrie agroalimentaire (17,6%) et à la construction (5,5%). La progression des biens de consommation a porté sur les autres biens durables (13,0%) et les produits alimentaires (28,0%).

Malgré la baisse en valeur, le volume total des importations a augmenté de 12,0%, passant de 632.337 à 708.203 T. Cette augmentation a été principalement tirée par la hausse du

volume des biens de production (15,1%) et des biens consommation (6,8%), celui des biens d'équipement ayant diminué de 3,3%. S'agissant des biens de production, la hausse a concerné les biens destinés à l'agriculture et élevage (26,6%), à l'industrie agroalimentaire (42,4%), à la construction (1,3%) et les produits pétroliers (11,0%). De même, la progression du volume des biens de consommation s'explique par les importations des textiles (1,9%), des autres biens durables (19,7%), des produits alimentaires (6,1%) et des autres biens non durables (3,1%).

Tableau 35 : Importations de marchandises

	2012	2013	2014	2015	2016	2016/2015 en p.c
	(en MBIF)					
1. Biens de production	497 552,4	546 031,9	524 889,9	393 350,3	404 539,3	2,8
2. Biens d'équipement	243 885,5	318 511,5	254 623,3	328 407,7	191 162,5	-41,8
3. Biens de consommation	342 615,7	396 646,1	409 472,8	412 135,2	423 893,8	2,9
Durables	135 146,7	140 108,0	190 017,6	188 908,3	192 305,6	1,8
Non Durables	207 469,0	256 538,1	219 455,2	223 226,9	231 588,2	3,7
TOTAL	1 084 053,6	1 261 189,5	1 188 986,0	1 133 893,2	1 019 595,6	-10,1
	(en T)					
1. Biens de production	485 579	529 314	527 676	434 471	500 024	15,1
2. Biens d'équipement	29 233	27 162	32 257	31 121	30 081	-3,3
3. Biens de consommation	190 536	252 600	238 306	166 745	178 098	6,8
Durables	38 862	99 554	120 465	48 162	53 189	10,4
Non Durables	151 674	153 046	117 841	118 583	124 909	5,3
TOTAL	705 348	809 076	798 239	632 337	708 203	12,0

Source: OBR

II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

Les principaux partenaires commerciaux du Burundi en 2016 ont été l'Asie, l'Afrique et l'Europe. La part relative de l'Asie dans le total des échanges s'est relativement stabilisée (42,0 contre 42,3%). Celle de l'Afrique a par contre progressé, passant de 29,4% à 32,6% tandis que celle de l'Europe a régressé pour s'établir à 23,2% contre 26,1%. La part des échanges avec l'Asie à l'importation a légèrement augmenté (46,5 contre 45,0%) et a concerné principalement la Chine (17,0 contre 14,5%), l'Inde (14,0 contre 10,2%) et les Emirats-Arabes Unis (6,8 contre 5,5%). En revanche, sa part des échanges a diminué à l'exportation (16,9 contre 25,8%), notamment les exportations à destination du Pakistan (10,6 contre 14,1%), du Japon (0,1 contre 0,4%), de la Chine (1,0 contre 2,1%) et des autres pays d'Asie (4,2 contre 8,2%). Le rebondissement des échanges avec l'Afrique a été tiré par la hausse de la part des importations (31,2 contre 27,4%),

principalement celles en provenance de l'Ouganda (7,3 contre 5,7%), du Kenya (7,7 contre 6,6%) et de la Tanzanie (8,3 contre 7,5%). Par contre, la part des exportations à destination de l'Afrique a légèrement baissé (40,8 contre 41,3%) principalement sous l'influence de la baisse des exportations à destination de la RDC (19,1 contre 19,3%), du Rwanda (4,6 contre 4,7%) et de la Tanzanie (1,1 contre 1,7%) tandis que celles vers l'Ouganda (3,5 contre 3,4%), le Kenya (2,3 contre 2,0%) ont légèrement progressé.

La part des échanges avec l'Europe a régressé pour les importations (18,3 contre 23,3%), surtout celles en provenance de la Belgique (4,6 contre 7,0%), de l'Allemagne (2,0 contre 3,1%) et des Pays-Bas (1,1 contre 5,7%). La progression de la part des exportations a été tirée par celles à destination de la Suisse (20,1 contre 18,9%), de l'Allemagne (6,6 contre 1,3%) et de la Belgique (6,7 contre 4,0%) et de la France (0,8 contre 0,6%). La part des exportations vers le Royaume-Uni a, par contre, fléchi (4,2 contre 4,7%).

Tableau 36: Répartition géographique du commerce extérieur (en %)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
EUROPE	25,3	20,3	31,4	39,6	26,1	23,2
1. Union Européenne	23,3	18,3	12,5	19,5	21,7	18,5
dont: Allemagne	3,1	2,0	1,3	6,6	2,8	2,7
Belgique	7,0	4,6	4,0	6,7	6,6	4,9
Danemark	2,1	2,2	0,0	0,0	1,8	1,9
France	3,4	4,4	0,6	0,8	3,0	3,9
Italie	0,7	1,0	1,1	0,5	0,8	0,9
Pays-Bas	5,7	1,1	0,4	0,4	4,9	1,0
Royaume-Uni	0,8	2,4	4,7	4,2	1,4	2,7
2. Autres	2,0	2,1	18,9	20,1	4,4	4,8
dont: Suisse	0,2	0,4	18,9	20,1	2,9	3,4
Turquie	0,7	0,6	-	-	0,6	0,5
Russie	0,8	0,9	-	-	0,7	0,7
ASIE	45,0	46,5	25,8	16,9	42,3	42,0
dont: Arabie Saoudite	5,3	3,0	-	-	4,6	2,5
Emirats Arabes Unis	5,5	6,8	0,7	0,7	4,8	5,9
Japon	2,8	3,1	0,4	0,1	2,4	2,7
Pakistan	0,3	0,3	14,1	10,6	2,3	1,9
Chine	14,5	17,0	2,1	1,0	12,7	14,6
Union Indienne	10,2	14,0	0,1	0,1	8,7	11,9
Autres pays d'Asie	6,1	2,0	8,2	4,2	6,4	2,3
AFRIQUE	27,4	31,2	41,3	40,8	29,4	32,6
dont: Afrique du Sud	3,3	1,2	0,0	0,1	2,8	1,1
Kenya	6,6	7,7	2,0	2,3	5,9	6,9
Ouganda	5,7	7,3	3,4	3,5	5,4	6,7
RDC	0,5	0,6	19,3	19,1	3,2	3,4
Rwanda	1,0	1,8	4,7	4,6	1,6	2,2
Tanzanie	7,5	8,3	1,7	1,1	6,6	7,2
Zambie	1,0	2,6	0,2	0,7	0,9	2,3
Autres pays d'Afrique	1,8	1,5	9,9	9,3	2,9	2,7
AMERIQUE	2,2	1,9	1,3	2,4	2,1	2,0
dont: Etats-Unis	1,5	1,5	1,1	2,2	1,4	1,6
Canada	0,6	0,3	0,2	0,2	0,5	0,3
Autres pays d'Amérique	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
OCEANIE	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : OBR

II.4.1.2. Services

Le déficit de la balance des invisibles (services et revenus primaires) s'est allégé de 13,4% en 2016, en liaison avec le recul du déficit des services, soit -234.511,4 contre -270.018,4 MBIF et, dans une moindre mesure, avec la baisse du déficit des revenus primaires (-1.303,4 contre -2.314,5 MBIF).

II.4.1.2.1. Les exportations

Les exportations des invisibles ont augmenté de 24.494,4 MBIF suite à l'accroissement des exportations de services (+30.445,0 MBIF). En revanche, celles des revenus primaires ont baissé de 5.950,6 MBIF.

Tableau 37 : Exportations des services (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
A. SERVICES	133 913,3	197 813,9	114 626,6	90 072,2	120 517,2
1. Transports :	3 815,7	2 813,3	4 065,9	4 039,4	3 647,0
maritime	2 141,9	1 572,6	607,7	743,5	466,7
aérien	1 673,8	1 240,7	3 107,1	2 531,6	2 258,9
autres	0,0	0,0	351,1	764,3	915,2
2. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2
3. Voyages :	2 091,7	3 563,3	6 369,9	3 438,2	3 123,4
a. professionnels	0,0	28,6	3,7	37,4	372,7
b. personnels :	2 091,7	3 534,7	6 366,2	3 400,8	2 750,7
soins de santé	26,5	104,6	62,6	308,8	323,3
éducation	158,5	175,5	198,8	386,3	637,8
autres	1 906,7	3 254,6	6 104,8	2 705,7	1 789,6
4. Communication, information et informatique	7 493,8	22 300,3	26 133,9	12 153,1	5 972,7
5. Construction	4 868,6	0,0	0,0	0,0	0,0
6. Services financiers	758,1	2 945,0	4 215,4	3 173,3	1 957,2
7. Services d' assurances	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4	2 077,7
réassurances	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4	2 077,7
8. Services fournis par les administrations publiques	110 724,9	153 806,6	67 568,9	59 747,5	91 515,2
a. Recettes de gouvernements étrangers	21 456,4	16 971,5	22 057,1	25 658,8	28 780,5
b. Autres services	89 268,5	136 835,1	45 511,8	34 088,7	62 734,7
9. Autres services aux entreprises	1 406,5	6 723,4	5 147,9	5 883,3	12 224,0
B. REVENUS PRIMAIRES	16 479,9	21 709,0	21 829,7	24 139,4	18 188,8
1. Rémunération des salariés	14 877,2	19 858,8	15 226,6	20 827,8	17 507,1
2. Autres investissements	1 602,7	1 850,2	6 603,1	3 311,6	681,7
TOTAL	150 393,2	219 522,9	136 456,3	114 211,6	138 706,0

Source : OBR

L'accroissement des exportations de services a concerné principalement les biens et services publics payés par les gouvernements étrangers (28.780,5 contre 25.658,8 MBIF) et les organisations internationales (62.734,7 contre 34.088,7 MBIF) ainsi que les autres services (12.224,0 contre 5.883,3 MBIF).

La diminution des recettes au titre des revenus primaires a affecté les rémunérations des salariés (18.188,8 contre 20.827,8 MBIF)

et les intérêts perçus sur les placements à l'étranger (681,7 contre 3.311,6 MBIF).

II.4.1.2.2. Les importations

Les paiements de services et revenus primaires ont reculé de 12.023,7 MBIF, revenant de 386.544,5 à 374.520,8 MBIF en liaison avec la baisse des importations de services (-5.062,0 MBIF) et des revenus primaires (-6.961,7 MBIF).

Tableau 38: Importations de services (en MBIF).

	2012	2013	2014	2015	2016
A. SERVICES	305 208,3	364 103,2	417 043,1	360 090,6	355 028,6
1. Transports	181 791,0	239 815,4	250 495,9	219 848,2	203 249,3
maritime	32 005,6	42 235,1	44 615,0	39 801,1	34 707,6
aérien	46 663,4	61 956,0	60 219,8	54 697,4	55 826,1
autres	103 122,0	135 624,3	145 661,1	125 349,7	112 715,6
2. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	0,0	0,0	1 297,1
3. Voyages	35 759,2	53 631,0	59 427,3	46 131,6	45 817,2
a. professionnels	17 039,2	33 654,0	13 186,5	11 714,4	17 414,9
b.personnels :	18 720,0	19 977,0	46 240,8	34 417,2	28 402,3
soins de santé	1 207,0	1 248,8	1 813,0	3 842,5	3 280,6
éducation	17 513,0	18 728,2	17 389,9	18 056,7	18 283,2
autres	0,0	0,0	27 037,9	12 518,0	6 838,5
4. Communication, information et informatique	11 384,3	10 524,1	21 485,2	11 613,9	7 995,3
5. Construction	977,4	18,4	6 771,8	2 760,1	2 636,7
6. Services d' assurances	3 979,9	3 689,7	4 392,1	3 408,6	3 692,8
réassurances	3 945,9	3 667,9	3 537,5	2 687,2	2 781,2
assurances /marchandises	34,0	21,8	854,6	721,4	911,6
7. Services reçus par les administrations publiques	33 391,5	20 334,8	30 439,0	36 968,6	55 505,5
8. Services financiers	822,9	3 340,0	6 184,6	15 465,0	6 144,9
9. Autres services aux entreprises	37 102,1	32 749,8	37 847,2	23 894,6	28 689,8
B. REVENUS PRIMAIRES	25 864,3	18 933,9	32 318,8	26 453,9	19 492,2
1. Rémunération des salariés	3 833,7	4 367,7	6 140,3	7 339,8	7 275,8
2. Autres investissements	22 030,6	14 566,2	26 178,5	19 114,1	12 216,4
TOTAL	331 072,6	383 037,1	449 361,9	386 544,5	374 520,8

Source : BRB

La diminution des paiements de services a porté essentiellement sur le transport (-16.598,9 MBIF), les services financiers (-9.320,1 MBIF), la communication, information et informatique (-3.618,6 MBIF) et les voyages (-314,4 MBIF). Par contre, les services payés par les administrations publiques (+ 18.536,9 MBIF) et les autres services aux entreprises (+4.795,2 MBIF) ont augmenté.

La baisse des paiements des revenus primaires est due à la contraction des paiements des intérêts sur la dette extérieure

(7.095,0 contre 9.545,2 MBIF) et des dividendes (5.049,7 contre 9.070,3 MBIF).

II.4.1.3. Les Revenus secondaires

Les revenus secondaires ont baissé de 23,5%, se situant à 340.015,4 contre 444.665,7 MBIF en liaison avec la diminution des appuis budgétaires de 68,8% qui sont revenus de 183.379,6 à 57.288,1 MBIF. Toutefois, les revenus secondaires en faveur du secteur privé ont augmenté de 8,2%, passant de 261.286,1 à 282.727,3 MBIF grâce aux apports extérieurs en faveur des ONG (272.787,7 contre 227.617,7 MBIF).

Tableau 39: Revenus secondaires (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
1. SECTEUR PUBLIC	466 218,2	472 979,9	243 736,4	183 379,6	57 288,1
Crédit	466 218,2	472 979,9	243 736,4	183 489,8	57 394,6
Débit	0,0	0,0	0,0	110,2	106,5
2. SECTEUR PRIVE	177 884,0	199 564,1	269 679,1	261 286,1	282 727,3
Crédit	192 209,7	224 335,6	301 724,5	308 149,7	334 260,5
Débit	14 325,7	24 771,5	32 045,4	46 863,6	51 533,2
a. Transferts des fonds des travailleurs	48 385,6	49 295,5	54 972,1	33 668,4	9 939,6
Crédit	52 103,6	55 780,0	71 794,0	59 403,6	34 243,1
Débit	3 718,0	6 484,5	16 821,9	25 735,2	24 303,5
b. Autres transferts	129 498,4	150 268,6	214 707,0	227 617,7	272 787,7
Crédit	140 106,1	168 555,6	229 930,5	248 746,1	300 017,4
Débit	10 607,7	18 287,0	15 223,5	21 128,4	27 229,7
SOLDE GLOBAL	644 102,2	672 544,0	513 415,5	444 665,7	340 015,4

Source: BRB

II.4.2. Compte de capital

L'excédent du compte de capital s'est accru de 33,5%, passant de 87.336,6 à 116.582,9 MBIF, en liaison avec l'accroissement des

transferts de capital au titre des dons projets (119.018,5 contre 89.973,8 MBIF).

Tableau 40: Compte de capital (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
TRANSFERT DE CAPITAL	221 681,7	161 531,1	126 554,6	87 336,6	116 582,9
1. Administrations publiques	221 781,9	162 839,7	128 098,9	87 637,7	116 948,3
Crédit	236 915,1	178 054,0	136 117,2	89 973,8	119 018,5
dons projets	193 062,7	178 054,0	136 117,2	89 973,8	119 018,5
remise de dette	43 852,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	-15 133,2	-15 214,3	-8 018,3	-2 336,1	-2 070,2
Contribution aux organisations internationales	15 133,2	15 214,3	8 018,3	2 336,1	2 070,2
2. Autres secteurs	-100,2	-1 308,6	-1 544,3	-301,1	-365,4
transfert des migrants	-100,2	-1 308,6	-1 544,3	-301,1	-365,4
Crédit	0,0	0,0	560,8	388,8	380,1
Débit	100,2	1 308,6	2 105,1	689,9	745,5

Source: BRB

II.4.3. Le Compte d'opérations financières

Le compte financier s'est soldé par un besoin de financement allégé (421.626,6 contre -519.297,3 MBIF) suite à la régression des engagements au titre des investissements directs (91,7 contre 78.002,1 MBIF) et à la faible baisse des avoirs de réserves par

rapport à l'année précédente (-59.519,0 contre -272.180,5 MBIF). Les autres investissements ont augmenté de 193.168,6 MBIF, en liaison avec la hausse des engagements extérieurs au titre des crédits commerciaux reçus (430.564,7 contre 187.950,6 MBIF).

Tableau 41: Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-872,6	-181 262,0	-126 394,9	-77 762,9	-31,4
1. 1 Avoirs		259,3	42,4	239,2	60,3
1. 2 Engagements	872,6	181 521,3	126 437,3	78 002,1	91,7
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	-3 009,4	-87 157,3	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-84 854,2	-	-
2. 2 Engagements	-	3 009,4	2 303,1	-	-
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. 1 Avoirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. 2 Engagements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-212 673,7	-67 856,9	-360 704,0	-168 907,6	-362 076,2
4. 1 AVOIRS	72 195,0	71 296,0	18 814,0	32 237,3	16 335,8
4.1.1 Crédits commerciaux (accordés)	52 482,1	62 564,0	20 687,7	24 749,5	97 970,4
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	52 482,1	62 564,0	20 687,7	24 749,5	97 970,4
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	52 482,1	62 564,0	20 687,7	24 749,5	97 970,4
4.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	19 712,9	8 732,0	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6
Banques	19 712,9	8 732,0	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6
4.1.3 Autres avoirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2 ENGAGEMENTS	284 868,7	139 152,9	379 518,0	201 144,9	378 412,0
4.2.1 Crédits commerciaux (reçus)	185 254,5	108 228,6	272 338,6	187 950,6	430 564,7
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	185 254,5	108 228,6	272 338,6	187 950,6	430 564,7
Long terme	0,0	-227,4	0,0	0,0	0,0
Tirages	0,0	0,0			
Remboursements	0,0	227,4			
Court terme	185 254,5	108 456,0	272 338,6	187 950,6	430 564,7
4.2.2 Prêts	86 678,5	1 083,9	59 038,0	11 418,9	-43 951,2
A. Autorités monétaires	36 192,7	-4 923,3	-136,5	-17 390,4	-33 373,1
B. Administrations publiques	50 645,8	6 238,3	55 890,5	18 361,3	-3 026,0
Long terme	50 645,8	6 238,3	55 890,5	18 361,3	-3 026,0
Tirages	64 156,8	17 369,7	67 359,2	31 267,2	24 725,1
Remboursements	13 511,0	11 131,4	11 468,7	12 905,9	27 751,1
Court terme	0,0	0,0	0,0		
C. Autres secteurs	-160,0	-231,1	3 284,0	10 448,0	-7 552,1
4.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts	12 935,7	29 840,4	57 964,4	2 221,7	-10 038,1
Banques	12 935,7	29 840,4	57 964,4	2 221,7	-10 038,1
4.2.4 Autres engagements	-	-	-9 823,0	-446,3	1 836,6
5. AVOIRS DE RESERVES	74 872,4	17 854,2	6 974,6	-272 180,5	-59 519,0
SOLDE TOTAL	-138 673,9	-234 274,1	-567 281,6	-518 851,0	-421 626,6

Source: BRB

DEUXIEME PARTIE :

ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque consiste à formuler et à mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix. Sans préjudice à l'objectif précédent, la Banque doit

également veiller à la solidité et à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque Centrale contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS

III.1.1 Objectifs de la politique monétaire

La Banque de la République du Burundi a pour objectif principal de veiller à la stabilité des prix. Dans ce cadre, elle détermine les objectifs intermédiaires et définit les modalités de mise en œuvre de la politique monétaire pour atteindre les objectifs poursuivis. La stabilité des prix a

été poursuivie comme objectif final et une croissance de la masse monétaire compatible avec celle du produit intérieur brut comme objectif intermédiaire en passant par le suivi et le contrôle de la base monétaire qui est l'objectif opérationnel.

III.1.2. Instruments de politique monétaire

Pour atteindre son objectif final, la Banque utilise les instruments indirects à savoir les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal et la constitution des réserves obligatoires.

A cet égard, la Banque de la République du Burundi organise, sur une fréquence hebdomadaire, des opérations d'appel d'offres d'apport ou de reprise de liquidité dont elle fixe la durée pour assurer la régulation de la liquidité bancaire. Les taux d'intérêt sont librement fixés par les banques soumissionnaires aux appels d'offres.

Dans ses opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité, la Banque Centrale accorde, pour des maturités de 7, 14 et 28 jours, des liquidités aux banques qui en éprouvent le besoin.

Par les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

Entre deux dates d'appel d'offres de liquidité, la Banque Centrale maintient une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Un dispositif complémentaire de régulation monétaire constitué par le système des réserves obligatoires permet de limiter la capacité de création monétaire par les banques commerciales. Celles-ci sont tenues de maintenir un montant minimum de dépôts non rémunérés constitués séparément, en BIF, en Dollar américain et en Euro, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires est resté inchangé par rapport à l'exercice 2015, soit 3,0% des dépôts collectés.

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire

En 2016, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de reprise de l'activité économique conjuguée avec l'amélioration des finances publiques, de la liquidité bancaire et des réserves de changes. Pour stimuler les banques commerciales à financer les investissements productifs, la Banque a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en 2015, garantissant une politique monétaire accommodante, en vue de stabiliser le secteur financier, et financer l'activité économique. Ces mesures portaient sur:

- L'intensification des opérations d'apport de liquidité assorties des taux d'intérêt faibles en augmentant à la fois le volume et la fréquence des interventions;
- La reconduction des maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité;
- La reconduction de la dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 31 mars 2017;

- La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de six (06) mois, jusqu'au 31 mars 2017, pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Dans la mise en œuvre de ces mesures, 75 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, pour 43.104,9 MBIF en moyenne par intervention ont été effectuées en 2016 alors que 31 opérations avaient été enregistrées pour une moyenne de 9.378,8 MBIF au cours de l'année précédente.

Les banques commerciales ont, dès lors, peu utilisé la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins de trésorerie au jour le jour. En effet, 32 opérations ont été enregistrées contre 186 en 2015, soit une moyenne de 612,4 MBIF par opération contre 1.655 MBIF l'année précédente.

Au cours de l'année 2016, les banques se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

III.2. MARCHE ET TAUX DE CHANGE

Au cours de l'année 2016, la Banque a poursuivi sa politique d'intervention sur le marché de change dans l'objectif de contenir les fluctuations des cours de change et de faciliter l'importation des produits stratégiques. Suite à une diminution des devises sur le marché de change, la BRB a dû intervenir sur le marché interbancaire de devises (MID) en vendant 209,87 MUSD et 20,64 M Euro contre 192,9 MUSD en 2015.

Le taux de change journalier de référence a été déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués sur les opérations d'achat et de vente de devises effectuées la veille par les banques commerciales.

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies. De même, en moyenne annuelle le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies.

Graphique 12 : Evolution du BIF par rapport au USD (fin de période)



D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié face au dollar américain (+4,4%), au franc suisse (+1,2%), au yen japonais

(+7,7%), au DTS (+1,1%) et à l'euro (+0,7%). Par contre, le franc Burundi s'est apprécié par rapport à la livre sterling (-13,5%).

Tableau 42 : Cours de change de fin de période des principales monnaies

	2015	2016	Variation en %
Dollar américain	1 617,13	1 688,59	4,4%
Franc Suisse	1 635,03	1 654,99	1,2%
Yen Japonais	13,43	14,459	7,7%
Livre Sterling	2 397,48	2 074,10	-13,5%
DTS	2 243,36	2 268,23	1,1%
EURO	1 767,52	1 779,10	0,7%

Source: BRB

En moyenne annuelle, le franc Burundi s'est déprécié de 7,2% face au dollar américain, au franc suisse (1,2%), au yen japonais (11,9%),

au DTS (3,2%) et à l'euro (1,9%) alors qu'il s'est apprécié vis-à-vis de la livre sterling (-12,0%).

Tableau 43: Cours de change moyen des principales monnaies

	2015	2016	Variation en %
Dollar américain	1 571,90	1 685,85	7,2%
Franc Suisse	1 633,66	1 653,38	1,2%
Yen Japonais	12,99	14,5369	11,9%
Livre Sterling	2 390,19	2 104,24	-12,0%
DTS	2 199,49	2 270,77	3,2%
EURO	1 744,83	1 777,84	1,9%

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal baissé de 2,1%, suite à la dépréciation du BIF vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires commerciaux. S'agissant du taux de change effectif réel, il a augmenté

de 4,9% en rapport essentiellement avec la dépréciation du taux de change effectif nominal et de la hausse plus importante des prix intérieurs que les prix extérieurs.

Tableau 44: Taux de change effectif du franc Burundi (Base décembre 2013= 100)

Période	NOMINAL	REEL
2012	109,9	95,5
2013	106,5	95,1
2014	111,9	101,1
2015	129,2	120,3
2016	124,4	119,3
2015		
Mars	116,3	119,6
Juin	113,9	120,9
Septembre	115,4	120,7
Décembre	130,2	122,8
2016		
Mars	113	118,2
Juin	109,7	118,2
Septembre	109	118,5
Décembre	127,7	128,8

Source : BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a baissé de 3,7%, suite à la dépréciation du BIF vis-à-vis des monnaies des pays partenaires et concurrents commerciaux. De même, le taux de change

effectif réel a baissé de 0,8% en liaison avec la diminution du taux de change effectif nominal et de l'augmentation des prix intérieurs (5,6%) plus importante que les prix extérieurs (2,2%).

III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT

III.3.1. Circulation fiduciaire

Dans le cadre de sa mission d'assurer l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité de la monnaie en circulation, la Banque a poursuivi en 2016 le programme de démonétisation des anciennes coupures en particulier celles des billets de 10.000, 5.000 et 2.000 BIF. La circulation fiduciaire a augmenté de 15,94% en 2016. Les parts respectives des nouvelles coupures mises en circulation sont de 57,67% pour les billets de 10.000, 24,15% pour les billets de 5.000 et 10,91% pour les billets de 2.000.

En poursuivant sa politique de lutte contre la falsification et la contrefaçon des billets, la BRB a saisi, en 2016, 1.931 faux billets d'une

valeur faciale de 15.070.000 BIF. Les coupures de 10.000 BIF et de 5.000 BIF ont été les plus visées par la contrefaçon et représentaient respectivement 76,89% et 16,93%, le reste des billets ne représentaient que 6,18% du nombre de billets saisis.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et de se conformer à l'harmonisation des pratiques de manipulation des fonds par le secteur bancaire de la Communauté Est Africaine, la BRB a notifié aux banques et à la Régie Nationale des Postes (RNP) une nouvelle instruction définissant notamment les critères standards de tri des billets et pièces impropres à la circulation.

III.3.2. Systèmes de paiement

En vue de se conformer à la loi budgétaire 2016 dans son article 14, toutes les entités, les projets de l'Etat, les Organisations Non Gouvernementales, recevant des appuis extérieurs ont ouvert des comptes à la

Banque de la République du Burundi. Celle-ci, sur demande des bénéficiaires, met à leur disposition la contre-valeur en BIF sur leurs comptes ouverts dans les livres de la BRB ou des banques commerciales.



Guichet Unique de devises à la BRB

Au cours de l'année 2016, 881 comptes ont été ouverts contre 60 l'année précédente. En conséquence, les titres de paiement accordés pour faire fonctionner les comptes ont substantiellement augmenté, passant de 816 en 2015 à 2.005 en 2016.

Les opérations de la chambre de compensation ont augmenté en volume de pièces présentées de 1,6%, passant de 53.118 à 53.984 d'une année à l'autre. En valeur, les pièces présentées se sont accrues de 26,9%, s'établissant à 1.013.727,1 contre 799.215,4 MBIF en 2015.

En volume, les pièces reçues ont augmenté de 9,1%, passant 15.810 à 17.249 d'une année à l'autre. En valeur, les pièces reçues ont progressé de 8,7%, passant de 663.019,4 à 720.455,3 MBIF.

S'agissant des chèques échangés qui constituent le principal instrument des transactions de la chambre de compensation, leur volume a régressé de 4,6%, revenant de 117.600 à 112.236 en 2016. Les chèques échangés avaient une valeur de 1.087,3 contre 1.179,1 Mds de BIF en 2015, soit une diminution de 7,8%.

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES

III. 4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

L'année 2016 a été marquée par la promulgation des lois sur le crédit-bail et sur les sûretés mobilières. Ces textes légaux permettront l'introduction d'un nouveau type de produit financier à savoir le crédit-

bail ainsi que l'élargissement de la gamme de couvertures du risque crédit acceptées au niveau des établissements de crédit. En outre, la Banque Centrale a poursuivi la sensibilisation des acteurs économiques et

financiers sur les opportunités offertes par la loi sur le crédit-bail.

La BRB a continué à veiller au respect, par les banques commerciales, des procédures et directives relatives au rapatriement et à la cession des recettes d'exportation. Ces mesures s'inscrivent dans le but de s'assurer de la priorité donnée au financement des produits stratégiques, notamment les médicaments, le carburant, les engrais chimiques et les matières premières.

III.4.2. Supervision et surveillance de la stabilité financière du secteur bancaire

En 2016, la BRB a continué à faire le suivi permanent des établissements de crédit pour s'assurer de la solidité du secteur bancaire par le contrôle sur pièces. En outre, au titre des contrôles sur place, la Banque Centrale a effectué des missions de contrôle ponctuel, thématique et général dans tous les établissements de crédit.

En vue de surveiller la stabilité financière du secteur bancaire, la Banque a développé des outils d'analyses macro prudentielles conduisant à la maîtrise des risques systémiques dans le système financier. Ainsi, la BRB, en s'inspirant des effets de la crise financière mondiale de 2008 qui a occasionné des défaillances des grandes institutions

Des contrôles sur place ont été effectués pour s'assurer de la mise en application effective de la mesure de domiciliation des comptes en devises ouverts dans les banques commerciales au nom des entités et projets de l'Etat, des ONG, des Missions Diplomatiques et Consulaires, des Organismes internationaux et de Coopération ou toute autre entité œuvrant au Burundi et recevant des appuis financiers extérieurs.

financières, a élaboré une méthodologie d'identification des banques d'importance systémique. Cette méthodologie a conclu que trois banques détiennent 60% du total actif du secteur bancaire. Une attention particulière a été portée sur ces dernières, surtout lors des exercices de stress test du secteur bancaire. Ces derniers ont porté sur le risque crédit et le risque de liquidité. Les résultats des stress test ont montré que le système bancaire burundais est demeuré résilient aux effets pervers de la mauvaise conjoncture, grâce notamment aux actions d'accompagnement qui ont été initiées par la Banque Centrale et aux mesures prudentielles prises.

III.4.3. Supervision de la microfinance et des établissements non bancaires

Au cours de l'année 2016, le secteur de la microfinance comprenait trente-trois (33) établissements de microfinance (EMF). Un nouvel EMF a été agréé et un autre s'est vu retiré son agrément. Six (6) points de service ont été autorisés à ouvrir dont quatre (4) agences et deux (2) guichets. Les 33 EMF agréés comprenaient 15 coopératives d'épargne et de crédit (première catégorie), 17 entreprises de microfinance (deuxième catégorie) et 1 programme de micro crédit

(troisième catégorie) en cours de liquidation. Le total actif du secteur était de 232.770,5 MBIF au 30 juin 2016 dont 199.254,8 MBIF (soit 86%) pour les IMF de la première catégorie, 33.515,6 MBIF (soit 14%) pour la deuxième catégorie. Il y a une forte concentration des actifs, quatre (4) EMF représentent 79% du total actif. Dans tout le système financier, la part du secteur de la microfinance est de 10,8% à fin juin 2016.

III.4.4. Supervision des bureaux de change

En 2016, cinquante-huit (58) bureaux de change, dont six (6) nouvellement agréés, étaient fonctionnels. La Banque a renouvelé

dix-huit (18) permis d'exploitation aux bureaux de change qui avaient suspendu leurs activités et a retiré l'agrément de

quatorze (14) bureaux de change pour non-respect de la réglementation des changes.

Le contrôle sur place des bureaux de change s'est focalisé sur l'organisation des visites au niveau de tous les bureaux de change y compris ceux de l'intérieur du pays en vue de s'assurer des taux de change appliqués et du respect des marges définies par la réglementation. En outre, la Banque a organisé des réunions avec les principaux

actionnaires et les dirigeants des bureaux de change pour les inviter à respecter le cadre réglementaire qui régit le secteur. Dans le but de renforcer et d'améliorer la supervision des bureaux de change, la Banque a initié un projet de développement d'une application informatique de gestion et de supervision, qui permettra de suivre en temps réel les opérations de change sur tout le territoire national.

III.4.5. Inclusion financière

Pour contribuer à l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des produits et services financiers formels de qualité, la BRB a créé, en son sein, depuis avril 2016, une entité dédiée à l'inclusion financière. Cette entité a, entre autres missions, la contribution à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière du Burundi (SNIF) 2015-2020, à travers, notamment, la sensibilisation sur la SNIF, la proposition de réglementations favorables à l'inclusion financière, la contribution à l'éducation financière et à la protection des consommateurs des produits et services financiers.

A cet effet, une enquête nationale sur l'offre des produits et services financiers est menée

annuellement par la BRB depuis 2014, afin d'évaluer l'évolution des indicateurs clé d'inclusion financière tels qu'établis par la première enquête nationale sur l'inclusion financière au Burundi conduite en 2012.

Par la suite, sur base des données collectées auprès des banques, microfinances et la Régie Nationale des Postes, la BRB a organisé en juin 2016 un atelier d'échange entre les parties prenantes pour présenter «le rapport annuel de l'enquête nationale sur l'offre des produits et services financiers formels-Edition 2015» dans le cadre du suivi de l'évolution de l'état des lieux de l'inclusion financière au Burundi, et pour relever les défis et les perspectives d'avenir.

III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE

Au cours de l'année 2016, la Banque s'est investie dans le processus de collecte et de traitement des statistiques des microfinances pour se conformer aux normes internationales et régionales. La Banque a poursuivi la publication de l'information statistique sur l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers les notes de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel et d'autres publications sur le site Web de la Banque: (www.brb.bi).

Dans le domaine de la recherche, des travaux relatifs à la politique monétaire ont été menés.

En effet, la recherche a particulièrement porté sur «L'impact des chocs externes sur l'efficacité de la politique monétaire» ainsi que « Les effets de la volatilité du taux de change sur l'inflation».

Les recherches thématiques sur les modèles satellites de Prévision et d'Analyse des Politiques (Forecasting and Policy Analysis System: FPAS) ont été menées dans le but de développer les modèles économétriques qui aboutiront à la détermination du taux directeur.

III.6. PROJETS DE LA BANQUE

III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

La Modernisation des Systèmes de Paiement au Burundi, une des composantes du Projet

de Développement du Secteur Financier et Privé (PSD) financé par la Banque Mondiale,

comprend la mise en place d'un système de paiement et de règlement automatisé, d'un système de paiement par cartes (monétique) et d'un système de traitement des titres. La mise en œuvre effective de ce projet permettra la promotion d'un système de paiement fiable, efficace, solide et entièrement intégré aux infrastructures du secteur financier de la Communauté Est Africaine.

II.6.1.1. Système de paiement et de règlement automatisé et dépositaire central des titres

La Banque a poursuivi la mise en œuvre du contrat d'implémentation signé entre le Projet de Développement du Secteur Financier et Privé (PSD) et la firme CMA. Les activités ont porté essentiellement sur le renforcement des capacités des banques commerciales et de la Régie Nationale des Postes ainsi que sur des tests pilotes de la solution.

III.6.1.2. Connectivité SWIFT du RTGS au système de paiement de la CEA

Dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine, le Burundi a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de réaliser la connectivité SWIFT du RTGS au système de paiement régional.

En 2016, les activités de ce projet ont porté sur la finalisation des discussions portant sur la négociation du projet de ce contrat.

III.6.2. Projet Système d'Information Bancaire

En vue d'optimiser les flux d'information, la Banque de la République du Burundi a mis en œuvre le Projet Système d'Information Bancaire(SIB) dont l'objectif principal est la mise en place d'un système comptable automatisé des opérations de la Banque pour appuyer le futur système de paiement. Les résultats attendus de ce projet sont notamment :

- La simplification des procédures;
- L'amélioration du contrôle interne par l'augmentation de la cohérence et de la fiabilité;

Il est important de signaler que le contrat est toujours en attente de signature suite à l'indisponibilité des représentants de SWIFT.

III.6.1.3. Equipement du site alternatif de la Banque

En vue de s'assurer de la continuité des activités de la Banque en cas de survenance d'un sinistre majeur à son siège, la Banque a obtenu un financement de la BAD dans le cadre du Projet d'Intégration Régionale des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine. Ce financement permettra d'acquérir des équipements du site alternatif de la Banque.

En 2016, les activités de ce projet ont essentiellement porté sur l'analyse des offres des soumissionnaires potentiels, activité qui n'a pas été finalisée en raison du nombre insuffisant de soumissionnaires et de la qualité jugée non satisfaisante des offres reçues.

III.6.1.4. Système Monétique

Au cours de l'année 2016, les travaux de mise en œuvre du projet monétique ont porté sur la finalisation du processus d'analyse des offres, la négociation et la signature des contrats y relatifs ainsi que le début effectif des travaux d'implémentation du projet. La validation des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées a permis la passation de la commande des équipements matériels et logiciels.

- La séparation bien définie des fonctions;
- L'augmentation de la productivité via l'intégration des processus bancaires, comptables et de gestion.

La mise en œuvre effective de ce projet, qui était prévue en juillet 2016, a été retardée par l'environnement politique qui a prévalu en 2015. Au cours de l'année 2016, les tests de démarrage de mise en production ont été initiés.

III.6.3. Projet renforcement de la Technologie de l'Information

III.6.3.1. Projet d'aménagement de la salle de secours de Ngozi (Disaster Recovery Center)

Au début de l'année 2016, la Banque a achevé la construction de la salle de secours à Ngozi (Disaster Recovery Center) et a procédé aux tests d'acceptation des équipements et à leur réception provisoire au mois de février 2016. La Banque a ensuite établi l'interconnexion entre le Disaster Recovery Center de Ngozi et le Data Center de Bujumbura.

Toutes les données du système de paiement, du système bancaire et celles des autres applications seront régulièrement répliquées vers Disaster Recovery Center de Ngozi, ce qui permettra de reprendre les activités de la Banque à partir de Ngozi au cas où le site de Bujumbura serait indisponible.

III.6.3.2. Gouvernance informatique

En vue de se conformer aux bonnes pratiques et normes internationales en matière de gouvernance informatique, la Banque a mis en place le projet de Gouvernance informatique. La gouvernance informatique est un cadre de gestion efficace et efficiente des ressources informatiques afin de faciliter la réalisation des objectifs de la Banque. Elle se compose de 34 processus informatiques répartis en 4 domaines fonctionnels.

Ce projet a été mis en place en 2016 selon le référentiel COBIT 5 «Control Objective of Information and Related Technology». Le projet d'implémentation de la Gouvernance Informatique à la BRB a été clôturé au mois d'août 2016 et tous les objectifs assignés à ce projet ont été atteints.

III.7. INTEGRATION REGIONALE

Au cours de l'année 2016, la Banque a participé aux différentes activités organisées dans le cadre de l'intégration régionale qui ont essentiellement porté sur le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles ainsi que le développement des projets régionaux qui vont sous-tendre ce processus.

III.7.1. Communauté Est Africaine

La Banque a pris part aux activités organisées par le Secrétariat de la CEA dans le cadre de l'harmonisation des politiques monétaires et financières au sein des pays de la région. Elle a participé aux réunions ordinaires et extraordinaires du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'Association des Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de la Communauté Est Africaine (EASRA).

Les différentes réunions organisées par le Secrétariat de la CEA avaient pour objectifs, l'évaluation des étapes franchies dans la réalisation de la convergence macroéconomique notamment

A cet effet, la Banque a participé aux réunions et ateliers organisés par le Secrétariat de la Communauté Est Africaine (CEA), le Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA), l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), etc.

l'harmonisation des politiques monétaires et budgétaires, des pratiques et réglementations des marchés financiers, de la supervision bancaire, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la gestion des risques, du système comptable et des opérations bancaires ainsi que l'état d'implémentation des systèmes de paiement. Au niveau des critères de convergence macroéconomique, le ratio du déficit budgétaire (dons compris) rapporté au PIB s'est amélioré en liaison avec l'augmentation des recettes publiques et la maîtrise des dépenses pour l'exercice budgétaire 2016. Par conséquent, le ratio de la dette publique sur le PIB est resté inférieur au plafond de 50,0%.

Tableau 45: Evolution des critères de convergence au Burundi

	2012	2013	2014	2015	2016
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	18,2	8,0	4,4	5,5	5,6
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	3,6	2,9	4,1	8,0	6,0
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	34,1	31,8	31,4	39,8	44,2
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	4,0	4,2	4,1	2,0	1,5

Source: BRB

Même si l'inflation a affiché une tendance haussière au dernier trimestre 2016, le taux d'inflation annuel est resté en dessous du seuil de 8,0% fixé dans les critères de convergence. Les réserves de change ne couvraient que 1,5 mois d'importations à fin 2016 alors que le seuil est de 4,5 mois, en liaison avec la baisse des financements extérieurs sous formes d'appuis budgétaires. Dans le cadre de l'intégration financière régionale, la Banque a poursuivi le processus de mise en place d'un cadre

légal et réglementaire devant régir les opérations sur le futur marché des valeurs mobilières en cours de mise en place. La Banque a poursuivi également les activités d'interconnexion des infrastructures du secteur financier régional. Ainsi, le Système de Règlement de Gros montant en Temps Réel (RTGS), les Dépositaires Centraux des Titres (CSD) et les Systèmes de Traitement Automatique des transactions boursières (ATS) sont opérationnels pour faciliter les transactions financières.

III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

Dans le cadre de l'intégration du Burundi au sein du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale, la Banque a participé à la réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres du COMESA dont elle assurait la deuxième vice-présidence, à Kinshasa en Août 2016.

La Banque a également participé aux différents ateliers de renforcement des capacités et de validation des recherches organisées par l'Institut Monétaire du COMESA (CMI) au Kenya.

L'objectif de la réunion du Bureau des

Gouverneurs des Banques Centrales était d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du système régional de paiements et de règlements (REPSS), l'analyse des états financiers de la Chambre de Compensation pour l'exercice qui s'est clôturé au 31 mars 2016 ainsi que le budget pour l'exercice 2017. Il a également validé les recherches menées par les Banques Centrales qui ont été commanditées par l'Institut Monétaire du COMESA au cours de l'année 2016 ainsi que la validation du programme d'activités 2017.

III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines

La Banque en tant que membre de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) a participé aux réunions annuelles du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA pour évaluer l'état d'avancement du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA). Dans cette optique, la BRB a participé aux activités préparatoires de la sous-région regroupant les pays de l'Afrique de l'Est.

Pour le Programme de Coopération Monétaire en Afrique, il a été constaté que les critères de convergence ne sont pas respectés à cause des chocs exogènes liés à la conjoncture internationale difficile, dont la chute des prix des matières premières, la baisse des dons budgétaires, l'accroissement des dépenses d'investissement visant à financer les infrastructures.

Il a été recommandé aux Etats de faire plus d'efforts à travers la mobilisation des ressources intérieures pour ne pas dépendre des revenus des matières premières et des appuis extérieurs sous formes de dons.

Dans un Séminaire Continental de l'ABCA organisé à Nairobi en août 2016,

III.8. GESTION DES RISQUES

Dans l'objectif de s'aligner aux normes internationales de gestion des risques, la Banque a élaboré une cartographie des risques inhérents à ses activités et opérations.

A cet égard, la Banque a élaboré un cadre réglementaire (charte et procédures) de la gestion des risques qui a été adopté par le Conseil Général de la Banque. La charte

III.9. AUTRES ACTIVITES

Dans l'objectif d'accomplir ses missions, la Banque a accompli d'autres activités axées principalement sur les domaines: juridique, logistique et sécurité, la comptabilité et les technologies de l'information. De même, dans le cadre du renforcement de la

il a été recommandé aux présidents de chaque sous-région d'affiner l'étude sur l'harmonisation des critères de convergences macroéconomiques qui va permettre l'implémentation d'un même programme de coopération monétaire en Afrique.

définit les bases déontologiques de gestion des risques tandis que les procédures détaillées de gestion de risques retracent les rôles et les responsabilités des parties prenantes à suivre quant à l'identification, l'évaluation et le traitement des vulnérabilités de la Banque.

coopération avec les institutions partenaires régionales et internationales, la Banque a participé dans les réunions, les assemblées régionales et internationales et autres rencontres auxquelles elle était invitée.

IV.1. Administration

L'exercice 2016 a été marqué par un grand changement organisationnel de la BRB pour lui permettre de mieux s'adapter à l'environnement afin d'accomplir efficacement ses missions statutaires. Toutefois, en vertu de la Loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, les organes statutaires sont demeurés inchangés.

IV.1.1. Structure organisationnelle

En vertu de l'Ordre de Service N°07/2016 du 08 avril 2016, l'organigramme de la Banque a été enrichi par la mise en place des Directions et des Cellules. Ce nouvel organigramme permettra à la Banque d'accroître son efficacité, notamment par la délégation des pouvoirs, la décentralisation de la gestion, le renforcement du suivi de proximité des activités ainsi que l'amélioration de la collaboration horizontale entre les organes. Ainsi, la structure nouvellement adoptée comprend 3 Conseillers de la Direction, 3

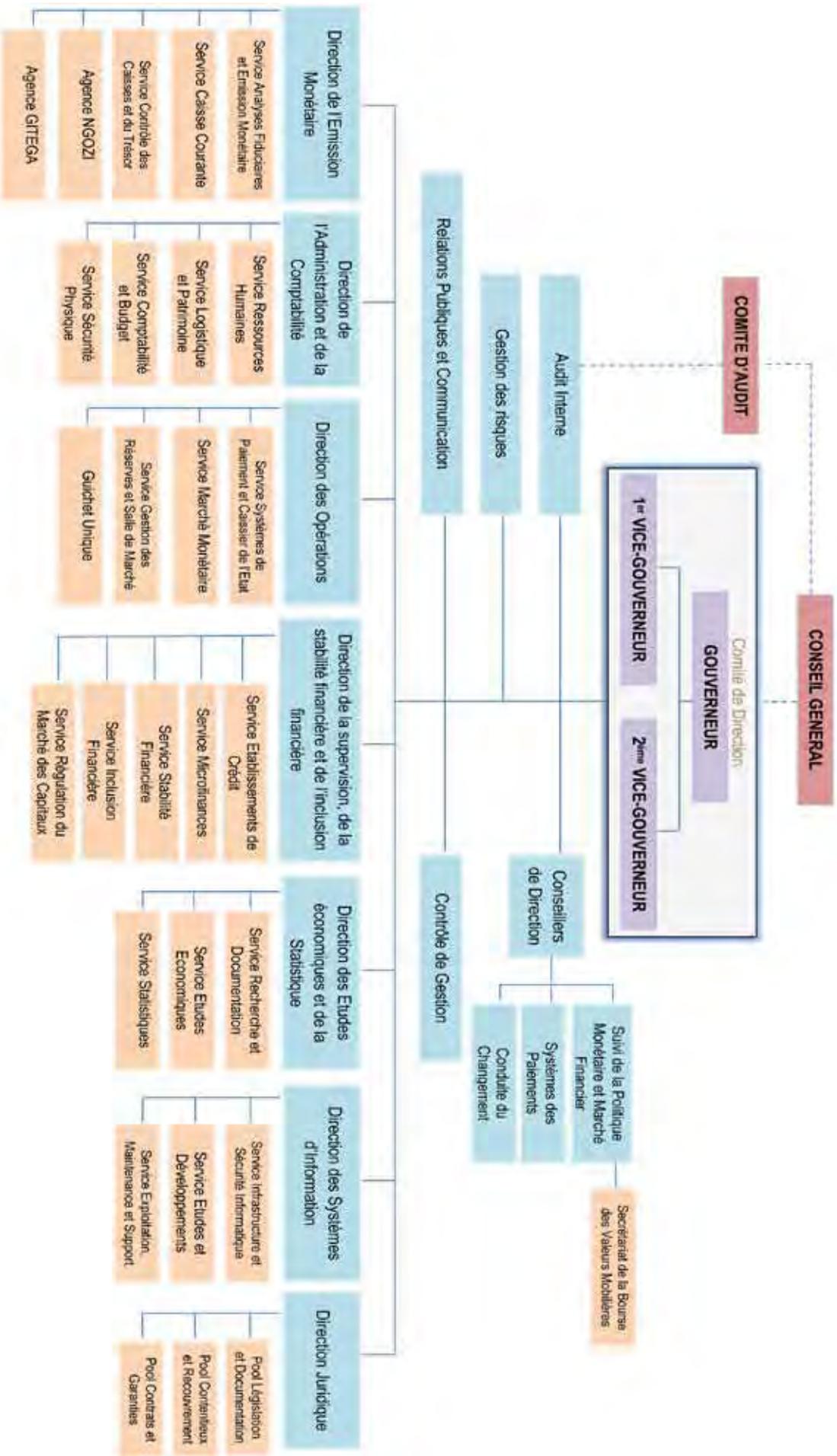
Cellules et 7 Directions. Les conseillers de Direction se partagent les tâches définies dans les domaines suivants: (i) Politique Monétaire et Marché Financier, (ii) Systèmes de Paiement et (iii) Conduite du Changement.

Les 3 cellules sont respectivement chargées du (i) Contrôle de Gestion, de la (ii) Gestion du Risque et de la (iii) Communication et les Relations Publiques.

Les directions nouvellement créées sont :

- Direction de l'Administration et de la Comptabilité ;
- Direction des Opérations;
- Direction de la Supervision, de la Stabilité Financière et de l'Inclusion Financière ;
- Direction des Etudes Economiques et de la Statistique ;
- Direction des Systèmes d'Information ;
- Direction de l'Emission Monétaire ;
- Direction Juridique.

Schématiquement, le nouvel organigramme de la Banque se présente comme suit:



Dans la nouvelle structure, chaque Direction a des services sous sa responsabilité; les Agences de Ngozi et Gitega dépendent de la Direction de l'Émission Monétaire.

En plus du nouvel organigramme, la Banque a mis en place deux nouveaux Comités Techniques à savoir:

1. Le Comité de la Gouvernance Informatique qui est chargé de la mise en œuvre des projets informatiques, l'acquisition et le transfert effectif des connaissances au personnel de la Banque, la restructuration optimale de

IV.1.2. Conseil Général

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et cinq membres, tous nommés par décret en raison de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil Général de la Banque a tenu six réunions qui ont notamment porté sur l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2015 et sur l'affectation du résultat dégagé à la fin de cet exercice.

Le Conseil Général a ensuite examiné le rapport annuel de la Banque pour l'exercice

IV.1.3. Comité de Direction

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque, préside le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, nomme aux fonctions de la Banque et la représente vis-à-vis des tiers. Le Gouverneur et les deux Vice-Gouverneurs sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour un mandat de cinq ans renouvelables.

la Banque, le contrôle strict des coûts d'exploitation de la Banque résultant de la mise en œuvre de ces projets et les transformations y associées dans tous les Services;

2. Le Comité interne de Stabilité Financière qui est chargé d'analyser la situation du secteur financier et les risques systémiques susceptibles de nuire à la stabilité financière dans son ensemble à travers l'analyse des indicateurs macroprudentiels.

2015, le rapport d'audit externe de l'année 2015 réalisé par le Cabinet Grant Thornton et le rapport du Comité d'Audit sur ses activités relatives à l'exercice 2015.

Le Conseil Général a aussi analysé les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change portant sur les trois premiers trimestres de l'année 2016 ainsi que les rapports du Comité de Politique Monétaire de l'exercice 2016.

Le Conseil Général a approuvé les états financiers de la Banque arrêtés au 31 mars, au 30 juin et au 30 septembre 2016. Il a ensuite procédé à la révision budgétaire 2016 et a analysé et adopté les prévisions budgétaires pour l'année 2017. Le Conseil Général a également analysé et a adopté le cadre réglementaire de gestion des risques

Le Comité de Direction a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. Plusieurs sujets ont été abordés, notamment l'analyse des rapports du Comité Technique de Politique Monétaire, des états financiers trimestriels de la Banque, des rapports d'audit, du rapport annuel exercice 2015, de la révision budgétaire de l'exercice 2016 et le budget de l'exercice 2017.

IV.1.4. Organes de contrôle

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de:

- Comité d'Audit ;
- Auditeurs Internes ;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2016, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette dernière indique les pouvoirs et les responsabilités dudit Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu quatorze réunions, dont treize étaient en rapport avec les activités de l'audit interne tandis qu'une était relative aux travaux de l'audit externe.

De leur côté, les auditeurs internes et externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'Audit Interne consiste à conduire des missions d'audit des activités de la Banque en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et de formuler des recommandations permettant de maîtriser ces risques.

Se fondant sur son manuel des procédures, l'Audit Interne s'est de nouveau basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques. En l'absence d'outils automatisés

appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP), qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions de la Direction.

Le plan d'audit de l'année 2016 comptait 14 objets d'audits, dont 5 choisis en fonction de leurs niveaux de risque, 5 étant des audits à caractère répétitif et 4 qui n'avaient pas été finalisés en 2015. L'Audit Interne s'est alors attelé à la réalisation des missions d'audit inscrites dans ce plan tout en répondant aux sollicitations à donner des avis sur des aspects spécifiques ponctuels.

A fin décembre 2016, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2016 se situait à 71 p.c. En effet, 4 objets d'audit étaient encore en cours de réalisation. Ils concernaient :

- Le marché de liquidité : la prévision, le financement, le déroulement et la finalité,
- L'achat d'or aux producteurs,
- L'audit des états financiers à fin juin 2016 et
- L'audit des états financiers à fin décembre 2016 en collaboration avec les auditeurs externes.

L'audit externe des états financiers 2016 a été effectué par le Cabinet Mazars Cameroun et portait sur le résultat global, les capitaux propres et les flux de trésorerie pour l'exercice 2016.

IV.1.5. Plan Stratégique de la Banque

L'année 2016 a été marquée par la poursuite des activités du Plan Stratégique 2013-2015 qui n'ont pas été achevées et par l'élaboration du nouveau Plan de la période 2017-2019.

En effet, constitué de 6 axes stratégiques déclinés en 32 objectifs stratégiques, en 87 objectifs opérationnels et 357 activités, le

Plan Stratégique 2013-2015 a été réalisé, à fin décembre 2016, à un taux de 79% contre 69% à fin décembre 2015.

La majorité des objectifs fixés ont été atteints tandis que d'autres, dépendant de la finalisation de certaines réformes au sein de la Banque ou des partenaires externes, l'ont

été partiellement. Certaines activités, qui n'ont pas été réalisées, ont été reconduites dans le Plan Stratégique 2017-2019.

En effet, l'année 2016 a également coïncidé avec l'élaboration du Plan Stratégique 2017-2019. L'élaboration de ce dernier a introduit de nouvelles améliorations pour prendre en considération les différentes recommandations des parties prenantes au processus de planification en vue de consolider la vocation participative du processus.

La vision retenue pour le Plan Stratégique 2017-2019 reste: « Être une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

Cette vision a été déclinée en cinq orientations stratégiques qui consistent à:

- Développer un cadre analytique, statistique et opérationnel pour appuyer

la transition vers la mise en œuvre d'une politique monétaire basée sur le ciblage d'inflation;

- Renforcer la supervision des institutions assujetties et développer les fonctions de stabilité et inclusion financière;
- Promouvoir un système de paiement national moderne, fiable, efficient, solide et intégré au niveau national et régional;
- Renforcer l'optimisation des ressources et les aligner aux priorités stratégiques de la Banque;
- Promouvoir un cadre de gouvernance répondant aux meilleures pratiques.

En liaison avec ces orientations, 47 objectifs stratégiques déclinés à leur tour en 98 objectifs opérationnels ont été définis et 405 activités ont été planifiées et constituent la feuille de route de la Banque pour les trois années à venir.

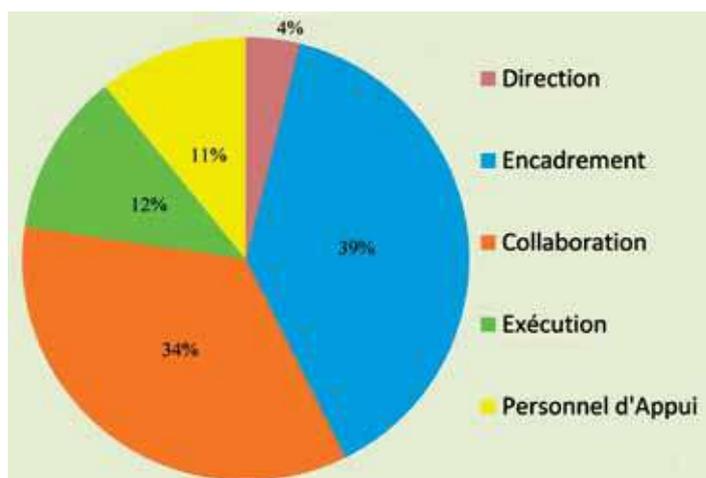
IV.1.6. Gestion des ressources humaines

IV.1.6.1. Effectif

L'effectif du personnel de la Banque à fin décembre 2016 s'élevait à 666 contre 638 unités l'année précédente, soit une progression de 4,4%. La Banque a enregistré 3 réintégrations, 47 recrutements et 22

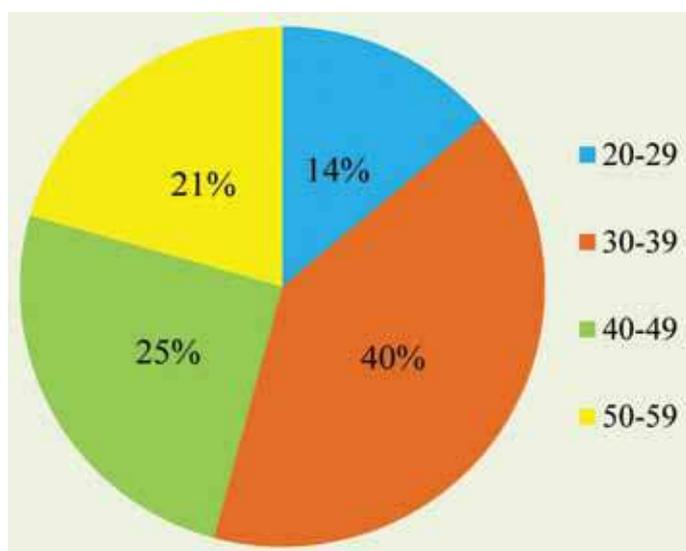
départs pour diverses raisons dont 13 retraités en 2016. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories du personnel de collaboration et d'encadrement sont prédominantes dans l'effectif de la Banque.

Graphique 13 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories



Par rapport à l'année précédente, la part du personnel d'encadrement a augmenté, passant de 34 à 39% tandis que la part du personnel de collaboration a diminué, revenant de 36 à 34%. La répartition du personnel par tranches d'âge montre que 79,0% du personnel de la Banque est compris entre 20 et 49 ans tandis que 21% du personnel dépasse l'âge 50 ans.

Graphique 14 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



Le personnel féminin représente 38,4% de l'effectif total de la Banque et s'est presque stabilisé par rapport à l'exercice 2015 où il représentait 38,2%.

IV.1.6.2. Politique sociale

La Banque a continué à accorder des prestations et avantages sociaux à son personnel, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur en vue d'assurer l'épanouissement et le bien-être de son personnel.

IV.1.6.3. Formation

Dans le but de renforcer les capacités du personnel, la Banque a poursuivi sa

politique de renforcement des capacités de son personnel à travers les formations organisées par les instituts régionaux de la CEA, COMESA, les centres régionaux du FMI etc. Ces formations visent notamment l'harmonisation du cadre de conduite de la politique monétaire, financière et budgétaire. En plus des formations de courte durée, la Banque a également envoyé son personnel en formation diplômante de Master dans les universités africaines et occidentales.

IV.2. Les comptes de la Banque

IV.2.1. Bilan

Au terme de l'année 2016, le total du bilan s'est accru de 24%, passant de 1.140.304,3 à 1.410.136,7 MBIF à fin décembre 2016. Cet accroissement a principalement porté,

à l'actif, sur les créances sur l'Etat qui a contrebalancé la baisse des créances sur l'étranger et, au passif, sur les engagements envers le FMI et les dépôts du secteur gouvernemental.

Tableau 46 : Bilan de la Banque de la République du Burundi (en Milliers de BIF)

A C T I F			P A S S I F		
	Au 31.12.2015	Au 31.12.2016		Au 31.12.2015	Au 31.12.2016
CREANCES SUR L'ETRANGER	392 562 146	469 572 428	BASE MONETAIRE	318 894 749	411 386 787
Encaisse monnaies étrangères	24 263 145	54 356 404	Billets et pièces en circulation	230 723 055	267 512 459
Avoirs extérieurs	195 560 003	65 908 249	Dépôts du secteur bancaire	84 351 015	134 302 800
Avoirs en or	1 660 327	1 893 065	Dépôts des établissements financiers	3 820 678	9 571 528
Correspondants à vue	48 812 873	40 398 306			
Correspondants à terme	56 599 550	0			
Avoirs en DTS	88 116 090	19 330 205	DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL	193 555 972	249 591 126
Suspens en devises	269 988	61 325			
Provisions versées pour crédocs	101 176	4 225 349			
Quote part au FMI	172 738 997	349 307 774	Dépôts de l'administration centrale en bif	115 796 769	141 015 546
			Dépôts de l'administration centrale en devises	56 042 259	88 041 973
			Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	21 716 944	20 533 607
CREANCES SUR L'ETAT	641 724 669	752 299 748	DEPOTS DIVERS	8 032 936	15 055 371
		110 575 078			
Avances ordinaires	273 246 031	134 973 131	Dépôts à l'importation	5 645 153	12 385 003
Dette extraordinaire	126 642 923	122 945 319	Autres Engagements	2 387 784	2 670 368
Avance spéciale/allocation de DTS	241 835 716	494 381 298			
		252 545 582			
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS	21 800 000	89 000 000	ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI	524 205 130	631 364 930
			FMI-FRPC	186 602 984	159 229 907
Créances sur les banques commerciales	21 800 000	89 000 000	Compte FMI n° 1	7 903 242	7 703 242
Créances sur les établissements financiers	0	0	Allocation des DTS	165 671 249	167 507 789
Créances sur les banques en liquidation	887 842	887 842	Comptes titres FMI	159 885 614	308 891 383
Provision pour dépréciation des prêts	-887 842	-887 842	Comptes d'ajustement de valeur	4 142 042	-11 967 392
TITRES DE PARTICIPATION	0	0	ENGAGEMENTS EXTERIEURS	2 541 062	1 770 756
			Dépôts des non résidents en BIF	2 290 982	1 313 183
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9 380	9 380	Dépôts des non résidents en monnaies étrangères	188 187	422 883
Participation B.C.C.			Dépôts des résidents	0	0
Participation S.I.P.	20 000	20 000	Valeurs à payer en devises	61 893	34 691
Provisions pour dépréciations d'actifs	-29 380	-29 380			
			AUTRES PASSIFS	4 792 768	10 528 618
AUTRES ACTIFS	39 799 809	46 677 718	Provisions	3 552 882	4 520 547
			Valeurs à payer à vue	1 095 072	3 237 025
		6 877 909	Créditeurs divers	144 813	2 771 047
Achat d'or aux producteurs	15 157 765	21 777 059			
Acomptes sur commandes	1 634 273	2 822 932			
Comptes suspens	76 506	190 888			
Provisions pour créances douteuses	-1 264 536	-1 806 988	FONDS PROPRES	88 281 636	90 439 142
Autres créances	24 195 801	23 693 827	Capital social	11 000 000	11 000 000
			Fonds de réserves générales	38 426 594	37 822 024
IMMOBILISATIONS	44 417 628	52 586 837	Réserves spéciales	1 863 562	1 863 562
			Réserves au titre de l'écart de change	5 223 675	5 223 675
			Ecart de réévaluation	31 331 282	31 331 282
			Résultat	436 523	3 198 600
TOTAL	1 140 304 253	1 410 136 731	TOTAL	1 140 304 253	1 410 136 731

Source : BRB

IV.2.1.1. Actif

L'actif est principalement constitué par les créances sur l'étranger, les créances sur l'Etat, les créances sur les banques et autres institutions financières, les immobilisations et les autres actifs.

IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Par rapport à fin décembre 2015, le niveau des avoirs extérieurs à fin décembre 2016 a diminué de 129.651,8 MBIF, s'établissant à 65.908,2 contre 195.560,0 MBIF. Cette diminution s'explique par le recul de tous les postes de cette rubrique à l'exception des avoirs en or qui ont augmenté de 232,74 MBIF.

IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat

S'établissant à 752.299,75 MBIF à fin 2016 contre 641.724,67 MBIF l'année précédente, les créances sur l'Etat ont augmenté de 17,2% suite principalement à l'augmentation de l'avance spéciale sur allocation des DTS (+252.545,58 MBIF) qui est passée du simple au double en dépit d'un net recul des avances ordinaires (-50,6%) d'une année à l'autre.

IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers

Les créances sur les banques commerciales au

IV.2.1.2. Passif

Le passif du bilan est constitué principalement par la base monétaire, les dépôts du secteur gouvernemental, les engagements envers le FMI et les fonds propres.

IV.2.1.2.1. Base monétaire

Par rapport à fin décembre 2015, la base monétaire s'est accrue de 29,0 %, passant de 318.894,6 à 411.386,8 MBIF en liaison avec la hausse des billets et pièces en circulation (36.789,4 MBIF, soit 15,9%) et des dépôts du secteur bancaire (49.951,8 MBIF, soit 59,2%).

IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Au 31 décembre 2016, les dépôts du secteur gouvernemental ont progressé de 56.035,2

31 décembre 2016 ont augmenté, s'établissant à 89.000 contre 21.800 MBIF au 31 décembre 2015. Cette progression s'explique par les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises par la BRB pour permettre aux banques de financer l'activité économique. En effet, les apports normaux de liquidité se sont établis à 87.000 MBIF à fin 2016 contre 19.800 MBIF à fin 2015, soit une hausse de 67.200 MBIF.

IV.2.1.1.4. Autres actifs

Par rapport à fin décembre 2015, la rubrique «Autres actifs» a augmenté de 6.877,91 MBIF, passant de 39.799,81 à 46.677,72 MBIF, soit un accroissement de 17,3%, en liaison avec l'augmentation de l'achat d'or aux producteurs (+6.619,29 MBIF) et de l'acompte sur commande (+1.188,66 MBIF).

IV.2.1.1.5. Immobilisations

La valeur brute des immobilisations corporelles s'est établie à 52.586 MBIF au 31 décembre 2016 contre 44.417 MBIF à fin décembre 2015, soit une augmentation de 8.169 MBIF en rapport avec l'acquisition de nouvelles immobilisations.

MBIF, soit un accroissement de 29,0% par rapport à fin décembre 2015. En effet, la hausse des dépôts des administrations centrales en BIF (+25.218,78 MBIF) et celle de l'administration centrale en monnaies étrangères (+31.999,36 MBIF) a contrebalancé la baisse des dépôts des administrations locales, agences gouvernementales et organismes publics en monnaies étrangères (-1.183 MBIF).

IV.2.1.2.3. Dépôts divers

Les dépôts divers se sont accrus de 7.022,4 MBIF, s'établissant à 15.055,4 à fin décembre 2016 contre 8.032,9 MBIF l'année précédente. Cette hausse a concerné les dépôts à

l'importation qui ont augmenté de 6.739,8 MBIF, les dépôts litigieux et les dépôts divers ont augmenté de 162,95 et 119,63 MBIF respectivement.

IV.2.1.2.4. Engagements envers le FMI

Par rapport à fin décembre 2015, les engagements envers le FMI à fin décembre 2016 ont progressé de 20,4%, passant de 524.205,1 à 631.364,9 MBIF. Cette augmentation a résulté principalement de l'évolution du Compte-Titres FMI (+149.005,8 MBIF).

IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs

S'établissant à 1.770,8 MBIF à fin décembre 2016 contre 2.541,1 MBIF au 31 décembre 2015, les engagements extérieurs ont régressé de 770,31MBIF.

IV.2.2. Comptes de Résultat

Au 31 décembre 2016, le résultat global de la Banque s'est accru de 2.762,1MBIF, s'établissant à 3.198,6 MBIF contre 436,5 MBIF à fin décembre 2015. Cet accroissement

IV.2.1.2.6. Autres passifs

A fin décembre 2016, la rubrique «autres passifs» a augmenté de 5.735,8 MBIF par rapport à fin décembre 2015, passant de 4.792,8 à 10.528,6 MBIF à fin décembre 2016. Cet accroissement est lié notamment à l'augmentation des valeurs à payer à vue (+2.141,9MBIF) et des subventions d'équipement reçues (+2.621,9 MBIF).

IV.2.1.2.7. Fonds propres

Par rapport à fin 2015, le total des fonds propres a augmenté de 2.157,5 MBIF (soit 2,4%), passant de 88.281,6 à 90.439,1 MBIF. Cette augmentation des fonds propres est principalement attribuable au résultat de l'exercice 2016 qui s'est accru de 2.762,1 MBIF par rapport à celui de fin décembre 2015.

du résultat global a résulté de l'augmentation du résultat d'exploitation (+6.629,2 MBIF), le résultat sur fluctuation de change ayant diminué de 3.867,1 MBIF.

Tableau 47 : Comptes de résultat (en MBIF)

	31/12/2015	31/12/2016
Intérêts perçus	20 952 662 824	20 676 547 789
Intérêts payés	92 364 271	102 270 284
Intérêts nets	20 860 298 553	20 574 277 505
Frais et commissions nets	312 805 958	720 738 159
Produits nets sur opérations de change	4 189 350 208	7 782 785 502
Autres produits d'exploitation	1 192 611 322	732 931 948
Produits d'exploitation	26 555 066 041	29 810 733 114
Charges d'exploitation	26 113 329 334	22 739 787 117
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	441 736 707	7 070 945 997
Résultat sur fluctuation des cours de change	-5 213 222	-3 872 346 111
RESULTAT GLOBAL	436 523 485	3 198 599 886

Source : BRB

Par rapport à l'année 2015, l'augmentation des produits d'exploitation (29.810,7 MBIF contre 26.555,1 MBIF) est lié principalement aux produits nets sur les opérations de change (+3.593,4 MBIF) et aux frais et commission nets (+407,9 MBIF) qui se sont accrus tandis que les intérêts nets (-286 MBIF) et les autres produits d'exploitation (-459,7 MBIF) se sont contractés.

Au cours de l'année 2016, les charges d'exploitation de la Banque se sont contractées de 3.373,5MBIF, revenant de 26.113,3 à 22.739,8 MBIF. Cette baisse a porté principalement sur les frais de fabrication des billets et pièces (-5 310, 4 MBIF), les frais de voyage et de mission (-213,3 MBIF), les cotisations diverses (-151,4 MBIF), les charges diverses (-60,5 MBIF), et les honoraires (-58,4 MBIF).

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'activité économique a repris au cours de l'année 2016 après une récession enregistrée en 2015. Cette reprise a été soutenue par l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire tandis que le secteur primaire a pâti des effets néfastes de la sécheresse qu'a connue le pays vers la fin de l'année 2016. Cette reprise de l'activité économique s'est accompagnée par l'amélioration notamment des finances publiques, des réserves de changes ainsi que de la liquidité bancaire.

Dans le but de stimuler les banques commerciales à financer les secteurs productifs, la Banque de la République du Burundi a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en 2015 tout en veillant à la stabilité des prix qui est la principale mission de la Banque.

En assouplissant les conditions de refinancement, la Banque de la République du Burundi a permis aux banques commerciales d'avoir une abondance de liquidité pour financer le secteur privé et

gouvernemental à travers le marché des titres publics. Malgré l'assouplissement des conditions de refinancement des banques, la BRB a renforcé la surveillance prudentielle pour maintenir la solidité financière du secteur bancaire.

Au niveau de la politique de change, la BRB a veillé au respect de l'article 14 de la loi budgétaire 2016 stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi. Pour faciliter les importations de produits stratégiques tels que le carburant, les médicaments, les engrais chimiques, les matières premières etc. La BRB a intensifié ses interventions sur le marché interbancaire de devises.

Pour l'année 2017, la BRB reste toujours engagée à mener une politique monétaire et de change visant à soutenir la croissance économique tout en veillant à la stabilité macroéconomique.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2012	2 013	2014	2015	2016
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	20 335	19 256	11 376	3 967	9 541
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	23 845	10 769	14 923	17 454	14 326
Thé	T	9 134	9 074	10 532	10 945	10 235
Coton	T	1 623	2 238	2 457	2 300	2 020
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	Hl	2 041 379	2 143 902	2 211 492	2 061 903	2 080 221
Huile de coton	Litre	47 790	38 101	18 148	21 360	41 280
Riz (1)	T	349	592	592	1 136	1 342
Cigarettes	('000)	650 350	603 975	538 965	815 265	887 475
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	23 168	25 821	21 543	22 997	23 656
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Films en polyéthylène	Kg	-	-	-	-	-
Savons						
- de ménage	T	9 388	13 476	14 106	16 315	16 684
- de toilette	T	274	270	315	305	560
Peinture	T	681	716	822	673	697
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	47 071	35 107	25 591	26 660	20 840
Mousse	Matelas (3)	16 612	15 600	13 522	11 354	12 440
Casiers en plastique	Unité	592 829	322 916	877 060	586 045	413 834
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX						
DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
Tubes en PVC		Kg	65 096	100 630	95 681	180 765
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Clous	T	-	-	-	-	-
Tôles ondulées	Pièces	-	-	-	-	-
Profilés acier (2)	T	22	24	21	11	15
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES						
Papiers hygiéniques	Rouleau	-	-	-	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).
(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".
(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
A. RECETTES ET DONNS	705 729,5	841 657,8	877 040,5	736 322,0	757 076,5
1. RECETTES	550 780,0	566 995,8	663 212,0	594 432,2	638 058,1
Recettes fiscales	491 878,8	524 539,6	572 207,3	543 666,1	584 607,6
Recettes non fiscales	34 879,7	37 762,5	83 819,1	47 004,2	53 328,2
Recettes exceptionnelles	24 021,5	4 693,7	7 185,6	3 761,8	122,3
2. DONNS	154 949,5	274 662,0	213 828,5	141 889,8	119 018,4
Dons courants	74 684,9	118 849,5	46 942,5	54 252,1	-
Dons en capital	80 264,6	155 812,5	166 886,1	87 637,7	119 018,4
B. DEPENSES	827 237,0	953 819,7	1 059 286,0	1 090 451,2	1 044 038,7
a. Dépenses courantes	591 980,3	689 116,6	721 597,6	901 959,0	783 014,0
Dépenses sur biens et services	385 925,2	413 726,9	434 411,0	596 496,9	512 645,4
Salaires	282 162,4	295 659,5	314 387,2	322 820,1	359 088,0
Achats de biens et autres services	103 762,8	118 067,4	120 023,8	273 676,8	153 557,4
Subventions et autres transferts	163 199,3	225 486,3	234 393,5	247 643,6	219 550,8
Paiements d'intérêts	30 408,8	29 126,3	35 765,5	40 632,4	35 127,8
Dépenses sur les fonds spéciaux	12 446,9	20 777,1	17 027,5	17 186,1	15 690,0
Autres	-	-	-	-	-
SOLDE COURANT HORS DONNS	-65 221,8	-126 814,5	-65 571,2	-311 288,7	-145 078,2
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	113 749,2	152 541,2	155 442,9	-165 637,1	-25 937,5
b. Dépenses en capital	235 256,8	264 703,1	337 688,4	188 492,2	261 024,7
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-276 457,1	-386 823,9	-396 074,0	-496 019,0	-405 980,6
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits constatés)	-121 507,5	-112 161,9	-182 245,5	-354 129,3	-286 962,2
C. FINANCEMENT	121 507,5	112 161,9	182 245,5	354 129,2	286 962,2
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	100 479,5	5 906,1	58 358,6	6 920,9	17 917,4
Tirages	64 156,8	13 860,4	65 222,8	13 551,0	24 725,1
Moins les amortissements de la dette extérieure	-7 529,7	-7 954,3	-6 864,2	-6 630,1	-6 807,7
Variation des arriérés	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	43 852,4	-	-	-	-
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	34 058,1	57 240,1	155 146,4	370 627,0	269 263,2
a. Secteur bancaire	13 029,5	45 915,1	147 023,0	327 066,5	233 402,4
b. Secteur non bancaire	21 028,6	11 325,0	8 123,4	43 560,5	35 860,8
3. ERREURS ET OMISSIONS	-13 030,1	49 015,7	-31 259,5	-23 418,7	-218,4

Source : MFBP

**ANNEXE 3 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER
(EN MBIF)**

	Encours fin 2015	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2016
A. DETTE DIRECTE	688 985,1	24 725,1	15 152,6	7 162,8	6 334,2	721 700,0
AID	249 093,55	0,0	3 745,01	2 931,83	1 333,57	249 906,7
BAD	1 148,96	-	17,11	-	-	1 166,1
BADEA	44 521,46	-	1 962,07	1 106,65	-	45 376,9
FAD	41 849,64	-	629,52	332,78	150,26	42 146,4
FIDA	78 782,59	-	1 172,92	-	-	79 955,5
FOND KOWEITIEN	35 471,17	-	154,56	-	88,81	35 625,7
FONDS SAOUDIEN	60 164,54	-	744,15	-	1 385,78	60 908,7
JAPON	-	-	-	-	-	0,0
OPEP	108 581,86	24 448,32	5 552,50	2 791,51	2 259,52	135 791,2
UE	-	-	-	-	-	0,0
AUTRES	69 371,28	276,77	1 174,79	-	1 116,22	70 822,8
2. DETTE RETROCEDEE	2 249,4	0,0	31,9	133,2	27,2	2 148,1
FONDS ABU DHABI	2 249,40	-	31,87	133,15	27,19	2 148,1
TOTAL	691 234,5	24 725,1	15 184,5	7 295,9	6 361,3	723 848,1

Source : MFBP

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR (EN MBIF)

	Encours fin 2015	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2016
I. DETTE DIRECTE	688 985,1	24 725,1	15 152,6	7 162,8	6 334,2	721 700,0
A. Equipements publics	326 194,7	2 383,2	5 874,8	1 444,4	3 262,8	333 008,3
1. Transport	267 288,3	2 383,2	6 374,3	994,3	2 895,6	275 051,5
a) Routes	267 288,3	2383,2	6 374,3	994,3	2 895,6	275 051,5
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	40 797,7	-	620,0	450,1	150,2	40 967,7
3. Divers	18 108,7	-	-1 119,5	-	217,0	16 989,2
B. Secteurs productifs	122 935,7	4 002,4	3 692,0	1 063,0	1 402,8	129 567,2
1. Agriculture et Elevage	79 743,2	3 725,7	1 757,5	1 063,0	503,6	84 163,4
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	0,0
3. Industrie	-	-	-	-	-	0,0
4. Mines et Energie	43 192,5	276,8	1 934,5	-	899,2	45 403,8
C. Secteur social	52 726,2	-	785,7	939,9	484,3	52 572,0
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	52 726,2	-	785,7	939,9	484,3	52 572,0
D. Divers	187 128,5	18 339,4	4 800,2	3 715,5	1 184,2	206 552,6
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	0,0
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 374,0	-	20,5	-	-	1 394,5
5. Autres	185 754,5	18 339,4	4 779,7	3 715,5	1 184,2	205 158,1
II. DETTE RETROCEDEE	2 249,4	-	31,9	133,2	27,2	2 148,1
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	0,0
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	0,0
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	0,0
B. Secteurs productifs	2 249,4	-	31,9	133,2	27,2	2 148,1
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	0,0
2. Agro-Industrie	2 249,4	-	31,9	133,2	27,2	2 148,1
3. Energie	-	-	-	-	-	0,0
OTAL	691 234,5	24 725,1	15 184,5	7 295,9	6 361,4	723 848,1

Source : MFBP

ANNEXE 5 : EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
B.R.B.	66 928,9	118 133,8	128 675,9	-132 985,6	-162 073,8
- Avoirs extérieurs	485 025,5	501 323,5	501 214,7	221 829,6	166 434,7
Or	2 482,1	1 943,7	1 802,0	1 660,3	1 893,1
DTS	199 698,5	182 851,4	183 917,8	88 116,1	19 330,2
Tranche de réserve FMI	856,0	858,2	810,4	808,1	44 971,7
Devises	274 465,8	309 703,3	306 201,0	129 945,5	94 816,0
Autres créances	7 523,1	5 966,9	8 483,5	1 299,6	5 423,7
- Engagements extérieurs	418 096,6	383 189,7	372 538,8	354 815,2	328 508,5
BANQUES COMMERCIALES	129 708,8	111 622,3	51 849,4	57 115,5	-14 449,3
- Avoirs extérieurs	192 680,5	201 411,2	199 601,2	207 089,0	125 486,1
- Engagements extérieurs	62 971,7	89 788,9	147 751,8	149 973,5	139 935,4
TOTAL	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1

Source : BRB

ANNEXE 6 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS EXTERIEURS NETS	66 928,9	118 133,8	128 675,9	-132 985,6	-162 073,8
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	285 507,4	229 474,0	263 591,1	452 581,6	509 226,2
- Secteur gouvernemental net	285 691,0	235 078,7	269 005,7	459 816,2	511 160,8
- Fonds d'égalisation	183,6	5 604,7	5 414,6	7 234,6	1 934,6
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	2 000,0	21 800,0	89 000,0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	-	-	-	-	-
CREANCES SUR LES SOCIETES	-	-	-	-	-
A PARTICIPATION PUBLIQUE	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	9 039,4	11 040,0	12 103,3	14 933,9	15 731,0
AUTRES POSTES NETS	-18 691,1	4 581,5	48 111,4	62 913,5	73 689,5
AVOIRS = ENGAGEMENTS	342 804,6	363 249,3	454 501,7	419 263,4	525 592,9
BASE MONETAIRE	267 286,1	306 586,1	355 001,0	324 508,2	419 224,0
- Circulation fiduciaire	198 246,9	211 683,7	227 340,9	230 723,7	267 512,5
- Dépôts du secteur bancaire	39 879,9	82 710,8	120 095,4	84 351,0	134 302,8
- DÉPÔTS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	2 827,5	2 674,0	1 624,7	2 209,5	3 575,7
- DÉPÔTS DES SOCIÉTÉS À PARTICIPATION PUBLIQUE	3 234,3	3 566,2	3 555,9	4 368,5	6 509,8
- AUTRES ENGAGEMENTS À VUE	23 097,5	5 951,4	2 384,1	2 855,5	7 323,2
DEPOTS A L'IMPORTATION	15 658,2	7 533,0	9 222,6	5 645,1	12 385,0
FONDS PROPRES	59 860,3	49 130,2	90 278,1	89 110,1	93 983,9

Source : BRB

ANNEXE 7 : BILAN CONSOLIDE DES BANQUES COMMERCIALES (EN MBIF)

	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
AVOIRS EXTERIEURS NETS	129 707,5	111 622,3	51 849,4	57 115,5	-14 481,0
RESERVES	70 772,4	107 189,0	146 489,8	109 488,4	168 106,2
- Caisse	24 388,5	24 198,0	27 525,7	23 421,2	31 725,5
- Dépôts à la BRB en FBu	28 968,0	68 620,5	105 053,6	72 989,1	122 621,1
- Dépôts à la BRB en ME	17 415,9	14 370,5	13 910,5	13 078,1	13 759,6
Créances sur les établissements financiers	143,8	143,8	143,9	143,9	143,9
Crédit intérieur	572 464,2	660 313,0	794 633,5	907 061,3	1 081 987,9
- Créances nettes sur l'Etat	-10 225,6	39 894,0	118 662,5	235 932,6	409 910,2
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-9 660,5	-9 056,5	-9 410,5	-8 972,3	-16 378,7
- Créances sur les Ad.loc.	1 057,9	2 469,2	3 449,3	27,1	57,6
- Créances sur les sociétés à participation publique	6 830,8	8 510,4	10 820,5	6 512,1	7 153,4
- Créances sur le secteur privé	584 461,6	618 495,9	671 111,7	673 561,8	681 245,4
Reprise de liquidité	6 800,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets	42 524,4	43 863,2	46 706,3	-601,8	-40 413,3
AVOIRS = ENGAGEMENTS	822 412,3	923 131,3	1 039 822,9	1 073 207,3	1 195 343,7
Crédit de la Banque centrale	0,0	0,0	0,0	19 805,0	87 064,1
Engagements envers les établissements financiers	2 231,0	1 876,5	1 899,5	13 895,6	11 625,0
Dépôts à vue (1)	440 015,9	490 849,0	572 700,7	526 295,5	578 906,7
Dépôts à terme et d'épargne (1)	195 549,0	229 200,8	248 827,9	286 866,2	268 022,2
SOLDES DES TRANSACTIONS INTER-BANCAIRES	3 928,1	-57,3	-2 245,3	-11 640,7	-827,8
FONDS PROPRES	180 688,3	201 262,3	218 640,1	237 985,7	250 553,5
(1) : Y compris les dépôts en devises					

Source : BRB

ANNEXE 8 : SITUATION MONETAIRE (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
- Avoirs extérieurs	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 918,6	291 920,8
- Engagements extérieurs	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 788,7	468 443,9
CREDIT INTERIEUR	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
- Créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
- Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	733 061,5
ACTIF = PASSIF	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1	1 334 734,2	1 466 849,5
MASSE MONETAIRE M3	751 669,5	906 101,6	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
Masse monétaire M2	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
- Monnaie	513 546,9	575 983,9	637 652,2	643 281,0	770 444,2
- Quasi-Monnaie	194 506,1	225 744,4	242 554,4	279 990,7	264 288,0
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	43 616,5	104 373,3	165 130,1	137 519,3	94 958,0
DIVERS (net)	365 054,3	295 956,8	271 062,4	273 943,2	337 159,3
(p): Provisoire					

Source : BRB

ANNEXE 9 : SITUATION CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
RESERVES	2 984,8	1 535,5	2 724,3	6 277,3	5 307,5
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	2 200,0	200,0	2 067,2	11 774,4	10 644,1
CREANCES NETTES SUR L'ÉTAT	836,6	-	-	23,2	51,1
CREANCES NETTES SUR LES AD. LOCALES	-	-	-	-	-
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	693,3	609,8	-	-	-
CREANCES SUR L'ÉCONOMIE	60 089,2	74 043,8	88 066,3	87 169,7	102 829,2
-créances sur les sociétés à participation publique	838,4	603,8	596,9	528,2	507,1
-créances sur le secteur privé	59 250,8	73 440,0	87 469,4	86 641,5	102 322,1
AUTRES POSTES NETS	380,4	1 663,0	2 866,4	4 469,7	7 510,1
AVOIRS = ENGAGEMENTS	67 184,3	78 052,1	95 724,2	109 714,3	126 342,0
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	2 500,0	2 022,8	2 020,6
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ETABL.FINANCIERS	(11,0)	(11,0)	(11,0)	(11,0)	(312,8)
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	16 141,5	16 345,6	18 333,4	8 674,0	12 481,0
DEPOTS ET EMPRUNTS	22 757,7	28 440,7	36 328,4	51 979,1	55 396,6
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A L.T.	812,8	331,2	331,2	331,2	331,2
FONDS PROPRES	27 483,3	32 945,6	38 242,2	46 718,2	56 425,4

Source : BRB

ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDÉE DU SECTEUR BANCAIRE (EN MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	195 824,9	229 424,9	180 261,3	-76 201,3	-176 854,3
-Avoirs bruts	677 706,0	702 734,7	700 883,1	428 918,6	291 920,8
-Engagements bruts à C.T.	481 881,1	473 309,8	520 621,8	505 119,9	468 775,1
CREDIT INTERIEUR	982 400,2	1 048 728,9	1 224 339,1	1 499 999,1	1 749 797,2
-Créances nettes sur l'Etat	278 237,7	275 090,1	383 851,2	686 263,2	908 826,8
-Créances sur l'économie	704 162,5	773 638,8	840 487,9	813 735,9	840 970,4
RESSOURCES = EMPLOIS	1 178 225,1	1 278 153,8	1 404 600,4	1 423 797,8	1 572 942,9
ENGAGEMENTS EXIGIBLES	880 289,1	969 930,9	1 083 973,9	1 109 690,4	1 185 976,3
- Circulation fiduciaire hors du système financier	173 866,6	187 470,9	199 806,0	207 295,6	235 777,2
- Dépôts à vue	339 675,3	388 496,8	437 836,1	435 978,5	534 657,2
- Quasi-monnaie	194 506,1	225 744,4	242 554,4	279 990,7	264 288,0
- Engagements des établissements financiers	24 202,9	30 419,2	38 647,3	48 906,3	56 295,9
- Dépôts en devises des résidents	148 038,2	137 799,6	165 130,1	137 519,3	94 958,0
DEPOTS A L'IMPORTATION	15 658,2	7 533,0	9 222,6	5 645,1	12 385,0
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	16 141,5	16 345,6	18 333,4	12 527,6	12 481,0
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES	-7 479,9	-2 195,0	-5 447,9	-24 582,4	-17 631,7
FONDS PROPRES	268 031,9	283 338,1	347 160,4	373 814,0	400 962,8
AUTRES POSTES NETS	5 584,3	3 201,2	-48 642,0	-53 296,9	-21 230,5

Source : BRB

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES CREDITS DU SECTEUR FINANCIER

2012	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
I. CREDITS A COURT TERME	385 643,4	383 571,9	396 206,9	401 092,8	423 501,9	437 694,5	438 380,1	451 210,6	447 673,9	453 403,8	452 771,5	426 720,2	424 822,6
- Mobilisation des créances commerciales	11 728,4	11 160,8	10 915,0	11 889,7	12 241,8	11 814,7	12 418,0	12 063,4	12 247,4	11 203,2	10 996,2	8 670,6	11 445,8
- Crédits à l'exportation	8 814,7	6 329,7	4 275,4	3 554,4	7 700,9	13 069,5	18 130,3	28 929,9	23 044,8	16 832,5	11 872,9	10 386,6	12 745,1
- Crédits à l'importation après expédition	2 006,0	1 756,0	2 298,4	1 677,1	2 465,4	3 244,8	3 102,8	3 147,1	2 443,3	3 394,8	2 605,2	2 652,5	2 566,1
- Crédits de trésorerie	363 094,3	364 325,4	378 718,1	383 971,6	401 093,8	409 565,5	404 729,0	407 070,2	409 938,4	421 973,3	427 297,2	405 010,5	398 065,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 722,8	162 863,0	163 489,6	164 893,0	168 003,1	178 588,6	178 026,7	179 234,6	176 862,7	177 072,1	178 168,4	183 714,2	172 553,2
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 307,8	133 174,2	132 937,2	134 006,7	136 972,1	146 302,5	146 301,4	146 685,5	144 314,8	144 651,0	144 992,2	151 216,1	140 905,1
III. CREDITS A LONG TERME	28 089,4	28 007,8	28 816,5	28 873,9	29 752,0	28 701,4	28 982,4	31 516,1	31 626,5	32 327,9	32 493,2	38 161,9	30 612,4
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 844,2	11 805,0	13 600,2	13 600,9	14 282,5	13 391,6	13 600,6	15 597,7	15 786,9	16 348,1	16 272,9	21 741,1	14 822,6
TOTAL	573 455,6	574 442,7	588 513,0	594 859,7	621 257,0	644 984,5	645 389,2	661 961,3	656 163,1	662 803,8	663 433,1	648 596,3	627 988,3
2013													
I. CREDITS A COURT TERME	433 637,2	438 635,1	456 069,3	448 710,9	451 293,7	455 622,4	440 181,8	446 288,7	454 973,5	445 582,5	443 676,0	434 214,7	445 740,5
- Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	31 152,8	27 883,9	12 856,5
- Crédits à l'exportation	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
- Crédits à l'importation après expédition	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	2 815,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
- Crédits de trésorerie	414 425,8	420 157,8	439 561,2	430 968,8	435 395,3	440 392,2	422 407,8	425 545,0	431 163,8	424 107,0	402 182,3	395 478,2	423 482,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	185 769,2	184 344,1	177 249,6	181 505,3	185 844,6	193 685,8	214 251,4	213 771,2	209 093,3	210 131,0	207 558,5	209 501,8	197 725,5
- Habitat	32 281,7	32 004,1	25 974,2	26 478,9	25 524,9	28 097,2	28 656,8	28 811,3	29 023,8	26 375,3	28 276,3	27 499,2	28 250,3
- Equipement	153 487,5	152 340,0	151 275,4	155 026,4	160 319,7	165 588,6	185 594,6	184 959,9	180 069,5	183 755,7	179 282,2	182 002,6	169 475,2
III. CREDITS A LONG TERME	38 578,5	37 250,0	43 343,6	45 920,8	42 046,3	36 007,8	42 272,4	38 903,1	51 583,4	53 253,7	53 980,9	55 315,3	44 871,3
- Habitat	16 559,8	16 745,3	23 163,3	23 321,2	23 398,1	17 596,9	17 622,5	20 067,2	23 371,6	20 877,7	19 805,4	19 923,2	20 204,4
- Equipement	22 018,7	20 504,7	20 180,3	22 599,6	18 648,2	18 410,9	24 649,9	18 835,9	28 211,8	32 376,0	34 175,5	35 392,1	24 667,0
TOTAL	657 984,9	660 229,2	676 662,5	676 137,0	679 184,6	685 316,0	696 705,6	698 963,0	715 650,2	708 967,2	705 215,4	699 031,8	688 337,3
2014													
I. CREDITS A COURT TERME	436 840,0	442 838,9	445 634,5	444 799,1	443 328,2	459 187,8	435 330,1	460 084,8	452 199,6	450 489,9	445 128,3	451 093,8	447 246,3
- Mobilisation des créances commerciales	24 652,7	27 441,5	29 163,9	29 706,8	29 348,1	29 476,4	11 392,0	11 215,3	12 049,0	13 123,3	13 482,5	14 479,8	20 460,9
- Crédits à l'exportation	4 917,4	4 616,0	3 429,7	3 442,8	6 125,6	8 897,8	17 144,1	14 401,3	9 326,8	5 299,8	2 124,4	1 179,6	6 742,1
- Crédits à l'importation après expédition	2 491,5	2 547,5	2 473,4	2 313,6	2 862,7	2 762,2	2 940,2	3 251,5	2 205,0	3 600,4	5 206,4	5 745,1	3 200,0
- Crédits de trésorerie	404 778,4	408 233,9	410 567,5	409 335,9	404 991,8	418 051,4	403 853,8	431 216,7	428 618,8	428 466,4	424 315,0	429 689,3	416 843,2
II. CREDITS A MOYEN TERME	211 624,6	207 002,7	203 484,6	201 070,9	205 243,2	204 344,7	222 220,9	210 374,8	205 677,9	197 337,0	205 761,2	213 106,0	207 270,7

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE (EN MBIF) - suite -

- Habitat	27 565,0	27 067,7	27 124,3	26 811,0	27 127,4	27 046,1	27 127,2	28 076,6	28 163,9	20 182,4	20 347,8	20 459,5	25 591,6
- Equipement	184 059,6	179 935,0	176 360,3	174 259,9	178 115,8	177 298,6	195 093,7	182 298,2	177 514,0	177 154,6	185 413,4	192 646,5	181 679,1
III. CREDITS A LONG TERME	54 958,2	54 958,5	53 917,7	56 999,2	59 640,5	67 780,2	84 184,6	86 451,9	91 441,2	104 091,5	107 927,3	104 548,1	77 241,6
- Habitat	19 961,0	20 374,4	20 450,2	20 539,8	21 800,5	24 685,0	21 335,9	21 664,2	22 031,6	32 212,3	32 884,7	32 849,9	24 232,5
- Equipement	34 997,2	34 584,1	33 467,5	36 459,4	37 840,0	43 095,2	62 848,7	64 787,7	69 409,6	71 879,2	75 042,6	71 698,2	53 009,1
TOTAL	703 422,8	704 800,1	703 036,8	702 869,2	708 211,9	731 312,7	741 735,6	756 911,5	749 318,7	751 918,4	758 816,8	768 747,9	731 758,5
2015													
I. CREDITS A COURT TERME	444 490,3	442 111,9	448 483,1	460 841,5	463 285,3	473 232,4	476 252,2	468 021,8	475 051,5	477 648,0	493 748,5	470 162,1	466 110,7
- Mobilisation des créances commerciales	14 978,7	16 868,7	17 593,9	19 446,2	18 267,0	17 841,1	17 053,9	21 136,6	22 750,2	17 032,0	164 284,1	166 493,1	42 812,1
- Crédits à l'exportation	805,0	802,4	948,0	6 028,7	12 004,2	16 302,6	19 153,6	20 936,0	21 264,1	18 146,1	9 523,2	6 807,3	11 060,1
- Crédits à l'exportation après expédition	3 290,4	2 478,1	2 852,2	2 742,9	4 722,1	5 054,2	4 536,4	4 096,3	3 956,8	3 975,5	11 144,8	5 745,1	4 549,6
- Crédits de trésorerie	425 416,2	421 962,7	427 089,0	432 623,7	428 292,0	434 034,5	435 508,3	421 852,9	427 080,4	438 494,4	308 796,4	291 116,6	407 688,9
II. CREDITS A MOYEN TERME	214 080,2	211 860,2	217 839,3	222 541,6	223 646,2	212 640,6	209 287,5	216 591,9	209 889,1	195 339,9	181 156,8	180 128,0	207 916,8
- Habitat	20 324,6	19 904,3	19 733,3	19 426,9	19 287,3	18 398,8	18 259,1	18 670,7	18 375,3	18 926,0	18 540,3	17 564,2	18 950,9
- Equipement	193 755,6	191 955,9	198 106,0	203 114,7	204 358,9	194 241,8	191 028,4	197 921,2	191 513,8	176 413,9	162 616,5	162 563,8	188 965,9
III. CREDITS A LONG TERME	102 975,3	100 006,1	98 813,7	100 966,3	103 462,8	104 616,4	105 807,2	106 786,9	106 697,6	108 360,3	114 835,2	116 542,0	105 822,5
- Habitat	33 109,9	34 558,0	34 738,8	35 368,2	35 226,9	35 141,1	35 104,3	35 379,1	35 044,7	37 852,0	63 262,2	60 519,0	39 608,7
- Equipement	69 865,4	65 448,1	64 074,9	65 598,1	68 235,9	69 475,3	70 702,9	71 407,8	71 652,9	70 508,3	51 573,0	56 023,0	66 213,8
TOTAL	761 545,8	753 978,2	765 136,1	784 349,4	790 394,3	790 489,4	791 346,9	791 400,6	791 638,2	781 348,2	789 740,5	766 832,1	779 850,0
2016													
I. CREDITS A COURT TERME	480 354,5	480 657,6	473 826,5	467 075,2	476 851,0	495 360,3	496 121,0	497 289,2	498 095,9	494 007,3	479 282,3	473 723,8	484 387,1
- Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 897,2
- Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	488,6	3 255,4
- Crédits à l'importation après expédition	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
- Crédits de trésorerie	290 902,2	288 497,0	284 908,5	277 554,7	285 205,3	299 275,8	296 767,0	300 186,3	301 504,9	298 270,8	284 001,8	270 287,8	289 780,2
II. CREDITS A MOYEN TERME	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 214,4	195 807,8	189 967,1
- Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 791,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 756,2	19 284,8
- Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 689,5	174 051,6	170 682,3
III. CREDITS A LONG TERME	116 892,7	116 473,3	114 983,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
- Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
- Equipement	51 990,6	49 910,9	49 857,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
TOTAL	777 635,8	774 434,0	774 174,2	770 307,7	781 724,6	794 271,9	792 852,6	815 513,6	810 376,8	806 191,9	800 241,3	790 545,4	790 689,2

Source : BRB

ANNEXE 12 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2012	2013	2014	2015	2016
COURT TERME	16,08	16,87	17,27	17,63	17,44
- Exportations	15,41	14,96	15,38	18,78	15,50
- Importations	11,76	18,86	15,21	20,21	15,20
- Trésorerie	16,17	16,96	17,37	17,09	16,82
- Autres	15,53	15,80	15,69	17,80	17,71
MOYEN TERME	14,65	14,90	15,65	15,57	15,83
- Habitat	15,40	15,50	16,48	16,83	16,95
- Equipement et divers	14,60	14,84	15,59	15,52	15,79
LONG TERME	14,92	15,30	15,86	14,79	14,78
- Habitat	13,20	13,84	12,36	13,60	15,59
- Equipement et divers	15,33	15,46	16,20	14,83	14,77
MOYENNE GENERALE	15,67	16,24	16,71	16,85	16,77

Source : BRB

ANNEXE 13 : TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2012	2013	2014	2015	2016
DEPOTS A VUE (1)	5,95	5,32	5,23	5,28	4,55
COMPTES SUR LIVRETS	7,24	7,18	7,34	7,75	6,84
DEPOTS A TERME	9,77	10,20	9,91	9,03	7,60
1 mois au plus	9,64	9,87	9,33	8,06	7,47
1 an au plus	9,83	10,37	10,11	9,39	7,21
2 ans au plus	10,21	10,92	11,32	10,90	10,69
plus de 2 ans	7,70	5,44	8,54	10,68	9,58
DEPOTS A PREAVIS	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-
BONS DE CAISSE	11,17	10,60	10,49	8,57	8,03
1 mois au plus	11,50	11,50	11,50	-	-
1 an au plus	11,10	10,56	10,44	8,57	8,03
2 ans au plus	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	-	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	8,75	8,97	8,80	8,70	7,21

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN TONNES ET EN MBIF)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2012		2013		2014		2015		2016	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
02	Viandes	4	38,0	132	401,3	597	7 070,9	443	5 153,0	1 242	14 558,9
03	Poissons	2 279	2 774,3	3 027	3 787,7	3 405	3 636,5	2 965	3 110,4	2 911	3 022,5
04	Produits laitiers	1 826	3 338,3	1 632	3 015,6	1 495	4 006,5	951	2 393,2	599	2 203,2
07	Légumes	16 797	3 943,4	27 785	8 435,5	13 588	4 050,8	11 541	3 410,4	10 808	3 871,2
08	Fruits	77	79,2	132	111,7	199	136,9	205	145,1	197	193,0
100110	Froment et méteil	27 201	18 374,8	47 203	32 764,1	59 136	31 558,7	31 580	16 199,0	66 281	26 927,7
1006	Riz pour la consommation	17 961	13 197,0	17 734	45 448,5	16 084	9 967,3	13 080	9 375,3	12 009	9 729,4
1101	Farine de froment	5 818	5 079,9	1 064	956,1	10	10,8	8	6,1	95	77,3
1107	Malt	17 356	19 073,2	11 790	14 769,5	13 269	15 160,5	16 261	16 172,7	14 089	13 292,9
1209	Graines	11	38,0	27	98,7	30	234,7	77	299,1	28	331,2
1302	Sucs et extraits végétaux	45	2 417,1	27	1 676,8	29	1 493,8	56	2 305,1	45	1 704,1
1507 à 15	Huiles végétales	8 278	14 717,5	8 604	14 132,5	6 690	9 894,9	5 378	7 998,8	8 994	12 433,9
1517	Margarine	147	492,5	917	2 097,2	118	407,4	156	587,6	129	458,5
16	Préparations viandes et poissons	163	244,7	192	286,4	399	2 548,7	100	180,8	148	264,5
17019110-9910	Sucre cristallisé	11 036	16 288,2	10 172	11 324,2	10 642	13 750,7	10 513	13 976,0	12 758	16 841,7
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	139	276,2	97	497,2	47	265,6	282	664,0	114	876,1
1902	Pâtes alimentaires	520	423,7	557	650,8	719	698,2	894	816,4	947	830,8
190530	Biscuits	1 021	1 157,1	1 105	1 509,4	1 275	1 685,9	1 228	1 696,8	1 238	1 722,5
20	Préparations légumes et fruits	2 615	3 227,5	2 588	3 959,1	2 746	3 822,2	1 710	2 619,4	1 464	2 162,0
21	Préparations alimentaires diverses	1 247	3 647,0	1 572	6 381,1	1 592	8 895,7	3 814	14 715,7	3 837	15 520,5
2203	Bières	5 457	5 171,9	3 013	3 528,0	5 094	5 862,1	8 308	5 751,8	2 500	2 875,8
2204	Vins	412	1 037,4	414	1 359,0	248	824,9	315	1 082,9	227	783,0
2205	Vermouths	12	30,2	7	28,1	1	5,0	2	4,7	5	11,8
2207 à 08	Boissons spiritueuses	2 519	3 125,2	2 389	3 458,1	141	379,8	361	1 076,5	503	1 208,5
2401	Tabacs	691	3 674,6	802	4 844,5	451	3 187,6	865	6 589,8	802	6 433,4
2501	Sel	24 058	3 981,7	26 918	4 001,8	28 128	4 648,3	31 577	5 162,5	30 570	5 844,2
252329	Ciment portland	112 515	36 543,0	96 222	25 907,3	107 773	27 930,3	122 379	19 739,1	123 268	22 398,8
27100012	Essence d'avion et kérosène	9 548	7 091,9	7 785	16 297,3	3 993	7 971,1	2 593	3 718,3	1 510	1 817,2
27100014	Essence pour moteurs	48 811	99 736,6	46 994	102 081,3	51 179	107 876,2	53 042	83 305,8	61 748	84 544,6
27100022	Pétrole lampant	2 278	5 141,3	2 533	5 304,9	1 258	2 528,7	530	696,4	454	546,4
27100031	Gas oil et Fuel oil	49 281	99 403,0	57 648	112 505,7	65 546	122 494,3	59 406	78 827,4	64 695	73 754,6
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	5 303	8 295,4	16 575	29 983,8	9776	16 693,5	10 587	12 511,1	10 955	11 669,8
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	2 491	9 423,1	2 979	4 346,2	3 231	6 929,9	4 926	8 289,3	5 687	6 701,0
28	Produits chimiques inorganiques	6 510	5 900,4	6 650	6 288,0	5 408	5 491,2	7 188	6 436,5	6 694	6 513,5
29	Produits chimiques organiques	487	2 282,1	793	3 854,9	468	1 756,4	710	2 561,5	671	2 215,7
30	Produits pharmaceutiques	3 589	74 935,3	4 217	89 972,7	4 700	102 096,6	4 631	102 432,6	4 340	89 983,5
31	Engrais	15 894	16 280,2	28 815	34 094,5	33 437	34 988,9	27 303	27 301,3	39 793	35 922,0
32	Matières colorantes	3 282	7 441,7	2 833	7 338,7	3 525	9 120,1	2 523	7 406,7	3 248	7 074,7
33	Produits de parfumerie	2 101	8 750,5	2 840	13 338,0	2 462	12 219,0	2 326	6 897,4	2 682	15 378,0
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	2 143	3 872,8	2 718	5 354,0	2 392	4 606,6	2 349	4 348,8	1 927	3 583,2
3605	Allumettes	96	152,8	70	79,6	32	32,6	35	70,1	91	174,9
37	Produits photographiques et cinématographiques	33	176,3	64	778,7	13	38,6	20	100,8	20	105,4
380810	Insecticides	1	0,3	7	2,0			0,0	0,0		
380840	Désinfectants	-	-	-	-			0,0	0,0		
39	Matières plastiques	9 027	23 063,7	10 773	31 303,7	10 614	25 614,3	8 921	23 261,8	10 823	28 018,4
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	1 933	10 325,5	2 137	10 810,5	2 085	11 586,8	2 331	12 320,7	3 228	11 537,0
40	Autres ouvrages en caoutchouc	262	2 910,6	136	1 348,0	689	5 179,2	322	2 663,0	370	3 068,6
42	Ouvrages en cuir	199	456,4	316	966,4	296	2 325,5	292	8 970,7	386	5 968,1

ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN TONNES ET MBIF) - suite-

44	Bois et ouvrages en bois	2 359	2 614,2	3 755	4 641,0	4 769	4 546,8	2 951	3 485,1	2 245	2 645,3
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	7 591	17 226,6	8 535	17 805,1	6 999	16 971,6	7 983	24 584,0	8 477	18 971,7
49	Livres, imprimés et images	1 206	18 482,4	831	10 072,4	756	8 253,6	705	10 870,3	1 828	11 137,2
5206 à 12	Fils de coton conditionnés pour la vente	158	751,5	183	999,2	171	1 113,1	193	1 150,8	269	1 052,9
5407 à 08	Tissus de coton	164	506,9	258	998,2	46	211,0	31	139,3	113	737,4
5512 à 16	Fibranne (synthétiques discontinus)	1 010	3 022,7	548	2 051,0	292	1 075,6	277	1 326,1	328	1 165,6
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	10	97,3	14	66,7	7	15,4	3	4,1	-	5,4
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	870	4 100,9	636	4 373,2	631	8 803,9	567	6 721,1	778	3 659,4
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	534	6 829,8	844	8 700,1	1 030	3 990,2	825	14 006,5	717	9 807,2
6308 à 10	Friperie	8 372	8 938,1	8 055	9 153,4	10 780	12 214,9	11 597	13 166,0	11 374	14 766,5
64	Chaussures	1 878	3 429,1	2 272	6 420,8	2 315	9 643,8	2 356	5 513,2	2 575	10 808,8
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	2 293	3 535,8	435	1 091,8	732	790,0	475	484,5	420	346,9
69	Produits céramiques	10 925	8 082,9	9 151	5 767,0	9 456	6 891,3	10 599	7 053,0	13 207	7 539,2
701098	Bouteilles	9 991	8 455,8	12 240	11 803,6	6 074	5 638,4	7 529	7 758,2	7 401	7 889,2
70	Autres articles en verre	2 667	3 267,0	3 067	2 810,9	4 469	4 371,1	2 706	2 755,5	3 058	2 365,2
72	Fonte, fer et acier	33 699	50 035,8	36 636	47 656,0	38 179	56 501,8	31 725	42 438,4	33 285	42 306,7
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	11 659	30 207,8	9 579	21 860,6	12 381	27 588,9	10 586	21 880,1	12 951	20 306,6
76	Ouvrages en aluminium	1 363	4 308,3	670	3 459,0	774	3 932,0	764	2 999,1	631	2 147,3
82013010	Houes	572	917,7	552	820,4	736	951,8	418	1 178,3	412	1 639,3
8201 à 07	Outils divers	538	1 424,9	405	2 062,5	436	1 790,4	596	1 618,3	911	1 652,5
8212	Rasoirs et leurs lames	67	361,2	85	173,9	73	128,0	57	123,9	72	104,1
8301	Serrures, verrous et cadenas	299	587,4	470	1 081,5	343	741,1	339	943,2	382	858,6
83	Autres ouvrages en métaux communs	1 393	4 987,0	1 164	4 081,4	1 630	5 323,0	1 544	5 082,4	1 603	5 092,2
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	5 130	68 410,6	4 328	91 773,7	5 162	60 503,2	5 763	112 627,3	3 685	52 968,0
8501	Générateurs et transformateurs	177	8 659,7	90	1 786,2	64	731,7	335	4 292,4	14	255,2
8506 à 07	Piles et accumulateurs électriques	1 733	6 590,7	1 088	5 808,0	1 653	7 661,8	1 985	5 308,1	2 276	8 120,3
8525 à 29	Appareils de radio	476	4 275,7	441	4 450,4	518	3 933,1	455	3 949,4	376	14 831,6
85	Autres appareils électriques	4 182	57 343,1	4 077	72 510,4	5 308	86 206,5	4 751	109 428,4	3 071	42 946,8
8701	Tracteurs	160	792,2	89	960,8	95	972,5	64	976,0	154	987,3
870231 à 03	Voitures automobiles	4 334	25 914,7	4 850	55 836,7	5 324	36 441,6	4 635	35 414,7	4 471	33 138,2
8704	Camions	2 342	18 096,9	1 517	14 244,2	1 817	13 537,6	2 317	20 918,1	2 341	13 307,2
8708	Pièces de rechange pour véhicules	824	10 212,0	1 190	28 144,4	920	9 450,6	699	7 571,0	665	10 053,3
8711 à 14	Vélos, motos et leurs pièces	2 011	8 593,6	2 193	9 090,3	2 490	12 945,9	2 759	13 428,0	2 335	10 070,3
87	Autres véhicules et pièces	920	3 820,6	642	3 322,5	1 516	7 539,0	863	3 685,0	743	4 119,6
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	682	16 230,1	717	18 047,3	662	20 997,4	1 098	23 640,3	757	15 251,1
92	Instruments de musique, d'enregistrement	56	532,3	62	142,2	81	289,6	53	279,5	45	317,4
95	Jouets et articles de sport	261	1 174,6	226	1 142,3	338	888,2	369	987,4	699	4 407,1
9603	Brosses, pinceaux, balais	175	227,0	241	336,8	218	257,0	191	601,7	201	287,3
9608	stylographes, crayons et craies	114	442,0	118	455,1	94	371,4	150	2 417,9	166	772,4
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	90	214,4	72	130,0	55	108,4	30	48,2	6	12,8
	Tous autres articles (1)	155 887	112 464,7	221 715	104 317,6	191 567	91 322,7	54 321	73 854,3	66 988	81 114,1
	TOTAL	705 348	1 084 053,6	809 077,0	1 261 189,5	798 239,0	1 188 986,0	632 337	1 133 893,1	708 203	1 019 595,6

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : OBR.

Source : OBR

ANNEXE 15 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS (EN MBIF ET EN TONNES)

Période	2012		2013		2014		2015		2016	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	497 552,4	485 579	546 032,0	529 314	524 870	527 676	393 350	434 471	404 539	500 024
10. Métallurgie	52 560,8	34 428	53 266,7	39 756	44 402,0	30 614	37 408,4	26 325	29 596,3	25 262
11. Agriculture et élevage	31 833,2	24 466	41 720,3	35 006	41 757,9	39 371	34 520,3	35 836	41 575,1	45 368
12. Alimentation	73 650,9	77 575	74 475,8	82 791	70 796,6	100 128	53 949,7	72 856	63 434,3	103 775
13. Textile	1 466,9	141	1 061,4	90	961,3	182	1 954,3	314	1 075,2	188
4. Construction	83 715,4	218 800	51 639,4	217 646	46 293,8	196 533	34 169,4	147 230	36 048,7	149 118
15. Bois	2 008,0	2 072	3 485,9	3 465	1 267,1	1 684	2 296,4	1 916	1 650,2	1 260
16. Papier	342,9	325	374,5	278	3 762,5	2 489	4 794,2	1 602	2 862,3	1 781
17. Cuir	42,8	25	2,8	2	198,6	132	374,9	297	51,8	17
18. Autres biens de production:	251 931,5	127 747	320005,2	150280	315430	156543	223882,7683	148096,478	228 245,5	173 252
180.Chimiques	15 777,0	8 142	18352,7	8240	13587,2	6591	14619,30812	8418,407	14 882,4	7 763
181.Combustibles solides	35,8	92	80,5	23	1,7	8	0,6	3	1 718,4	10 446
182. Huiles minérales	206 711,2	109 234	265 371,2	131 105	258 646,5	132 431	179 098,5	126 182	173 055,0	140 013
183. Autres	29 407,5	10 279	36 200,8	10 912	43194,6	17 513	30 164,3	13 493	38 589,7	15 031
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	243 885,6	29 233,0	318 511,5	27 162,0	254 623,2	32 257,0	328 407,7	31 121,2	191 162,5	30 080,6
20. Chaudières,engins mécaniques	94 428,9	7 697	121 257,9	6 663	60 503,2	5 162	112 627,3	5 763	52 968,0	3 685
21. Pièces et outillages	15 553,6	8 249	14 195,3	8 152	21 919,8	11 164	20 872,0	10 443	20 185,4	12 761
22. Matériel électrique	52 870,2	3 521	56 575,9	2 724	93 275,9	6 204	121 079,7	6 822	59 401,4	5 229
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	60 922,0	8 483	106 117,0	8 600	53 807,4	7 830	49 048,4	6 477	43 393,4	7 388
24. Autres biens d'équipement	20 110,9	1 283	20 365,4	1 023	25 116,9	1 897	24 780,3	1 617	15 214,4	1 018
III. BIENS DE CONSOMMATION:	342 615,6	190 536,0	396 646,1	252 601,0	409 472,8	238 306,0	412 135,2	166 744,7	423 893,8	178 099,2
30. Durables:	135 146,7	38862	140108	99555	190017,6	120465	188908,2874	48162,088	192305,5528	53189,411
300. Textiles	35 937,7	13430	51470,3	75965	52457,8	82387	47115,20132	15695,034	41272,51491	15989,7
301. Véhicules	10 104,3	2 615	10 317,1	2 566	29 718,6	4 696	37 338,9	5 703	32 964,1	5 151
302 .Autres	89 104,7	22 817	78 320,6	21 024	107 841,2	33 382	104 454,2	26 764	118 069,0	32 049
31. Non durables:	207 468,9	151 674	256 538,1	153 046,0	219 455,2	117 841,0	223 226,9	118 582,6	231 588,2	124 909,8
310. Alimentaires	91 170,5	134 627	128 936,9	133 698,0	92 694,8	103 491,0	89 014,7	102 665,4	113 954,8	108 935,2
311. Pharmaceutiques	74 528,9	3 527	90 069,2	4 226,0	102 112,7	4 707,0	102 594,9	4 636,3	90 121,9	4 346,7
312. Autres	41 769,5	13 520	37 532,0	15 122,0	24 647,7	9 643,0	31 617,3	11 280,8	27 511,5	11 627,9
TOTAL	1 084 053,6	705 348,0	1 261 189,6	809 077,0	1 188 965,8	798 239,0	1 133 893,1	632 337,1	1 019 595,6	708 203,3

Source : OBR

ANNEXE 16 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (en MBIF et en T)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	70 973	284 135,4	73 969	273 717,8	99 466,0	259 073,5	70 200,0	286 325,9	107 263,0	207 412,1
1. Union Européenne	48 486	242 032,2	42 769	238 103,6	39 706	207 440,7	41 869	263 814,1	83 074	186 487,7
Belgique-Luxembourg	19 193,0	109 260,9	15 114,0	99 067,7	9 143,0	81 512,7	13 940,0	79 523,1	12 060,0	46 595,0
Allemagne	2 434,0	21 921,8	2 369,0	32 839,8	2 975,0	21 022,6	2 927,0	35 314,9	10 312,0	20 567,7
France	7 285,0	36 712,2	3 269,0	30 596,8	8 130,0	38 083,9	9 441,0	38 496,6	7 651,0	45 122,8
Royaume-Uni	2 237,0	9 501,6	8 254,0	8 316,5	5 237,0	8 756,5	3 806,0	9 484,5	37 060,0	24 205,7
Italie	9 140,0	18 859,7	7 624,0	15 063,5	8 073,0	13 149,1	4 714,0	7 995,5	5 549,0	9 901,4
Pays-Bas	3 321,0	12 351,8	3 794,0	33 080,6	4 897,0	24 866,4	5 688,0	64 843,8	1 605,0	11 644,5
Danemark	683,0	12 328,9	783,0	13 171,2	645,0	14 990,6	548,0	23 610,0	995,0	22 238,4
Irlande	50,0	223,4	13,0	47,3	38,0	128,8	57,0	171,9	1,0	87,5
Espagne	299,0	2 676,2	158,0	811,6	133,0	903,6	264,0	1 334,6	98,0	998,7
Grèce	31,0	278,9	72,0	1 363,5	5,0	94,4	58,0	243,1	60,0	467,5
Portugal	834,0	6 175,6	24,0	430,9	8,0	104,0	7,0	119,1	30,0	46,4
Autres pays de l'U.E	2 979,0	11 741,2	1 295,0	3 314,2	422,0	3 828,1	419,0	2 677,0	7 653,0	4 612,1
2. AUTRES	22 487,0	42 103,2	31 200,0	35 614,2	59 760,0	51 632,8	28 331,0	22 511,8	24 189,0	20 924,4
Suisse	6 927,0	15 468,2	4 040,0	9 343,2	3 759,0	11 439,7	455,0	2 099,7	1 475,0	4 537,5
Rép. Tchèque	277,0	1 721,7	4,0	125,7		19,7		0,0		
Russie	1 160,0	1 345,2	6 983,0	4 389,1	42 641,0	24 821,2	15 600,0	8 745,4	17 038,0	8 941,6
Roumanie	38,0	151,8	33,0	73,4	23,0	259,5	14,0	253,6	2,0	217,4
Autres pays d'Europe	14 085,0	23 416,3	20 140,0	21 682,8	13 337,0	15 092,7	12 262,0	11 413,1	5 674,0	7 227,9
II. ASIE	178 089	400 893,8	254 167	497 194	249 362	545 064	231 055	510 261	250 150	473 922
Japon	4 473,0	25 756,4	7 191,0	28 270,4	4 663,0	30 549,8	4 823,0	31 377,0	4 626,0	31 972,5
Iran	771,0	1 080,8	506,0	670,8	168,0	255,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. Pop. de Chine	47 786,0	98 928,4	48 933,0	107 991,7	76 964,0	150 514,6	56 709,0	151 757,3	70 212,0	171 009,3
Union Indienne	29 244,0	86 076,4	41 629,0	137 238,0	48 067,0	128 699,9	57 415,0	115 200,1	88 868,0	142 297,9
Corée du Sud	251,0	1 140,2	486,0	1 921,5	331,0	1 502,6	494,0	3 782,7	435,0	3 192,4
Hong-Kong	122,0	1 528,7	103,0	2 025,3	124,0	4 919,4	170,0	12 545,5	273,0	1 845,2
Corée du Nord	43,0	219,3	33,0	211,6	99,0	726,4	5,0	82,7	41,0	71,1
Taiwan	70,0	313,5	26,0	218,6	109,0	738,5	28,0	119,1	20,0	123,8
Bangladesh	11,0	68,4	21,0	87,4	66,0	202,5	66,0	295,1	75,0	431,0
Pakistan	6 244,0	4 593,8	399,0	562,0	500,0	676,4	928,0	3 713,2	1 314,0	3 197,8
Arabie Saoudite	65 151,0	122 453,3	65 120,0	133 192,0	61 231,0	117 795,7	42 396,0	60 530,1	26 205,0	30 246,6
Autres pays d'Asie	23 923,0	58 734,6	89 720,0	84 804,5	57 040,0	108 483,2	68 021,0	130 858,6	58 081,0	89 534,0
III. AFRIQUE	420 779	338 738,5	456 631,0	420 291,6	430 424,0	355 233,1	316 129,0	310 810,9	340 885,0	318 102,5
R.D.C	4 932,0	7 364,3	4 089,0	6 059,8	11 280,0	6 656,2	8 914,0	5 424,3	5 309,0	6 217,1
Tanzanie	118 300,0	69 939,5	186 718,0	123 582,9	255 104,0	101 698,2	161 612,0	84 488,9	149 881,0	84 854,5
Kenya	65 404,0	65 423,5	57 272,0	93 381,4	48 253,0	82 114,3	46 979,0	74 925,5	48 360,0	78 657,8
Djibouti	72,0	403,5	50,0	529,0			2,0	20,1	6,0	21,6
Rwanda	45 872,0	15 393,4	58 537,0	24 178,7	22 837,0	14 452,8	22 000,0	11 577,0	19 130,0	18 636,5
Ouganda	70 643,0	61 642,3	95 237,0	90 684,3	46 747,0	56 282,7	41 338,0	64 790,5	51 544,0	74 547,8
Zambie	83 714,0	49 560,3	24 669,0	18 426,9	13 710,0	15 431,3	9 861,0	11 319,9	45 974,0	26 650,0
Zimbabwe	36,0	86,9	127,0	397,7	76,0	283,1	306,0	562,0	110,0	271,1
R.S.A.(1)	18 794,0	42 211,3	15 092,0	33 934,4	20 089,0	44 379,1	17 580,0	37 594,2	15 293,0	12 606,7
Autres pays d'Afrique	13 012,0	26 713,5	14 840,0	29 116,5	12 328,0	33 935,4	7 537,0	20 108,5	5 278,0	15 639,4
IV. AMERIQUE	33 835	57 196,3	13 667,0	59 503,3	14 696,0	27 069,6	12 622,0	24 781,0	9 722,0	19 161,7
Etats-Unis	19 722,0	44 036,0	8 529,0	54 518,6	2 416,0	16 100,2	4 283,0	16 721,1	6 420,0	15 263,1
Canada	8 246,0	6 822,7	4 022,0	3 494,4	10 047,0	7 681,0	7 952,0	6 403,7	2 905,0	2 635,7
Autres pays d'Amérique	5 867,0	6 337,6	1 116,0	1 490,3	2 233,0	3 288,4	387,0	1 656,2	397,0	1 262,9
V. OCEANIE	1 672	3 089,6	10 643,0	10 475,9	4 291,0	2 545,1	2 331,0	1 713,9	183,0	994,0
Australie	246,0	487,8	9 068,0	6 402,7	4 283,0	2 497,2	2 297,0	1 601,9	130,0	863,0
Nouvelle Zélande	1 426,0	2 601,8	1 575,0	4 073,2	8,0	47,9	34,0	112,0	53,0	131,0
VI. DIVERS	-	-	-	7,1	-	0,4	-	0,0	-	3,7
TOTAL	705 348	1 084 053,6	809 077,0	1 261 189,5	798 239,0	1 188 986,0	632 337,0	1 133 893,1	708 203,0	1 019 595,6

(1): RSA : République d'Afrique du Sud V: en MIBIF; : en Tonnes

Source : OBR

ANNEXE 17 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (EN TONNES ET MBIF)

	2012		2013		2014		2015		2016		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	
PRODUITS PRIMAIRES	37 987	174 112,7	29 023	100 086,0	35 519	137 861,1	38 606	132 504,3	37 990	123 659,2	
café marchand	23 309	100 998,7	11 865	44 529,8	15 159	84 988,4	13 657	62 685,7	16 646	74 825,1	
coton	-	-	856	2 182,7	58	208,3	33	91,2	20	47,2	
peaux brutes	3 272	9 552,4	2 239	3 991,5	1 213	6 040,5	3 486	7 954,3	971	1 773,5	
thé	8 684	36 643,4	10 007	37 352,2	11 021	37 513,4	11 145	53 630,9	10 873	38 250,2	
animaux vivants	1	0,9	1	5,8	2	6,5	6	8,4	13	10,5	
poissons vivants	27	141,6	8	256,5	7	263,6	7	246,1	3	133,7	
plantes vivantes	46	54,3	51	55,3	36	38,0	23	30,9	50	58,7	
riz	-	-	-	-	2	1,9	174	19,5	0	0,3	
écorces de quinquina	49	95,5	-	-	46	154,4	23	79,9	100	331,1	
autres	2 599	26 625,9	3 996	11 712,2	7 975	8 646,1	10 052	7 757,5	9 314	8 228,9	
PRODUITS MANUFACTURES	14 313	20 190,9	29 417	46 171,1	47 306	65 982,5	47 151	57 441,3	46 623	57 385,1	
limonades, eaux gazeuses	122,0	54,1	19	9,3	33	15,3	61	26,1	164	168,7	
bouteilles en verre foncé	148	445,9	36	46,3	421	691,6	447	490,8	391	660,0	
bières	5 548	3 837,7	5 790	4 253,9	12 490	9 015,7	13 432	10 269,7	11 672	8 921,8	
cigarettes	468	4 002,3	546	6 367,6	557	6 022,0	892	9 247,7	818	8 826,0	
tissus en coton	-	-	57	491,7	32	72,7	0	0,0	7	34,4	
farine de blé			3 716	4 515,4	6 654	8196,2	8 925	10 086,9	9 578	9 355,8	
farine de maïs			4	3,2	27	16,7	49	19,8	34	15,7	
ciment portland			480	90,3	141	27	23	14,2	1 561	542,8	
plaques en caoutchouc	-	-	-	-							
sucre cristallisé	-	-	-	-							
savons de ménage	5 571	7 987,1	8 074	12 309,0	7 453	12 254,9	8 359	10 637,7	5 097	7 053,9	
autres (1)	2 456	3 863,8	10 695	18 084,4	19 498	29670,4	14 963	16 648,4	17 301	21 806,0	
TOTAL	52 300	194 303,6	58 440	146 257,1	82 825	203 843,6	85 758	189 945,6	84 613	181 044,3	
(*) : FOB Bujumbura. (1) : Non compris les objets personnels.							V : en MBIF ; Q : en Tonnes				

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi (OTB).

ANNEXE 18 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (*)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	22 882	111 223,0	12 078	50 486,4	14 900	85 034,1	11 963	59 620,1	14 825	71 616,3
1. Union Européenne	11 969	64 093,1	5 491	26 498,4	7 832	46 742,8	4 482	23 788,8	7 359	35 267,8
Belgique	2 006	14 448,9	1 122	6 635,8	1 870	10 138,8	1 489	7 616,4	2 437	12 053,1
Allemagne	2 279	10 102,9	1 001	4 058,4	2 817	19 626,3	776	2 395,4	2 331	11 992,6
France	167	571,0	251	991,2	194	1 128,1	62	1 173,6	275	1 527,9
Royaume-Uni	5 045	25 033,8	2 241	8 962,0	2 058	8 203,4	1 635	8 963,5	1 936	7 663,1
Italie	1 063	3 887,2	602	3 130,9	568	4 756,4	183	2 164,1	200	937,6
Pays-Bas	242	1 379,1	159	2 076,6	209	1 985,0	46	678,4	113	719,7
Danemark		43,8					0	8,6	19	89,2
Autres pays de l' U.E.	1 167	8 626,4	115	643,5	116	904,8	291	788,8	48	284,6
2. Autres	10 913	47 129,9	6 587	23 988,0	7 068	38 291,3	7 481	35 831,3	7 466	36 348,5
Russie	107	757,2	52	290,6						
Suisse	10 806	46 372,7	6 535	23 697,4	7 068	38 291,3	7 477	35 825,8	7 466	36 348,5
II. ASIE	7 348	33 901,3	9 620,0	36 943,6	11 811	37 147,7	13 633	49 074,3	11 829	30 663,2
Japon	44	381,6	27	344,1	49	536,8	57	675,3	41	204,4
Union des Emirats Arabes	47	69,6	757	280,8	2 921	1 245,5	3 602	1 289,2	3 319	1 285,3
Oman	935	5 032,2	1 011	3 752,0	1 145	3 857,5	1 154	5 402,8	1 087	3 825,0
Singapour	912	4 368,7	1 873	7 514,5	1 197	6 397,1	1 718	8 319,9	859	3 272,6
Chine	1 034	9 495,1	890	6 043,5	230	3 936,5	1 022	3 202,5	509	1 844,1
Inde	33	135,6	56	176,6	289	374,9	313	249,7	26	131,9
Arabie Saoudite		0,9	0	0,0						
Pakistan	4 341	14 350,5	5 004	18 676,2	5 510	18 756,7	5 443	26 211,6	5 438	19 125,1
Autres pays	2	67,1	2	155,9	470	2 042,7	324	3 723,3	550	974,8
III. AFRIQUE	21 844	48 076,3	36 478,0	57 131,0	55 781	79 289,2	59 759	78 464,3	57 499	73 902,6
RDC(2)	9 050	14 300,8	16 577	18 572,4	27 588	38 080,8	29 150	36 665,3	30 974	34 624,8
Tanzanie	1 322	1 857,0	3 271	3 768,0	8 223	3 341,5	8 885	3 211,5	7 385	2 058,1
Kenya	1 579	4 294,2	1 106	1 155,2	1 296	1 858,0	1 802	3 732,1	2 141	4 144,3
Rwanda	4 097	6 140,6	10 789	12 585,6	7 822	11 199,2	9 460	8 965,1	6 775	8 253,3
Zambie	5	45,8	13	150,4	130	363,2	46	456,2	124	1 317,4
Ouganda	3 422	10 837,5	1 966	8 995,0	6 666	5 836,2	6 990	6 519,5	6 614	6 364,9
République Sud-Africaine	116	1 254,2	44	185,4	82	1 767,2	5	46,6	64	267,4
Egypte	2 171	9 160,9	2 503	9 338,1	2 757	9 384,6	2 786	13 407,7	2 718	9 562,6
Autres pays	82	185,3	209	2 380,9	1 217	7 458,5	635	5 460,3	704	7 309,8
IV. AMERIQUE	194	834,1	184	1 367,7	244	1 785,5	370	2 561,3	397	4 345,4
Etats-Unis	117	718,1	157	1 249,1	172	1 250,6	294	2 162,1	322	3 945,9
Canada	77	116,0	27,0	118,6	72	534,9	76	396,6	68	367,3
Autres pays d'amérique					29	13,1	0	2,6	7	32,2
V. OCEANIE	3	85,6	19,0	183,0	57	573,0	32	225,7	28	263,3
Australie	3	85,6	19	183,0	57	573,0	32	225,7	28	263,3
VI. DIVERS	29	183,3	61	145,4	32	14,1			35	253,6
TOTAL	52 300	194 303,6	58 440	146 257,1	82 825	203 843,6	85 758	189 945,7	84 613	181 044,4
(*) : FOB Bujumbura. V: en MBIF; Q: en Tonnes										

Source : OBR

ANNEXE 19 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en MBIF)

	2012	2013	2014	2015	2016
POSITION EXTERIEURE NETTE	-349 603,8	-642 606,9	-1 214 277,1	-1 750 124,0	-2 207 206,0
Avoirs	1 331 670,1	1 362 352,2	1 293 728,9	1 053 784,7	1 010 366,1
Investissements directs à l'étranger	3 747,9	4 007,2	4 049,6	4 288,8	4 349,1
Investissements de portefeuille	394 900,0	335 943,9	251 089,6	251 089,6	251 089,6
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	455 748,5	527 044,5	545 858,5	577 876,3	593 916,4
crédits commerciaux	259 841,3	322 405,3	343 093,0	367 842,5	465 517,2
Monnaie fiduciaire et dépôts	192 680,5	201 412,5	199 538,8	206 807,1	125 172,5
Autres avoirs	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7
Avoirs de réserve	477 273,7	495 356,6	492 731,2	220 530,0	161 011,0
ENGAGEMENTS	1 681 273,9	2 004 959,1	2 508 006,0	2 803 908,7	3 217 572,1
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	21 547,0	203 068,3	329 505,6	407 507,7	407 599,4
Investissements de portefeuille	0,0	4 009,4	6 312,5	6 312,5	6 312,5
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres investissements	1 620 581,3	1 758 966,9	2 129 989,4	2 337 442,0	2 757 209,2
Crédits commerciaux	740 885,9	849 341,9	1 121 680,5	1 309 631,1	1 740 195,8
Prêts	816 734,6	819 837,6	860 557,1	877 837,4	877 078,0
Autorités monétaires	209 053,2	204 129,9	203 993,4	186 603,0	153 229,9
Administrations publiques	607 681,4	615 707,7	656 563,7	691 234,4	723 848,1
Banques					
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	62 960,8	89 787,4	147751,8	149 973,5	139 935,4
AUTRES ENGAGEMENTS	39 145,6	38 914,5	42 198,5	52 646,5	46 451,0

Source : BRB

ANNEXE 20 : EVOLUTION DES INDICATEURS CLE D'INCLUSION FINANCIERE AU BURUNDI

N°	Indicateur	2012	2013	2014	2015
01	Population adulte	3 819 120	4 515 726	4 725 796	4 868 956
02	Nombre d'institutions financières agréées par la BRB	33	40	42	46
03	Nombre de points de service	492	646	670	678
04	% de points de service dans les milieux urbains	34,6	38,85	44	44,98
05	Nombre de points de service par 1 000 km ²	17,7	23,21	24,07	24,36
06	Nombre de points de service par 100 000 adultes	12,9	14,31	14,2	13,92
07	Nombre de GAB	27	75	89	109
08	% de GAB dans les milieux urbains	96,3	66,66	94	86,23
09	Nombre de GAB par 100 000 adultes	0,7	1,66	1,88	2,23
10	Nombre total de communes	129	129	129	119
11	Nombre de communes ayant au moins un point de service	123	129	129	119
12	% des communes ayant au moins un point de service	95,4	100	100	100
13	Population adulte ayant accès à au moins un point de services financiers	3 703 782	4 515 726	4 725 796	4 868 956
14	% de la population adulte vivant dans les communes ayant au moins un point de service	97,0	100	100	100
15	% de la population adulte domicilié à moins de 8 km d'un point de services financiers formels	49,4	NA	NA	NA
16	Nombre total de comptes de dépôt formels	831 454	953 483,0	1 038 090	1 067 226
17	% de la population adulte ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière agréée	12,5	21,11	21,96	21,92
18	Nombre de comptes/client	831 454	1 075 141	1 245 684	1 335 101
19	Nombre de comptes/client par 1 000 adultes	218	238,08	263,59	274,20
21	Encours total des dépôts des particuliers (millions BIF)	554 500	498 005	493 679	499 117
22	% de la population adulte ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière agréée	2,9	4,65	5,45	5,87
23	Nombre total de comptes de crédit formels	163 382	209 776	257 463	285 684
24	Nombre de crédits en cours par 1 000 adultes	43	46,45	54,48	58,68
25	Encours total des crédits aux particuliers (millions BIF)	329 590	479 516	614 186	509 259

